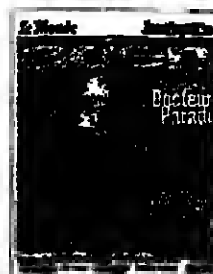




EN ÎLE-DE-FRANCE

■ Demandez  
« aden »  
le guide culturel



## ■ ENQUÊTE

### A quoi sert le Parc des Princes sous le règne du Stade de France ?

DANS UN MOIS, la France sera enfin dotée d'un stade qui lui faisait défaut. L'ouverture du Stade de France, dont les 80 000 places ont été réservées pour le match France-Espagne, le 28 janvier, à Saint-Denis, marquera-t-elle le début de la fin pour le Parc des Princes (49 000 places) ? Les matchs internationaux de football et de rugby ne joueront plus sur sa pelouse. Reste à savoir si son club résident, le Paris-Saint-Germain, déménagera aussi pour la Plaine-Saint-Denis, contrairement aux vœux de la Mairie de Paris. Le « match » est arbitré par Canal Plus, actionnaire majoritaire du PSG et concessionnaire du Parc des Princes.

Lire page 15  
et notre éditorial page 11



## ■ Procès Papon

L'accusé et le président Castagnède sont revenus sur la déportation d'enfants en août 1942. Les débats reprendront le 5 janvier.

p. 8

## ■ Massacre au Mexique

Quarante-cinq personnes, surtout des femmes et des enfants, ont été assassinées dans un village du Chiapas, au Mexique. L'évêque de San Cristóbal accuse le parti au pouvoir.

p. 3

## ■ Baisse des taux en Italie

La banque centrale italienne a réduit à 5,5 % son taux d'escompte dans la perspective de sa participation à l'euro.

p. 23

## ■ Carlos condamné à perpétuité

A l'annonce du verdict, la réclusion criminelle à perpétuité pour le triple meurtre de la rue Toullier, Illich Ramirez Sanchez a crié : « Vive la révolution ! ».

p. 23

## ■ Héros virtuels

Les personnages des jeux vidéo ont une espérance de vie de plus en plus courte. Les utilisateurs peuvent les façonner à leur image.

p. 10

Allemagne, 3 DM ; Autriche, 9 F ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 225 PTA ; France, 10 F ; Grèce, 400 DR ; Italie, 2000 L ; Japon, 1000 ¥ ; Pays-Bas, 40 G ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1 £ ; Suède, 100 Kr ; Suisse, 2,30 F ; Taiwan, 1,2 T ; USA, 1 \$ ; USA (Hawaï), 2,50 \$.

M 0147 - 1225 - 7,50 F



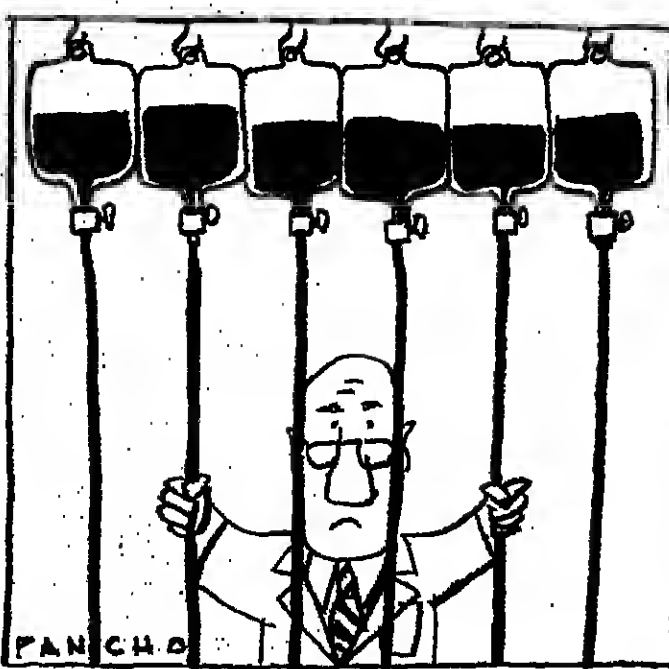
## La justice relance l'affaire du sang contaminé

- Plusieurs médecins responsables de la collecte de sang dans les prisons ont été mis en examen
- En 1985, un quart des lots contaminés par le virus du sida provenait de détenus
- Quelques centaines de personnes ont ainsi été infectées

PLUSIEURS responsables de centres de transfusion sanguine, parmi lesquels le docteur Najib Dudaï, ancien directeur du centre départemental de transfusion sanguine du Val-de-Marne, ont été mis en examen pour « empoisonnement et non-assistance à personnes en danger », par le juge chargé d'instruire l'affaire du sang contaminé, Marie-Odile Bertella-Geffroy. Le juge leur reproche d'avoir, pendant les années 1984-1985, organisé des collectes de sang en milieu carcéral ou sur la voie publique, en des lieux où existait une forte proportion de personnes contaminées par les virus du sida et de l'hépatite B.

M<sup>me</sup> Bertella-Geffroy reproche aussi à ces médecins de n'avoir pas, une fois connues les conséquences dramatiques de ces collectes, averti les receveurs qu'ils pouvaient avoir été contaminés et qu'ils risquaient de contaminer leur conjoint ou leurs enfants.

Plus de quatre ans après le début de l'instruction du juge Bertella-



Geffroy, ces mises en examen sont le prolongement d'un rapport demandé le 13 avril 1992 par Bernard Kouchner, ministre de la santé, René Teulade, ministre des affaires sociales, et Michel Vauzelle, garde des sceaux, à l'inspection générale des services judiciaires et à l'inspection générale des affaires sociales. Ce rapport, qui faisait suite à une enquête publiée dans *Le Monde*, établissait que, pour l'année 1985, les collectes de sang en prison et sur la voie publique avaient été à l'origine de 40 % des contaminations post-transfusionnelles. A elles seules, les collectes en prison ont été à l'origine de 25 % des lots de sang contaminé prélevés.

Plusieurs centaines de personnes ont été contaminées en France par le virus du sida à la suite de ces collectes. La plupart des pays européens avaient, dès 1982, décidé d'y mettre un terme.

Lire page 6

## Quand Ramadan rattrape Noël, qui poursuit Hanoucca

IL VOYAGE dans le temps, Ramadan. En 1966, c'était le 22 janvier ; en 1997, le 10 janvier ; cette fois, le mois du carême et de la révélation des Écritures en Islam devait débiter mercredi 31 décembre, six jours après Noël, qui, lui, est précédé d'un jour par la fête juive de Hanoucca. Hasard des calendriers ou provocation céleste ?

« La nouvelle lune aura lieu le lundi 29 décembre à 17 h 57 (heure française), après le coucher de soleil », affirme l'astronome Pierre Bretagnon, du Bureau des longitudes (BDL). Donc ce n'est que vingt-quatre heures plus tard que la Lune sera suffisamment éloignée du Soleil pour qu'on voie apparaître le premier quartier » dans de bonnes conditions météorologiques. Ce n'est donc que le 30 décembre, « quand le Soleil sera couché, à 17 h 01 », à Paris, que les autorités religieuses pourront annoncer le 1<sup>er</sup> Ramadan de l'an 1418 de l'hégire, les journées musulmanes démarant au crépuscule. Le jeûne, lui, commencera à l'aube du 31 décembre.

Le « temps de Noël » - qui va chez les catholiques jusqu'au dimanche 4 janvier, fête de l'Épiphanie - verra ainsi apparaître les premières lunes du neuvième mois musul-

man. Les chrétiens orthodoxes, eux, fêteront Noël deux semaines plus tard, le mercredi 7 janvier 1998, et prolongeront à leur manière le « temps de Noël » jusqu'au 19 janvier. Ainsi vont clespayers, horloges et montres qui mesurent un même temps mais en égrenent des temporalités distinctes. La rencontre entre Noël et Ramadan a lieu tous les trente-trois ans, selon le calendrier solaire grégorien, et tous les trente-quatre ans, selon le calendrier lunaire de l'hégire.

Plus minimes sont les écarts entre calendriers grégorien et israélite. Ce dernier, lui-même, s'autorise des ajustements pour rester en phase avec les saisons et le calendrier solaire : chaque trois années « israélites », un deuxième mois de véadar (véadar II) est ajouté pour remettre les pendules à l'heure, ce qu'interdit le Coran aux musulmans. Ainsi la fête de Hanoucca, célébrée à partir du mercredi 25 kislew 5758 (24 décembre 1997), s'éloignera de Noël (jusqu'au 4 décembre 1999, d'après le BDL) pour « revenir » en 2000 autour du 22 décembre. « Fête de la lumière et des cadeaux », elle commémore la conquête, par les Grecs, du Temple de Jérusalem vers 195 avant J.-C., et dure huit jours.

Facileux, les calendriers seraient-ils aussi injustes ? Quand les uns s'adonnent aux ripailles de fin d'année, les autres doivent entamer le jeûne du Ramadan, de l'aube au coucher de soleil, pour trente jours. Al Jaber al Moustapha, membre de l'Association islamique des Yvelines, qui administre la mosquée de Mantes-la-Jolie, est sans crainte. « Ça ne pose aucun problème, affirme-t-il. Au contraire, cette année, les journées seront courtes, et ce sera plus facile physiquement. On jeûne le jour et, si on veut faire la fête, on la fera la nuit. »

La fête devient ainsi un rapprochement entre communautés. Le Père Michel Lepape, de l'église Saint-Jean de Gennevilliers (Hauts-de-Seine), estime que les fêtes, « temps forts de nos communautés respectives », sont propices « au dialogue islamo-chrétien et à mieux comprendre la démarche de l'autre ». Un rapprochement qui, selon le BDL, sera facilité encore une fois par le calendrier, l'an prochain, puisque Ramadan commencera le 20 décembre et Noël le 6 Ramadan, soit le 25 décembre.

Henri Boutros

Lire page 2

## Voix célestes

LES chœurs d'enfants sont peut-être l'une des plus anciennes et des plus remarquables traditions anglaises. Depuis l'an de grâce 1091, l'évêque de Salisbury se plaît à sélectionner chaque année, et ces jours-ci encore, quelques-unes des plus belles voix de très jeunes garçons au service des offices religieux. Depuis 1991, une petite révolution est intervenue avec la constitution d'un premier chœur - séparé de celui des garçonnets - de jeunes filles.

Acte de bravoure dont la pertinence a été discutée puis reconnue par les meilleurs musicologues : l'oreille humaine ne peut discriminer le sexe de ces voix angéliques qui n'ont cessé d'inspirer les compositeurs, des grands anciens jusqu'aux contemporains.

Lire page 19

## POINT DE VUE

### Demain, c'est tout un plat

par Alain Ducasse

AUJOURD'HUI c'est déjà demain. Alors que le siècle bascule, l'univers des nourritures se transforme et, bizarrement, la Société semble en retrait de cette révolution. On sent confusément la fin d'une époque, mais rien ne perce, rien ne se déclare. Finalement c'est aux avant-postes qu'on retrouve les vérités, les prémices. Précisément, c'est ici que sont les chefs. Ils paressent, devant, expérimentent mais leur discours reste trop confiné à des propos que l'on juge corporatistes. C'est dommage car il y a actuellement au fond des casseroles un ruissellement de sens et d'orientations. Au-delà de l'indissociable souci de laisser une « trace », le chef est confronté aux pièges des carrefours : la gastronomie est-elle un art ? Le chef doit-il toujours être présent en cuisine ? Le plaisir est-il exempt de cherté ? La cuisine de tous les jours doit-elle être triste ?

Curieusement, c'est de l'étranger que la gastronomie hérite de sa meilleure reconnaissance. La cuisine, et tout particulièrement la haute cuisine française, est reconnue par les autres nations comme un art à part entière, en Angleterre, au Japon

et aux États-Unis notamment. Le « 8<sup>e</sup> art », s'il fallait le recenser après les sept autres. Il s'agit d'ailleurs là d'un constat réconfortant pour la France, qui sera, cette année encore, le pays le plus visité au monde, grâce à sa richesse touristique bien évidemment, mais également grâce à sa gastronomie en général et celle de ses régions en particulier.

Paradoxalement, le rôle du cuisinier commence là où s'arrête le travail de l'artisan, l'œuvre de la nature. Il consiste à rendre très bon ce qui, déjà, est très beau. Sans la générosité et la qualité des fruits que la nature nous apporte, sans le travail des producteurs, nous ne pourrions assembler, sublimer, exalter ces saveurs, goûts et couleurs. C'est le caractère intrinsèque des produits qui détermine le type de recettes que je leur applique. Ils sont la base sur laquelle je construis ma philosophie. Je ne procède jamais en sens inverse.

Lire la suite page 11

Alain Ducasse est chef de cuisine du restaurant A. Ducasse à Paris et du restaurant Louis XV à Monte-Carlo.

## Avant et après Barbet Schroeder



MERYL STREEP

LES STUDIOS Disney ont tout tenté pour empêcher la sortie du nouveau film de Barbet Schroeder, *Before and After*, qui a connu un échec sévère aux États-Unis. Il faut dire que ce drame policier et familial, splendidement interprété par Meryl Streep et Liam Neeson, met en cause le système social américain, l'insitution familiale et une certaine manière de faire du cinéma.

Lire page 20

International	2	Aujourd'hui	15
France	5	Jean	18
Société	6	Météorologie	18
Carnet	9	Culture	19
Horizons	10	Abonnements	20
Entreprises	12	Guide	21
Finances	13	Radio-Télévision	22



## INTERNATIONAL

LE MONDE / JEUDI 25 DÉCEMBRE 1997

**ASIE** Le spectre de la faillite se précise en Corée du Sud, où la monnaie, le won, vient d'effectuer un nouveau plongeon face au dollar. La victoire de Kim Dae-jung à l'élection

présidentielle n'a pas réussi à rétablir la confiance et la Banque mondiale a débloqué un prêt de 3 milliards de dollars dans le cadre du plan de 57 milliards proposé par le

FMI. ● LES MESURES annoncées par le premier ministre japonais, Ryutaro Hashimoto, n'ont pas, elles non plus, réussi à restaurer la bonne marche de l'économie. Les banques

couper les crédits, poussant vers la faillite des entreprises en difficulté. ● MÊME SI les situations au Japon et en Corée du Sud présentent certaines similitudes, elles ne sont pas

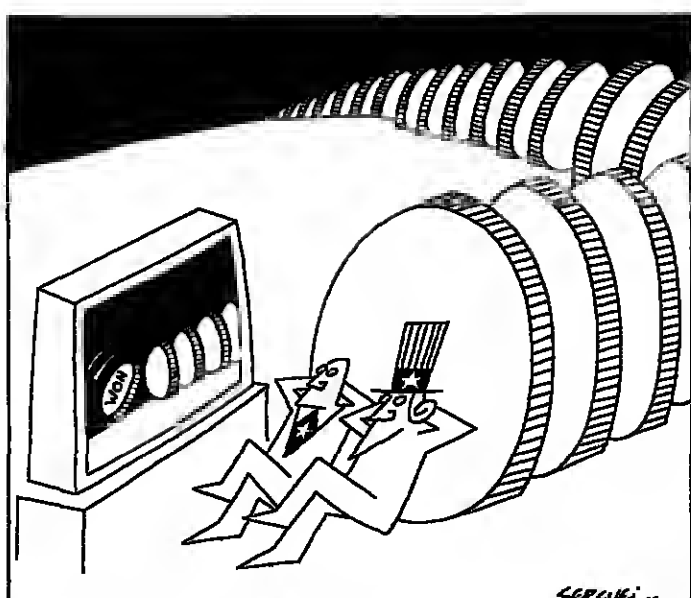
de même nature : la Corée du Sud est victime d'une surchauffe consécutive à un endettement extérieur massif, alors que le Japon est menacé de stagnation, voire de déflation.

# La Corée du Sud au bord de la banqueroute financière

Ni le plan d'aide international ni la victoire du candidat de l'opposition à l'élection présidentielle n'ont réussi à rétablir le calme sur les marchés. Après un nouveau recul du won, la Banque mondiale vient d'accorder à Séoul un prêt d'urgence de 3 milliards de dollars

**LA DÉROUTE** financière de la Corée du Sud, deuxième puissance économique de l'Asie et onzième au rang mondial, s'accroît. La Bourse de Séoul a terminé la séance mercredi 24 décembre en baisse de 4,04 %, portant son recul à 55 % depuis le début de l'été. Le won restait très faible, cotant 1822,5 wons pour 1 dollar, soit un repli de 54 % face au billet vert en deux mois. Emportée dans la tempête monétaire et boursière régionale qui a pris naissance au début du mois de juillet en Thaïlande, la Corée du Sud se retrouve aujourd'hui au bord de la faillite. La crise financière commence à avoir de graves répercussions économiques : le constructeur automobile Hyundai a annoncé mercredi qu'il ferait plusieurs de ses lignes de production après la défaillance d'un de ses fournisseurs de pièces, Mando Machinery.

L'annonce, début décembre, d'un plan d'aide international de 57 milliards de dollars (340 milliards de francs) et la fin de l'incertitude politique à Séoul, avec la victoire de Kim Dae-jung à l'élection présidentielle, n'ont pas réussi à rétablir le calme sur les marchés financiers coréens. Les investisseurs s'inquiètent de plus en plus



des risques d'une défaillance généralisée des banques et des entreprises du pays et d'un défaut de paiement de Séoul sur sa dette.

Le gouvernement coréen, avec le soutien des instances monétaires internationales et des grands pays industrialisés, cherche aujourd'hui

par tous les moyens à éviter ce scénario catastrophe, de nature à plonger l'économie du pays dans le chaos mais aussi à faire chanceler le système financier international. Il a obtenu, mardi, que la Banque mondiale lui accorde un prêt d'urgence de 3 milliards de

dollars (18 milliards de francs) afin de pouvoir surmonter la crise aiguë de liquidités à laquelle il est confronté. La Corée du Sud doit rembourser avant la fin de l'année 15 milliards de dollars de dettes arrivant à échéance, alors que les réserves de la banque centrale sont tombées à moins de 5 milliards de dollars. L'aide de la Banque mondiale vise à combler ce trou.

Mais elle pourrait ne pas suffire. Le vice-ministre des finances, Kang Man-soo, a reconnu mardi devant le Parlement que la dette du pays dépassait 200 milliards de dollars, un montant près de deux fois supérieur aux 119,7 milliards avancés jusqu'à présent par Séoul.

Séoul cherchait donc, selon la presse coréenne de mercredi, à emprunter 20 milliards de dollars auprès des banques étrangères présentes dans le pays. Le gouverneur de l'institut d'émission sud-coréen, Lee Kyung-sik, s'est rendu mercredi à Tokyo afin d'y rencontrer les responsables des six plus grandes banques japonaises et les convaincre de reconduire les prêts que celles-ci ont accordés aux institutions financières coréennes. Les établissements nippons sont très implantés en Corée du Sud et ils ont été au cours des

dernières années les principaux fournisseurs de crédit aux entreprises et aux banques du pays.

Totalement désemparés devant l'ampleur prise par la crise financière coréenne, les économistes sont en désaccord sur sa prochaine évolution. Alors que certains estiment qu'un moratoire sur la dette est inévitable, d'autres l'excluent catégoriquement : ils estiment qu'une telle solution, tout en provoquant des faillites bancaires en chaîne au Japon, créerait aussi un précédent dans la région et pourrait inciter des pays comme l'Indonésie et la Malaisie à bénéficier du même régime. Les plus optimistes estiment que, une fois passée l'échéance du remboursement de fin de l'année, la situation pourrait rapidement s'améliorer grâce à l'assainissement des comptes extérieurs du pays.

Pour la première fois depuis quatre ans, la Corée du Sud a dégagé au mois de novembre un excédent de sa balance courante de 600 millions de dollars. Ce renversement de tendance, s'il se confirmait, et cet afflux de billets verts aideraient à résoudre le problème de la dette coréenne.

Pierre-Antoine Delhommais

## Comprendre et situer l'Asie d'aujourd'hui

**FACE** au développement d'une crise financière en Asie qui est le reflet d'un malaise plus profond, une approche culturelle et historique est, à coup sûr, rafraîchissante. Il est indispensable d'élargir le champ d'observation, loin d'idées reçues sur le « miracle » asiatique qui se fondent sur des données purement économiques. Pour fil conducteur, les chercheurs français auteurs de *L'Asie retrouvée* ont choisi l'« asiatisme », c'est-à-dire un discours élaboré à la périphérie du continent (à Singapour et en Malaisie, où l'on vante les « valeurs asiatiques » qui, cependant, ne force pas toujours l'attention des centres (l'Inde, la Chine et le Japon). En outre, comme le note Jean-Luc Domenach, l'asiatisme, quelles qu'en soient les formes, ne « comporte aucun message positif sur la nature et l'organisation de la région ». Car dans leur quête d'un « nouvel âge d'or », les Malais-Indonésiens « n'ont pas réglé leur rapport à la Chine et aux Chinois de la diaspora » (François Raillon). Mais, dans un univers si vaste, si complexe et si diversifié, la ligne de fracture, en pointillé, se situe peut-être entre un « univers » chinois ou d'obédience chinoise, monde fini, qui se suffit à lui-même et assimile plus qu'il ne contredit, et celui centré sur l'Inde, plus sensible à des courants venus de l'est comme de l'ouest. Odon Vallet flirte avec ce concept dans *La Victoire des dragons*, titre à la fois étrange et restrictif d'un essai fouillant d'idées.

L'Asie revient en tout cas dans le champ de réflexion français à l'occasion d'analyses plus fouillées. Ce qui se passe des deux côtés de l'Inde, la crise asiatique, ne se résume pas aux seules courbes des monnaies, des Bourses et/ou de l'expansion.

Jean-Claude Pomonti

★ *L'Asie retrouvée*, sous la direction de David Camroux et Jean-Luc Domenach ; Seuil, coll. « L'idée du monde/Cer », 353 p., 160 F.  
★ *La victoire des dragons*, d'Odon Vallet ; Armand Colin, 131 p.

## Le gouvernement japonais annonce de nouvelles mesures de soutien aux banques

TOKYO

À voir la frénésie avec laquelle les japonais se bousculent dans les quartiers commerçants de Tokyo en cette fin d'année, on pourrait croire que les salariés, qui viennent de recevoir leur bonus (une prime d'hiver qui équivaut environ à trois mois de salaires), craignent que ce soit là le dernier. Les faillites en nombre de la dixième banque commerciale et de la quatrième maison de titres du pays ont fait l'effet d'électrochocs. Mitsubishi Electric, à la stupéfaction générale, a même réglé une large part de la prime de ses employés en coupons d'achat pour des produits de la société, prétextant un manque de liquidités.

Le plan d'urgence annoncé par le gouvernement d'un fonds de garantie de 10 000 milliards de yens de fonds publics (460 milliards de francs) afin de protéger les déposants et de 2 000 milliards de yens de baisses d'impôts n'a pas rassuré. La Bourse est tombée à son plus bas niveau historique depuis 1995, entraînant dans sa chute la maison de commerce Toshiba et une petite maison de titres, Maruso Securities.

La Banque du Japon a publié le 15 décembre son rapport « tankan », sondage trimestriel sur la perception de la situation économique, qui souligne une détérioration de la confiance dans tous les secteurs. La plupart des indicateurs macro-économiques sont à la baisse. L'Agence de planification

économique table dorénavant sur une quasi-stagnation pour 1997 (0,1 % de croissance, alors que le FMI parle de 1 %) et de 1,9 % pour 1998 (1,1 % selon le FMI).

À très court terme, c'est la rarefaction du crédit qui préoccupe les économistes, car elle menace d'étendre la crise du système bancaire aux secteurs industriels. Selon le dernier rapport de la Teikoku Data Bank, les faillites directement liées à la restriction du crédit par les banques sont en augmentation rapide. L'institut de recherche estime que le passif des entreprises ayant déposé leur bilan sur les onze premiers mois de l'année s'élève à plus de 11 000 milliards de yens.

La baisse de l'indice Nikkei prive les banques de plus-values alors qu'elles doivent éponger leurs mauvaises créances. Or, elles devaient aussi, au même moment, consolider leurs fonds propres à cause de l'entrée en vigueur, en avril 1998, de mesures visant à accroître la transparence du système et à soumettre les banques à des critères de solvabilité plus stricts. Le ministère des finances a annoncé, mercredi, le report d'un an de la mise en place de ces règles prudentielles. « Une décision de cet ordre pourrait être mal accueillie par les marchés, car cela signifierait que l'assainissement du système bancaire est retardé », s'inquiète un analyste étranger.

Le gouvernement s'interroge sur la mise en place de mesures de sauvetage plus radicales. Un certain nombre d'économistes font valoir

que la réduction fiscale est insuffisante. Le budget 1998, prévu pour être adopté jeudi 25 décembre par le gouvernement, devait engager une réforme fiscale et procéder à l'effacement d'une partie de la dette de l'ancienne régie des chemins de fer nippons (28 000 milliards de yens). Ces décisions devaient porter le déficit budgétaire à 9,8 % du PIB contre 5,9 % en 1997. La marge de manœuvre de l'État est donc extrêmement réduite au plan budgétaire.

**CONVOCAZIONE ANTICIPÉE DE LA DIÉTÉ**

Quant au plan de stabilisation du système bancaire (qui ferait appel à des emprunts gagés sur des sociétés à privatiser au lieu de peser sur le budget), il semble encore susciter de nombreuses incertitudes. Il risque en outre d'être contré par l'opposition lors de sa discussion au Parlement en janvier.

L'ampleur des problèmes affectant le système financier reste mal définie : les mauvaises créances des banques atteignent 28 000 milliards de yens. Début décembre, le quotidien *Nihon Keizai Shimbun* écrivait que le ministère des finances les estime en fait officiellement à 80 000 milliards de yens. Les incertitudes qui pèsent sur un certain nombre d'institutions financières en faillite virtuelle rendent tout le monde nerveux. Le marché réagit positivement à tout signe de nettoyage, mais chaque nouvelle banqueroute déplace les soupçons et les spéculations sur le voisin. Les hommes politiques n'osent plus rien dire, de

peur des réactions du marché, tandis que les consommateurs, les industriels et les banquiers sont en train de perdre confiance.

Le premier ministre Ryutaro Hashimoto, qui s'est engagé à tout mettre en œuvre afin que le Japon ne soit pas à l'origine d'une crise mondiale, faisait part, lundi, aux reporters japonais de son effroi face à la réaction des marchés : « Je suis très inquiet et je me demande si les investisseurs n'ont pas perdu confiance dans le marché ».

La cote de popularité du cabinet Hashimoto est déjà à son plus bas niveau dans les sondages. Alors que la crise devient brûlante, on est loin de l'union sacrée au sein de la coalition au pouvoir. Takako Doi, chef du Parti socialiste (membre de la coalition), s'est déclarée très réservée par rapport aux propositions de budget faites par le PLD et à la réduction fiscale surprise d'Hashimoto, qu'elle a qualifiée de « décision arbitraire ». Quant à l'opposition (dont le Shinshinto, qui vient de réélire à sa tête Ichiro Ozawa), elle a déjà promis de faire des pieds et des mains pour s'opposer au projet de stabilisation financière tel qu'il a été présenté par le PLD. La crise politique qui se profile à la rentrée risque de ne pas accélérer la prise de décisions. Tous les partis sont toutefois tombés d'accord pour réunir la Diète le 12 janvier au lieu du 19, en raison de l'urgence de la situation économique.

Brice Pedroletti

## De Séoul à Tokyo, deux crises de nature très distincte

**LE PLONGEON SANS FIN** de la monnaie coréenne et la permanence de mauvaises nouvelles boursières au Japon traduisent un seul et même phénomène : les

### ANALYSE

La crise coréenne est une crise de liquidités alors que le Japon souffre d'une atonie de la demande

deux économies les plus fortes de la région sont victimes d'une crise de confiance sans précédent de la part des marchés. Les investisseurs extérieurs et les banques locales n'accordent plus de crédit à l'économie de chacun des deux pays, au sens propre comme au sens figuré. Du coup, ces marchés n'accroissent pas plus d'importance au plan du FMI de 57 milliards de dollars (plus de 336 milliards de francs) pour la Corée du Sud qu'au programme de relance de l'économie japonaise confirmé par le gouvernement Hashimoto le 17 décembre (*Le Monde* du 13 décembre). Ce programme, d'une

ampleur supérieure à n'importe quel plan du FMI, prévoit - outre des allègements fiscaux - l'émission d'un emprunt d'État de 77 milliards de dollars pour stabiliser le système financier du pays.

Le caractère synchrone de ces deux crises permet-il de les assimiler ? Les deux pays présentent des faiblesses comparables : avec quelques années de décalage, la Corée du Sud (onzième économie mondiale par l'importance de son PIB) a suivi à peu de choses près le même modèle de développement économique que le Japon. Un modèle aujourd'hui remis en cause, et qu'on peut résumer par la constitution de grands groupes industriels financés essentiellement par des banques (et non par le recours aux marchés financiers), avec en arrière-plan un État fort, canalisant une bonne part des crédits à l'industrie avec un manque de transparence évident.

Un système que le spécialiste du Japon Christian Sautter qualifiait récemment d'« aligolopie cordiale » - un mot qu'on pourrait également appliquer à la Corée. « Historiquement, l'État a joué un rôle encore

plus important en Corée qu'au Japon : après la guerre de Corée, l'État et l'armée ont été les piliers de la reconstruction du pays », souligne Michel Fouquin, économiste au CEPII. L'un des résultats de ce système, c'est qu'il aboutit à une mauvaise allocation des actifs financiers en raison d'interventions publiques intempestives, et qu'il ne permet pas de soumettre à la discipline du marché l'allocation des crédits.

### AJUSTEMENTS DOULOUREUX

Là s'arrête cependant le parallèle entre les deux pays. Dans le premier cas, celui de la Corée du Sud, on est en présence d'une économie marquée par un fort endettement extérieur. La crise s'explique en grande partie, ici, par la présence de déficits courants importants (4 % du PIB en 1997, un niveau comparable à celui de l'Indonésie). Ces déficits importants, conjugués à une surchauffe des investissements et de nombreuses faillites, ont provoqué la chute de la monnaie lorsque les investisseurs étrangers se sont rendu compte, vers la fin du mois d'octobre dernier, que la Corée risquait de se trouver en

état de défaut de paiement comme, avant elle, la Thaïlande ou l'Indonésie. Le montant de la dette coréenne, qui commence à apparaître dans toute son ampleur, illustre à posteriori la stratégie d'endettement à tout-va des conglomérats (les chaebol). Il s'agit d'une dette essentiellement privée, alors que l'État coréen, lui, est bien moins endetté que la plupart des pays développés (la dette publique tourne autour de 20 % du PIB, un niveau trois fois inférieur à la limite érigée dans le traité de Maastricht). La crise coréenne est donc avant tout une crise de liquidités, dont le pays ne se sortira qu'au prix d'ajustements très douloureux, avec la mise au chômage probable de dizaines de milliers de personnes.

On n'est pas du tout dans le même cas de figure au Japon. Ce pays dégage depuis plusieurs décennies des excédents courants colossaux, autrement dit le pays dégage suffisamment d'épargne pour financer le reste du monde, et en particulier les États-Unis. « Les crises coréenne et japonaise sont de nature très différente », souligne Hellmut Schütte, économiste au centre

Euro-Asie de l'INSEAD (Fontainebleau). Premièrement, la structure industrielle du Japon demeure très solide, avec des entreprises qui demeurent très fortes, ce qui n'est pas le cas en Corée. Deuxièmement, les excédents de la balance courante japonaise et les réserves en devises du pays sont un atout de premier plan pour sortir de la crise ».

### MENACE DE DÉFLATION

Donc, « aucun risque pour le Japon de se trouver en état de défaut de paiement comme la Corée du Sud », comme le remarque Frédéric Atlan, de la Caisse des dépôts et consignations. On sait que le programme d'assainissement mis en place par le Japon à lui tout seul est supérieur à celui du FMI pour la Corée. Les raisons de la crise japonaise sont avant tout de nature domestique, avec un marasme lié à l'atonie de la demande intérieure depuis les baisses d'impôt du printemps dernier. On est ici dans le contraire d'une situation de surchauffe. Baisse de la consommation, baisse du crédit, stagnation de l'activité : le Japon connaît une crise typique d'un pays développé.

Confronté depuis longtemps à la nécessité de réformer les structures de son économie, à commencer par celles de son secteur financier, le Japon n'a pas entrepris à temps les ajustements qui s'imposaient. Au cours des années qui viennent de s'écouler, le Japon a exporté ses difficultés en misant tout sur une monnaie faible, favorable aux exportations.

Aujourd'hui, la crise des marchés asiatiques (où le Japon est exposé tant par le biais de prêts bancaires que d'investissements directs importants) sert de révélateur aux déficiences d'une économie encore trop fermée, où les marchés financiers ne sont pas assez développés. Au cœur de la crise, la faiblesse du secteur bancaire : les banques ont conservé sans les effacer de « mauvaises dettes » héritées de la bulle immobilière des années 80. Au Japon, la crise asiatique affaiblit une économie déjà atone. La menace, ici, est celle d'une déflation (baisse des prix généralisée), potentiellement très dangereuse pour le reste du monde.

Lucas Delattre









## La demande d'aide alimentaire a augmenté fortement dans les grandes villes américaines

40 % des demandeurs ont un très bas salaire, selon l'enquête de l'Association des maires pour 1997

Les adversaires de la réforme de 1996 du système d'aide sociale aux Etats-Unis voient leurs craintes confirmées par une étude récemment

publiée sur la pauvreté dans vingt-neuf grandes villes du pays. Si le problème des sans-logis ne s'est pas notablement aggravé, la fréquentation

des soupes populaires y est en forte augmentation et l'offre d'aide alimentaire largement inférieure à la demande.

### NEW YORK

de notre correspondante

En pleine croissance économique, l'une des craintes des adversaires de la réforme de l'aide sociale aux Etats-Unis semble aujourd'hui se confirmer, au moins partiellement : le nombre de gens demandant une aide alimentaire d'urgence a augmenté de 16 % cette année, selon une étude menée par l'Association des maires américains dans 29 grandes villes rendue publique récemment.

Les réfugiés pour sans-abri, en revanche, sont confrontés à des problèmes de moindre ampleur que ceux des soupes populaires : bien que six villes sur dix fassent état d'une augmentation du nombre des sans-abri, cette augmentation est la plus faible (+ 3 %) depuis 1985.

L'Association des maires (US Conference of Mayors) réalise cette enquête chaque année depuis 1985 et n'avait pas constaté une telle augmentation des demandes d'aide

alimentaire depuis 1992 ; cette année, 19 % des demandes d'aide alimentaire n'ont pas pu être satisfaites par les municipalités ou les organisations caritatives, faute de ressources.

La détérioration de la situation alimentaire touche en grande partie les immigrés et s'explique essentiellement, selon le rapport, par le faible niveau des salaires les plus bas (quatre demandeurs d'aide alimentaire sur dix ont du travail), la réduction de l'aide alimentaire fédérale distribuée sous forme de tickets permettant d'acheter directement de la nourriture dans le commerce, les hausses de loyers et les coupes effectuées dans plusieurs programmes d'aide sociale publique.

Selon divers calculs, la réforme du *welfare*, le régime d'aide sociale fédérale aux populations les plus démunies, mise en œuvre par une loi très controversée adoptée en 1996, a notamment eu pour consé-

quence la suppression des tickets d'alimentation gratuite à près de 1 million d'immigrés « légaux ».

Le Congrès a rétabli cette année certaines dispositions de l'ancienne législation, comme la couverture médicale gratuite ou l'aide financière pour les retraités et les immigrés handicapés, mais pas les tickets d'alimentation ; une douzaine d'Etats ont, depuis, décidé de rétablir la distribution de ces tickets sur leurs propres fonds, mais de manière souvent incomplète.

### ALABAMA A NEW YORK

A New York, où le niveau de chômage reste deux fois plus élevé (9 %) que la moyenne nationale malgré le boom spectaculaire de Wall Street, les organisations caritatives ont tiré le signal d'alarme dès cet automne : l'une d'entre elles, la Coalition contre la faim à New York, affirme que 73 000 familles et particuliers sont renvoyés chaque mois des soupes populaires de la

villes sans avoir pu être nourris, soit une augmentation de 23 % par rapport à 1996.

Le mois dernier, le maire, Rudolph Giuliani, a accordé une rallonge budgétaire de 26 millions de dollars pour permettre de maintenir les tickets d'alimentation à 67 000 immigrés, enfants, retraités, malades ou handicapés. Evoquant la « situation intolérable » apparue « dans une ville où les gens ont de nouveau faim », le président du conseil municipal de New York, Peter Vallone, a de son côté réclamé le déblocage d'une aide d'urgence de 2 millions de dollars pour permettre aux soupes populaires de mieux s'approvisionner, requête à laquelle le maire a donné son accord. La ville de New York a essayé cette année de se retourner contre le pouvoir fédéral pour lui faire prendre en charge ce type de dépenses, mais sans succès.

Sylvie Kauffmann

## La présidente irlandaise défie la hiérarchie catholique

### DUBLIN

de notre correspondante

Noël, cette période de paix et de bonne volonté, est troublée en Irlande par une controverse religieuse mettant en cause la nouvelle présidente, Mary McAleese, les dirigeants des deux principales confessions - catholique et anglicane - et l'ambassadrice américaine, Jean Kennedy Smith. Lors de son entrée en fonction, en novembre, M<sup>me</sup> McAleese avait promis de combler le fossé entre les deux communautés de l'île. Elle est allée plus loin dans cette direction qu'aucun de ses prédécesseurs en allant communier, le 7 décembre, à la cathédrale anglicane de Dublin. Elle avait alors affirmé sa détermination à faire le plus de bruit possible autour de cet événement historique en se faisant photographier alors qu'elle recevait le calice.

Les camps se sont formés avec une rapidité étonnante. Le professeur de philosophie du principal séminaire catholique de Maynooth a fustigé cette initiative « libérale, personnelle, véritable pied de nez aux évêques ». L'archevêque de Dublin, M<sup>gr</sup> Desmond Connell, a jugé « honteux » pour tout catholique de recevoir la communion anglicane.

L'Eglise anglicane est, elle aussi, embarrassée car le geste de M<sup>me</sup> McAleese contrevient à la discipline catholique. Elle s'est abstenue de tout

commentaire. Toutefois les propos de M<sup>gr</sup> Connell - qui s'en est excusé peu après - ont tellement choqué que le primate de l'Eglise d'Irlande (anglicane), l'archevêque Robin Eames, les a qualifiés de « regrettables ». Des fidèles ont exprimé leur position avec vigueur, comme ceux qui ont quitté leur église en pleine messe lorsque le célébrant a rappelé la position traditionnelle de Rome. L'ambassadrice américaine - sœur de John Kennedy et elle aussi catholique - a choisi ce moment pour suivre l'exemple de M<sup>me</sup> McAleese.

### INDÉPENDANCE D'ESPRIT

Pendant la campagne présidentielle, beaucoup voyaient dans Mary McAleese - opposée à l'avortement et ancienne conseillère de la hiérarchie - une catholique du Nord des plus traditionnelles. Maintenant qu'elle est au cœur d'une controverse théologique vieille de quatre siècles, on a cherché, et trouvé, dans les vieux dossiers la preuve qu'elle n'était pas aussi conservatrice ni aussi soumise aux évêques que le prétendaient ses adversaires.

On a ainsi découvert qu'elle avait soutenu l'ouverture de la prière aux femmes, ce qui cadre avec son indépendance d'esprit, qualifiant même l'attitude du pape à ce sujet de « verrouillée ». Mais aussi qu'elle avait réagi aux tergiversations

d'une hiérarchie secouée par les scandales de pédophilie au sein du clergé en qualifiant les responsables de « Ponce Pilate ». Par coïncidence, elle vient de publier un livre de réflexions sur la foi - *Reconciled Being, Love in Chaos* - qu'elle décrit comme « un voyage dans les rapports entre la croyance et les brimades, entre la foi et la fureur ».

Plus conservatrice sur beaucoup de points que Mary Robinson, à qui elle a succédé, Mary McAleese a, par son geste, rallumé une controverse qui aura du mal à s'apaiser. Ce faisant, elle a rappelé aux Irlandais d'autres incidents qu'ils auraient sans doute préféré oublier. Ainsi l'un de ses prédécesseurs, Erskine Childers, mort en 1974, anglican marié à une catholique, avait publiquement regretté l'attitude de la hiérarchie romaine à propos de la communion. Et quand le premier chef de l'Etat irlandais, Douglas Hyde, lui aussi anglican, est décédé en 1949, les membres du gouvernement avaient dû attendre dans leur voiture, au pied de la cathédrale anglicane, pour ne pas risquer d'offenser les évêques en assistant à des obsèques protestantes.

M<sup>me</sup> McAleese est en train d'apprendre bien vite que si elle est déterminée à construire des ponts entre catholiques et protestants, d'autres sont aussi déterminés à les détruire.

John Horgan

## Les craintes d'une reprise de la guerre dans le Caucase

### MOSCOU

de notre correspondante

L'opération de commando menée lundi 22 décembre contre une série de postes russes au Daghestan est le plus important affrontement armé survenu dans le nord du Caucase depuis le départ des troupes russes de la Tchétchénie voisine il y a un an.

Rappelant que la situation est loin d'être stabilisée, les autorités tchétchènes, accusées par certains à Moscou d'avoir couvert l'opération, l'ont dénoncée. Mais un des chefs de guerre qui dirigent toujours des groupes armés en Tchétchénie, le « général » Salman Radouev, qui mène la prise d'otages de Pervomaïsk au Daghestan, en janvier 1996, a déclaré lundi à Grozny, selon Interfax : « S'il se révèle qu'il s'agit du début d'une guerre de libération au Daghestan, il nous faudra la soutenir ».

L'objectif des assaillants reste indéterminé. La seule version connue à ce jour des événements est celle donnée de sources militaires russes et daghestanaises. Selon ces sources, un commando composé de 30 à 100 Tchétchènes et Daghestanais, arrivé à bord d'un camion et de plusieurs voitures, a attaqué dans la nuit, à l'arme automatique et au lance-roquettes, la base d'un bataillon blindé russe situé près de Bouïnaks, en plein centre du Daghestan, à 85 km de la frontière tchétchène.

Deux chars, plusieurs véhicules et des dépôts de carburant ont été détruits et incendiés durant l'attaque, qui a duré plusieurs heures. Les assaillants auraient tué 2 militaires russes et 2 civils et fait plusieurs blessés, laissant 2 morts sur le terrain et plusieurs prisonniers, avant de se retirer avec 6 policiers en otages.

### ATAQUES « COORDONNÉES »

Certains se seraient réfugiés en Tchétchénie, d'autres auraient été encerclés avant la frontière, où des affrontements se poursuivaient à la tombée de la nuit. Mais d'autres attaques ont eu lieu au même moment en quatre points au moins du territoire daghestanais, visant des postes militaires russes - très nombreux dans tout le Daghestan - un pont stratégique (qui n'a cependant pas été atteint) et deux petites centrales électriques à Bouïnaks même, qui fut privée de courant. Un porte-parole du FSB (ex-KGB)

a conclu qu'il s'agissait d'« attaques coordonnées ». « Nous dénonçons catégoriquement tout acte de provocation contre les accords de paix signés par Grozny et Moscou », a déclaré le vice-premier ministre tchétchène Movladi Oudougov.

Un autre vice-premier ministre, l'ex-chef de guerre Chamil Bassaev, a renchérit en affirmant : « Notre souci actuel est d'aider la population à supporter l'hiver », ajoutant que des investigations sont en cours pour savoir si des Tchétchènes étaient mêlés à l'opération.

Le président et premier ministre

Brève « réapparition » de Boris Eltsine

Le service de presse de Boris Eltsine n'a diffusé aucune image de la visite du président russe, mardi 23 décembre, à son cabinet de travail au Kremlin, tout en confirmant qu'il doit apparaître, vendredi, à la première « table ronde », avec des représentants des fractions parlementaires où domine l'opposition. Selon son porte-parole, Boris Eltsine a passé trois heures à travailler mardi au Kremlin, pour la première fois depuis son hospitalisation le 10 décembre en raison d'une « infection virale ». Mais les journalistes n'ont pu voir que le cortège de voitures accompagnant sa limousine aux vitres teintées entrer au Kremlin.

Les médecins ont insisté pour qu'il regagne pour la nuit sa maison de santé médicalisée de Barvikha, où il devrait séjourner jusqu'à la fin de la semaine avant de prendre « deux semaines de congé annuel ».

Aslan Maskhadov se trouvait au même moment au Tatarstan, en Fédération de Russie, en compagnie du secrétaire du Conseil de sécurité russe Ivan Rybkine et d'experts américains et britanniques, pour chercher comment débloquer les négociations russo-tchétchènes.

### VISITE CONTROVERSÉE

L'annonce faite fin novembre par Boris Eltsine sur son intention de visiter la Tchétchénie en janvier avait relancé les contacts russo-tchétchènes. Plusieurs responsables russes sont venus à Grozny offrir des compensations aux destructions de la guerre et des financements pour une région que Moscou considère toujours comme lui appartenant. Mais ces offres restent à l'état de promesses.

Le président Maskhadov s'est déclaré heureux de recevoir Boris Eltsine « comme chef d'un grand Etat voisin », comptant manifestement sur les capacités connues du président russe d'annoncer des décisions radicales imprévues. Mais il doit tenir compte de divers courants internes, bénéficiant parfois d'aides financières extérieures, hostiles à tout rapprochement avec la Russie. Salman Radouev avait menacé la semaine dernière d'attaquer le président russe si ce dernier venait à Grozny avant d'accepter l'indépendance de la Tchétchénie.

Le porte-parole du président russe a déclaré lundi, après une rencontre avec Boris Eltsine, qui s'apprêtait à réapparaître mardi au Kremlin, que ce dernier n'avait pas parlé d'annulation de son projet de voyage après les raids au Daghestan.

Sophie Stihab

## Première visite du chancelier Helmut Kohl en Bosnie

SARAJEVO. Le chancelier allemand Helmut Kohl a effectué mardi 23 décembre une visite d'une journée en Bosnie, où il se rendait pour la première fois. Il a rencontré à Sarajevo les membres de la présidence collégiale bosniaque, qu'il a appelés, comme l'avait déjà fait la veille à Sarajevo le président américain Bill Clinton, à « travailler ensemble » pour construire la paix.

Le chancelier, qui était accompagné de son ministre de la Défense Volker Rühe, a rendu visite aux 2 400 soldats allemands de la SFOR, basés près de Sarajevo. Interrogé sur les agissements néo-nazis au sein de la Bundeswehr, M. Kohl, les a qualifiés d'« intolérables », ajoutant cependant que « toute l'armée ne doit pas être considérée comme responsable ». - (AFP, Reuters.)

## La fête juive de Hanouka célébrée pour la première fois au Vatican

ROME. La lampe de Hanouka a été allumée, mardi 23 décembre, pour la première fois, au Vatican par le cardinal Edward Cassidy, président de la commission vaticane pour les rapports avec les juifs, en présence du vice-premier ministre israélien Moshe Katzav. Chaque jour de la période de Hanouka, qui rappelle la purification du temple de Jérusalem par Judas Maccabée (en 165 avant J.-C.), les juifs religieux allument le chandelier traditionnel.

Ce geste du Vatican correspond à l'anniversaire de la signature d'un « acte fondamental », le 30 décembre 1993, entre le Saint-Siège et Israël et au début des célébrations, à Jérusalem, du cinquantième anniversaire de la création de l'Etat d'Israël. - (AFP)

### EUROPE

■ ITALIE : le criminel de guerre nazi Erich Priebke, qui est âgé de 84 ans, a été transféré mardi 23 décembre de l'hôpital militaire de Rome à la résidence du militant d'extrême droite italien Paolo Giacchini où il doit purger en résidence surveillée la fin de sa peine. Incarcéré en 1995, Priebke avait été condamné à la prison à vie en juillet dernier pour son rôle dans le massacre des fosses Ardeatines. En raison de son âge, sa peine avait été commuée en cinq ans de prison. Un tribunal italien avait accepté le mois dernier que Priebke passe les trois derniers mois en résidence surveillée. - (AFP)

■ KOSOVO : les partis albanais du Kosovo ont décidé mardi 23 décembre de convoquer pour la mi-mars leurs propres élections législatives et présidentielles, a-t-on appris de source proche de la Ligue démocratique du Kosovo (LDK), principale formation d'opposition albanaise au régime serbe. Cette décision intervient en lendemain de l'élection présidentielle en Serbie, remportée par le socialiste Milan Milutinovic, que la grande majorité des Albanais de souche ont boycottée. - (AFP)

■ BOSNIE-HERZÉGOVINE : trois mois après les municipales de septembre, qui avaient vu la défaite des ultranationalistes du Parti démocratique serbe, et après sept tentatives infructueuses, le nouveau conseil municipal de Banja Luka a élu son nouveau maire, mardi 23 décembre. Il s'agit de Djordje Umicovic, membre du Parti serbe de Krajina et Posavina (SSKIP). Principale ville des Serbes de Bosnie, Banja Luka est le siège de la présidente Biljana Plavsic, soutenue par les Occidentaux contre les extrémistes de Pale. - (AFP)

■ PARIS : Jacques Chirac a reçu, lundi 22 décembre, une lettre de Bill Clinton, qui fait le point sur les sujets - Bosnie, Golfe et relations avec la Turquie - dont les présidents français et américain s'étaient entretenus « longuement » par téléphone vendredi après-midi, a-t-on appris mardi 23 décembre à l'Elysée. - (AFP)

■ TURQUIE : Washington a accordé mardi 23 décembre une licence de marketing, première étape avant d'autoriser la vente d'hélicoptères d'attaque à la Turquie. Les constructeurs américains Bell Helicopter Textron et McDonnell Douglas espèrent remporter un contrat pour l'achat de 145 hélicoptères d'attaque, pour une valeur de 4,5 milliards de dollars. Le porte-parole du département d'Etat, James Foley, a indiqué toutefois que « la question de savoir ce que fait ou pas la Turquie dans le domaine des droits de l'homme finira par se poser, plus tard, pour ce qui est de l'approbation d'une vente ». La semaine dernière, lors de la visite à Washington du premier ministre Mesut Yilmaz, la Turquie, boudée par les Européens au Sommet de Luxembourg, avait annoncé une importante commande à Boeing pour le renouvellement de la flotte de Turkish Airlines. - (AFP)

### MAGHREB

■ ALGÉRIE : neuf membres d'une même famille ont péri dans l'explosion d'une bombe lundi 22 décembre au sud d'Alger, rapporte mardi Le Soir d'Algérie. Le quotidien précise que la famille venait à peine de se réinstaller dans sa maison d'Ouled Allal après avoir obtenu de l'armée l'assurance qu'elle n'y courait plus aucun risque. En octobre, les autorités militaires avaient lancé une opération de « nettoyage » dans cette zone du sud de la capitale. - (Reuters.)

■ L'Algérien Djamel Louicid, considéré comme l'un des chefs de la mouvance islamiste en Europe et qui était incarcéré en Italie, a été mis mardi 23 décembre en liberté surveillée, a annoncé son avocat, Louicid, 35 ans, poursuivait une grève de la faim depuis près de deux mois. Son procès doit s'ouvrir le 16 janvier à Naples. - (AFP)

### AMÉRIQUES

■ HAITI : la crise politique a connu, mardi 23 décembre, un nouvel épisode avec le rejet par les députés du deuxième premier ministre proposé par le président René Préval en six mois, l'économiste Hervé Denis. M. Denis, 58 ans, n'a pu obtenir que 34 voix sur les 37 nécessaires. Trente-trois députés de l'Organisation politique Lavalas (OPL) ont voté contre. Ils contestent toujours le résultat des élections du 6 avril dernier, truquées selon eux au profit du parti rival proche de l'ancien président Jean-Bertrand Aristide. - (AFP)

■ ÉTATS-UNIS : le second inculpé de l'attentat d'Oklahoma City, Terry Nichols, a été reconnu coupable mardi 23 décembre de complicité dans l'attaque au camion piégé contre un bâtiment de l'administration fédérale qui a fait 168 morts en 1995. Timothy McVeigh, reconnu coupable d'avoir commis l'attentat, a été condamné à mort en juin dernier. Terry Nichols risque également la peine de mort. - (AFP)

## L'Italie tient ses engagements budgétaires

ROME. Le Sénat a adopté définitivement mardi 23 décembre le budget italien pour 1998, déjà voté la semaine dernière par la Chambre des députés. Ce budget, qui, avec les résultats de 1997, servira de référence pour la qualification de l'Italie à la zone euro, prévoit de ramener le déficit des finances publiques à 2,8 % du PIB. Après des mois de polémique, qui ont fait faillir le gouvernement de Romano Prodi, celui-ci a réussi à faire accepter d'importantes réductions des dépenses sociales et un resserrement du système des retraites. Il table sur un réaménagement de la TVA, une meilleure maîtrise des dépenses de santé et la mise en œuvre d'une réforme de la fiscalité destinée à lutter contre l'évasion fiscale. - (AFP, Reuters.)

LES PLUS BELLES PERLES DU MONDE

MIKIMOTO

Joaillier depuis 1893

8, PLACE VENDÔME - PARIS



## La visite du chancelier Kohl en Bosnie

Le chancelier allemand Helmut Kohl a effectué sa dernière visite d'une journée en Bosnie, où il se rendait pour la dernière fois. Il a rencontré à Sarajevo les membres du gouvernement bosniaque, qu'il a appelés, comme l'année dernière, le président américain Bill Clinton, à venir en Bosnie pour construire la paix.

Kohl a été accompagné de son ministre de la Défense, Wolfgang Petrang, et de 2 400 soldats allemands de la 1<sup>re</sup> division blindée. Interrogé sur les agissements des forces serbes, Kohl, les a qualifiés de « intolérants », déclarant que « toute l'armée ne doit pas être considérée comme telle ». (AFP, Reuters.)

## Le juif de Hanouka célébrée la première fois au Vatican

Le Hanouka a été célébré, mardi 23 décembre, au Vatican par le cardinal Edouard Caviglioglio, en présence de la communauté juive du Vatican. Le cardinal a lu une lettre du pape Jean-Paul II, dans laquelle il rappelle la signification de Hanouka, qui rappelle la purification du temple par Judas Maccabée (en 165 avant J.-C.) et la victoire du christianisme sur le paganisme.

Le cardinal a également souligné l'importance de la fraternité entre les religions et la paix. (AFP.)

Le général de guerre nazi Erich Priebke, qui est en prison depuis 1948, a été condamné à la prison à vie par un tribunal italien. Le tribunal a jugé que Priebke avait été responsable de la mort de 32 personnes lors de la purge de la ville de Bolzano en 1945.

Priebke a été condamné à la prison à vie pour avoir participé à la purge de la ville de Bolzano. Le tribunal a également condamné deux autres personnes à la prison à vie pour avoir participé à la purge.

Le président de la République, Jacques Chirac, a reçu, mardi 23 décembre, une lettre de félicitation de la part du président américain Bill Clinton. La lettre félicitait Chirac pour sa victoire électorale et pour son rôle dans la préservation de la démocratie.

Chirac a répondu à la lettre de Clinton par une lettre de remerciement. Il a souligné l'importance de la coopération entre les deux pays pour la préservation de la démocratie et de la paix.

Le président de la République, Jacques Chirac, a reçu, mardi 23 décembre, une lettre de félicitation de la part du président américain Bill Clinton. La lettre félicitait Chirac pour sa victoire électorale et pour son rôle dans la préservation de la démocratie.

Chirac a répondu à la lettre de Clinton par une lettre de remerciement. Il a souligné l'importance de la coopération entre les deux pays pour la préservation de la démocratie et de la paix.

Le président de la République, Jacques Chirac, a reçu, mardi 23 décembre, une lettre de félicitation de la part du président américain Bill Clinton. La lettre félicitait Chirac pour sa victoire électorale et pour son rôle dans la préservation de la démocratie.

Chirac a répondu à la lettre de Clinton par une lettre de remerciement. Il a souligné l'importance de la coopération entre les deux pays pour la préservation de la démocratie et de la paix.

## Les ajustements budgétaires

Le ministre de l'Économie, Laurent Fabius, a annoncé, mardi 23 décembre, que le gouvernement envisageait des ajustements budgétaires pour 1998. Les ajustements concerneraient principalement les dépenses de fonctionnement et les dépenses de capital.

Fabius a souligné l'importance de la maîtrise des dépenses pour assurer la stabilité financière du pays. Il a également souligné l'importance de la coopération entre les différents ministères pour la mise en œuvre des ajustements.

## ÉLECTIONS A moins de trois mois des élections cantonales, organisées en même temps que les régionales, Xavier Dugoin (RPR), sénateur et président du conseil général de l'Essonne, est parvenu à faire voter, mardi 23 décembre, le budget de son département pour 1998. Alors que la droite avait obtenu des résultats satisfaisants aux élections législatives, les cantonales se présentent favorablement pour M. Dugoin.

# Xavier Dugoin parvient à faire voter le budget de l'Essonne

Bien que cerné par les « affaires », dont la plus connue est celle du rapport commandé à Xavier Tiberi, le président (RPR) du conseil général continue à tenir les rênes de son département. Les élections cantonales pourraient même lui être favorables en mars 1998

POUR XAVIER DUGOIN, le calendrier des mois à venir sera plus judiciaire que politique. A l'occasion du vote du budget, dans la nuit du lundi 22 au mardi 23 décembre, le président (RPR) du conseil général de l'Essonne a montré qu'il tient encore les rênes du département, même si son pouvoir s'effrite de semaine en semaine.

En 1996, une partie de son ancienne majorité faisait sécession derrière le séguiniste Jean de Boishue, ancien secrétaire d'Etat. M. Dugoin était parvenu à passer ce cap difficile. Le vote du budget 1998, à trois mois des élections cantonales et régionales, était une autre échéance capitale : il a tout fait pour que le budget soit voté dès décembre, alors que ses opposants estimaient plus logique de le faire adopter par l'assemblée issue des élections de mars.

Donc, le budget a été voté. A la majorité absolue ! 23 voix pour, 12 contre (la gauche) et 7 abstentions ou non-participation au vote (les « dissidents » de droite). Au point que le sénateur et président de l'assemblée départementale a pu

« se féliciter de ce vote qui marque la solidité et la solidarité de la majorité départementale, malgré les mauvais coups et les coups bas portés de l'extérieur... et de l'intérieur ».

De l'extérieur, les responsables sont à ses yeux la presse et la justice, qui, depuis deux ans, démontent petit à petit le système politico-financier de l'Essonne. Ainsi, M. Dugoin comparait les 31 mars et 1<sup>er</sup> avril, soit quatre jours après l'élection des nouveaux présidents de conseil général, devant le tribunal correctionnel d'Evry, dans le cadre de trois affaires. La première concerne le salaire versé à son épouse pour un emploi présumé fictif entre mars 1993 et le printemps 1995. M. Dugoin a été mis en examen en 1996 pour détournement de fonds publics et abus de confiance, son épouse pour recel des mêmes faits. Les deux autres dossiers font l'objet d'une citation directe du parquet : l'un porte sur le salaire de la femme de ménage travaillant au domicile de M. Dugoin, payé sur un emploi de cabinet ; l'autre concerne des billets d'avion, pris au nom d'employées administra-

tives du conseil général, mais utilisés par M. Dugoin et ses proches. Une autre échéance judiciaire pourrait d'ici là compliquer la survie politique du président du conseil général de l'Essonne : Jean-Marie d'Huy, le juge d'instruction d'Evry chargé de l'enquête sur les salaires versés à trois de ses proches par le groupe de BTP Parachini, à laquelle s'ajoute celle sur le « manuel de corruption » de l'Essonne, attend le retour de la levée partielle de l'im-

munauté parlementaire prononcée par le bureau du Sénat à l'encontre de M. Dugoin le 12 novembre pour commettre son enquête. Si les élections cantonales révèlent un jeune conseiller général RPR prometteur, le RPR pourrait se décider à trouver très vite un successeur respectable à M. Dugoin, qui risque, un jour ou l'autre, l'indéfinissabilité.

AMENDEMENTS PROFITABLES

En cas contraire, il ne faudra pas compter sur le président pour quitter la scène de lui-même. Ses déclarations, le jour du débat budgétaire, selon lesquelles il ne savait pas encore s'il serait candidat à sa propre succession, n'ont convaincu personne. M. Dugoin, qui a su s'attacher, par des faveurs dénoncées par le rapport de la chambre régionale des comptes, de nombreux conseillers généraux, ne devrait pas sortir numériquement affaibli de la bataille des cantonales. La gauche devrait, en effet, gagner quinze des vingt et un cantons renouvelables pour obtenir la majorité (elle en détient sept sur les vingt et un qui ne sont pas remis

en jeu). La mission est quasi impossible. Sur les quatorze cantons non renouvelables, neuf sont acquis aux partisans de M. Dugoin, quatre favorables à M. de Boishue, deux à Michel Pelchat, premier vice-président UDF.

En revanche, les amis de celui-ci sont nombreux à devoir confirmer, en mars, leur implantation cantonale, dans des zones où la gauche s'est renforcée. Bref, M. Pelchat, qui ne détesterait pas profiter de la neutralisation judiciaire de son partenaire pour s'installer à la présidence, a plus à perdre à l'issue des cantonales. En échange de son soutien au budget, il a obtenu quelques amendements profitables à ses amis (une subvention à l'opéra de Massy, le rachat par le département du château de Méreville, un partenariat accru avec la chambre de commerce et d'industrie de l'Essonne).

Dans ce département déboussolé par les affaires, le rapport de forces électoral ne se joue pas entre le RPR et l'UDF, mais entre M. Dugoin et M. Pelchat.

Pascale Sauvage



## Les marchés publics sous le projecteur de la chambre des comptes

« C'EST UN LIVRE NOIR » de la gestion de l'Essonne ! s'exclame Michel Berson, président du groupe socialiste du conseil général de l'Essonne, à propos du rapport de la chambre régionale des comptes portant sur la période 1991-1995. Rendu public au petit matin, mardi 23 décembre, par le président de l'assemblée départementale, Xavier Dugoin (RPR), ce rapport évoque l'« effet de nombreux aspects du fonctionnement de cette collectivité qui font l'objet de procédures et d'enquêtes judiciaires ».

« Ce document est la reconnaissance officielle de certaines pratiques qui, jusqu'à présent, ne sont examinées que dans la confidentialité des bureaux des magistrats », a insisté Laurent Bédelle (RPR), membre du groupe, entré en dissidence contre M. Dugoin, en 1996, sous la conduite de Jean de Boishue (RPR). « Il s'agit ici de la mise en place méthodique d'un véritable système », continue M. Berson, en énumérant la liste des « irrégularités » relevées : attribution à des prestataires différents de missions faisant double emploi ; non-respect des seuils de mise en concurrence ; exécution anticipée des marchés ; accomplissement de missions non prévues dans les appels d'offres ; signatures de marchés le jour de la présentation de la facture.

A plusieurs reprises, le rapport chiffre les sommes supplémentaires déboursées par le contribuable en raison de ces pratiques. L'opposition retient, par exemple, un écart de 84 millions de francs, entre les prix facturés et les prix contractuels, rien que pour les frais de

réception de 1993, 1994 et 1995, écart auquel se sont ajoutées des commandes de 1,7 million de francs passées auprès de quatre sociétés gérées par le président de la société attributaire du marché. L'axe routier « Massy-Francilienne », finalement abandonné, a coûté près de 65 millions de francs en études, effectuées par le groupe Bouygues, qui devait en assurer la réalisation. « La chambre n'a pu se prononcer sur le bien-fondé de cette dépense faite d'avoir disposé, en temps utile, des justificatifs », indique le rapport.

RÉMUNÉRATIONS DISPROPORTIONNÉES

Certains marchés donnent lieu à des enquêtes judiciaires. Le cas du collège Guettard, à Etampes, revient à plusieurs reprises dans le rapport : sa rénovation a coûté plus de 19 000 francs par mètre carré, à comparer avec les 11 000 francs du collège Bara à Palaiseau, dont la conduite du chantier n'est pourtant pas exemplaire, elle non plus, de critiques. M. Dugoin invoque « le contexte d'urgence particulièrement difficile dans lequel les opérations ont dû être conduites (...), pour des raisons impératives de sécurité ». « Il sera, dans la mesure du possible, tenu compte des conseils prodigués par la chambre des comptes », conclut-il humblement sur cet aspect.

Sur l'autre volet du rapport, qui porte essentiellement sur les avantages personnels consentis aux membres de son cabinet, M. Dugoin estime que la chambre « a mené une analyse en opportunité extrêmement rapide, qu'il ne lui appartient pas de formuler ». Outre des

compléments de rémunération versés à tous les salariés du département dans des conditions dont ils notent l'irrégularité, les magistrats financiers sont particulièrement sévères sur la « garde rapprochée » de M. Dugoin. Marie Bacc, directrice adjointe du cabinet, mise en examen dans une affaire de salaires versés par des entreprises bénéficiaires de marchés publics, est notamment visée. Elle n'est pas la seule. « Parmi la trentaine de dossiers de collaborateurs de cabinet examinés, la chambre n'a pu trouver, dans certains cas, aucun lien entre la qualité de collaborateur de cabinet et la nature des prestations allouées par le département », indique le rapport.

En outre, les pièces produites pour justifier la réalité de certaines prestations « n'établissent pas une juste proportion entre ces dernières et les rémunérations reçues ». Ces remarques concernent la propre épouse de M. Dugoin, celle de Franck Martin, député (RPR), maire d'Etampes, un conseiller général RPR des Hauts-de-Seine, Alain Aubert, et l'épouse du maire de Paris, Xavier Tiberi. M. Dugoin estime que la chambre « remet directement en cause le caractère discrétionnaire de la composition des cabinets des autorités locales ». Après le débat, les socialistes ont contesté le fait que les avocats personnels de M. Dugoin et de son épouse, M<sup>me</sup> Alexandre et Jean-Marc Varaut, se soient vu confier par le département une mission juridique. « Un avocat ne peut défendre à la fois l'auteur et la victime », souligne M. Berson.

P. S.

## La droite s'insurge contre les propos de Lionel Jospin sur l'immigration

CENT HEURES de longues et houleuses discussions sur l'immigration, lors de l'examen en première lecture, à l'Assemblée nationale, du projet de loi de Jean-Pierre Chevènement, n'ont pas purgé le débat. La volonté affirmée par Lionel Jospin, dimanche 21 décembre, à Bamako, au Mali, de procéder de manière « humaine et respectueuse » à la reconduction dans leur pays d'origine des étrangers en situation irrégulière en France et d'abandonner la pratique des charters dans le « respect » de la maîtrise des flux migratoires, a suscité une série de réactions indignées de l'opposition.

Charles Millon (UDF), président du conseil régional Rhône-Alpes, avait, le premier, accusé le chef du gouvernement, le jour même, au « Grand Jury RTL-Le Monde-LCI », de « jouer avec le feu » et d'avoir fait « un appel d'air au profit de l'immigration clandestine ». (Le Monde du 23 décembre). Le lendemain, Jean-Louis Debré, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a affirmé, sur France-Info, que M. Jospin avait fait « tomber le masque » et prouvé qu'il n'a « plus la volonté de lutter contre l'immigration irrégulière ». Pour l'ancien ministre de l'Intérieur, le premier ministre « avoue clairement qu'il n'a pas l'intention de faire partir de France les personnes qui s'y trouvent en violation des règles sur l'entrée et le séjour des étrangers » et « il annonce, sans équivoque possible, qu'il est en situation irrégulière ».

lère en France n'est pas un délit malgré les dispositions de la loi ».

Quelques instants plus tard, Pascal Clément, secrétaire général de Démocratie libérale, le parti d'Alain Madelin, a déploré, dans un communiqué, qu'à travers les propos tenus à Bamako, M. Jospin, « privilège une fois de plus l'intérêt des immigrés par rapport à celui des Français ». « En refusant tout charter, c'est-à-dire tout moyen massif de clandestins dans leur pays d'origine, M. Jospin ne dit pas comment il compte lutter contre l'immigration clandestine », ajoutait le président du conseil général de la Loire.

« PROVOCATION PURE ET SIMPLE »

Hervé de Charette, président du Parti populaire pour la démocratie française (PPDF), a reproché à M. Jospin, d'avoir « pris une très grande responsabilité ». « Il n'y aura donc plus de retour d'immigrés africains », a affirmé l'ancien ministre des affaires étrangères en qualifiant les propos de M. Jospin « d'une extrême gravité ». Enfin, Jacques Larché (UDF-DL), président de la commission des lois du Sénat, a vu dans l'intervention de M. Jospin, « une provocation pure et simple ». Dans un entretien publié mardi par Le Figaro, le sénateur de Seine-et-Marne a reproché à M. Jospin de « chasser les boîtes de M. Mitterrand » et d'« entretenir un débat sur l'immigration dans un but que, dit-il, je ne tiens pas à approfondir ».

## Débat au PS sur une hypothétique candidature de Michel Rocard

IL Y A UNE QUINZAINE de jours, Michel Rocard, faisant ses adieux au groupe socialiste du Sénat, répondait par une boutade à ceux qui l'imaginaient briguant la présidence du conseil régional d'Ile-de-France : « Je ne suis même pas candidat sur la liste des Yvelines ! » Ayant la convention nationale du PS sur les élections régionales (Le Monde du 23 décembre), M. Rocard n'est toujours pas sur la liste des Yvelines, mais la rumeur persiste.

Peu après l'annonce de sa démission du Sénat, le 16 novembre, des responsables socialistes avaient songé à la candidature de l'ancien premier ministre, député européen et conseiller municipal de Conflans-Sainte-Honorine (A. Brest, lors du congrès du PS, M. Rocard avait démenti une telle éventualité. Depuis, les socialistes franciliens — qui ont cinq têtes de liste départementales — avec Dominique Strauss-Kahn (Val-d'Oise), Julien Dray (Essonne), Jean-Paul Huchon (Yvelines), Yvonne Bodin (Seine-et-Marne) et Marie-Pierre de la Goutière (Paris) — ont décidé, très ouvertement et très unanimement, dit-on à Bercy, que « DSK » mène

la campagne des élections régionales.

Le ministre de l'Économie et des finances, qui a fait le choix de rester au gouvernement, sera le chef de file mais, en cas de victoire de la gauche, il ne briguera pas la présidence : après avoir pris des assurances et s'être engagé à laisser la place à M. Strauss-Kahn lorsqu'il quittera le gouvernement, Laurent Cathala, maire de Créteil et député du Val-de-Marne, s'est porté candidat à la présidence de la région (Le Monde du 21-22 décembre). Le siège de campagne a été fixé à Créteil, et rien ne se produira, officiellement, avant la réunion du 7 janvier entre les premiers secrétaires fédéraux, les têtes de liste et M. Strauss-Kahn. Ce dernier a seulement « pris acte » de la candidature de M. Cathala, jugeant que le jeu reste ouvert pour une présidence qui, dans son esprit, ne devrait être attribuée au sein de la gauche qu'après les élections.

Officiellement, M. Rocard n'a pas changé d'avis, mais les jospinistes sont partagés sur la pertinence de ce qui fait figure, de facto, de « ticket » Strauss-Kahn/Cathala. Pierre Moscovici, ministre des affaires européennes, Jean-Marie Le Guen,

« patron » de la fédération de Paris, Mamiel Valls, premier fédéral du Val-d'Oise, partageant la stratégie du ministre de l'Économie. L'adhésion est moins nette, en revanche, du côté de Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement, ou de Claude Estier. Ces derniers s'interrogent sur l'efficacité d'un dispositif où, face à Edouard Balladur, le porte-parole ne disputerait pas la présidence et où le candidat à la présidence resterait en dehors du débat médiatique.

« UN CERTAIN INTÉRÊT »

Même s'ils ne gardent pas tous un bon souvenir de la campagne européenne de 1994, quand M. Rocard avait mené la liste du PS, certains socialistes d'Ile-de-France jugent qu'il aurait la « dimension » nécessaire pour disputer la présidence à Edouard Balladur (RPR), chef de file de la majorité sortante après le retrait forcé de Michel Giraud. A la direction nationale du PS, on indique que l'ancien sénateur « a manifesté un certain intérêt » pour la région Ile-de-France, même si, ajoute-t-on, « celui-ci a un peu décliné ». Alors que l'affaire est suivie de très près à Matignon — même si Lionel Jospin n'est pas

intervenu directement, en dehors du souhait de voir M. Strauss-Kahn rester à Bercy (Le Monde du 3 décembre) —, François Hollande, premier secrétaire du PS, aurait demandé au ministre de l'Économie de prendre contact directement avec l'ancien premier ministre.

Dans l'entourage de M. Strauss-Kahn, on confirme le retour de ce que l'on appelle « la rumeur Rocard » et l'on se prépare à la riposte en affirmant qu'il n'y a pas de consensus, dans les huit départements d'Ile-de-France, en faveur d'une candidature du député européen à la conduite de la campagne. Les amis de « DSK » insistent sur la pratique du terrain de M. Cathala qui, proche de Laurent Fabius, aurait l'avantage de céder la place, le moment venu, et de ne pas avoir d'arrière-pensées — pas plus que M. Rocard, d'ailleurs — pour la mairie de Paris. Si M. Rocard se portait candidat, cela susciterait, à n'en pas douter, une levée de bouilliers des amis de M. Strauss-Kahn, qui savent que l'ancien premier ministre n'aurait pas occasion, lui, à « chauffer la place » pour leur champion.

Michel Noblecourt

## DÉPÊCHES

■ PATRONAT : l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM, patronat) a refusé, mardi 23 décembre, de revaloriser les minima salariaux des ingénieurs et cadres de la métallurgie avant que la loi sur les 35 heures soit votée. « Nous n'avons pas voulu revaloriser ces minima salariaux dans l'incertitude des effets de la loi sur les 35 heures sur l'évolution des coûts salariaux des entreprises », a indiqué Denis Gauthier-Sauvagnac, vice-président et délégué général de l'UIMM. L'UIMM, FO et la CFE-CGC ont signé mardi, « à titre conservatoire et pour éviter l'absence de garanties conventionnelles », un avenant prévoyant la prorogation pour 1998 des minima de 1997.

■ RECOURS : cent dix-huit députés de l'opposition RPR-UDF ont saisi le Conseil constitutionnel de la loi de finances 1998, adoptée définitivement le 19 décembre. Ils estiment que « de nombreuses dispositions » de cette loi « sont contraires à la Constitution de la République ». Parmi les signataires figurent Jean-Louis Debré, président du groupe RPR, François Bayrou, président du groupe UDF, Philippe Séguin, président du RPR, les anciens premiers ministres RPR Alain Juppé et Edouard Balladur, et le président de Démocratie libérale, Alain Madelin.

■ DROITE : Patrick Lahanne, maire (RPR) de Valence (Drôme), a écrit, le 18 décembre, au président de la République pour lui suggérer de demander, « en utilisant l'article 10 de la Constitution », une nouvelle lecture par le Parlement du texte d'Elisabeth Guigou sur la nationalité voté le 1<sup>er</sup> décembre.



**SANG CONTAMINÉ** Des responsables de centres de transfusion sanguine ont été mis en examen ces derniers jours pour « empoisonnement et non-assistance à personnes

en danger » par le juge Marie-Odile Bertella-Geffroy, chargée d'instruire l'affaire du sang contaminé. ● LE JUGE leur reproche d'avoir, durant les années 1984-1985, organisé des

collectes de sang en milieu carcéral et sur la voie publique et d'avoir ainsi été à l'origine de plusieurs centaines de contaminations par les virus du sida et de l'hépatite B. ● PARMI ces

médecins, figure le docteur Najib Duedari, ancien directeur du CDTs du Val-de-Marne, qui organisait les collectes à la prison de Fresnes. ● CES PRATIQUES à hauts risques ex-

plicité en grande partie pourquoi la France est, en Europe, celui qui compte le plus grand nombre de personnes contaminées par voie transfusionnelle par le virus du sida.

## La justice instruit l'affaire des collectes de sang en prison

Le juge Marie-Odile Bertella-Geffroy a mis en examen plusieurs responsables de centres de transfusion sanguine qui avaient, durant les années 1984-1985 organisés des collectes en milieu carcéral, provoquant ainsi plusieurs centaines de contaminations par le virus du sida

LE JUGE chargé d'instruire l'affaire du sang contaminé, Marie-Odile Bertella-Geffroy, a mis en examen, il y a quelques jours, le docteur Najib Duedari, ancien directeur du centre départemental de transfusion sanguine (CDTS) du Val-de-Marne, pour « empoisonnement et non-assistance à personne en danger ». Elle reproche au docteur Duedari, qui, en juin 1991, fut nommé directeur général du CDTs à la suite de la démission du docteur Michel Garretta, d'avoir organisé jusqu'à l'été 1985 des collectes de sang considérées comme à hauts risques infectieux auprès de détenus incarcérés à la prison de Fresnes. Cette mise en examen – selon nos informations, d'autres directeurs de centre de transfusion sanguine de la région parisienne et de province ont été ou vont être mis en examen pour les mêmes raisons – constitue un tournant majeur dans l'instruction de l'affaire du sang contaminé.

A la suite de la révélation, dans les colonnes du *Monde* (daté 11 et 12-13 avril 1992), des conséquences très graves qu'avaient eu ces collectes à risque, un rapport intitulé « Rapport d'enquête sur les collectes de sang en milieu pé-

nitentiaire », fait conjointement par l'inspection générale des services judiciaires (IGSJ) et l'inspection générale des affaires sociales (IGAS), avait établi que pour la seule année 1985 les collectes dans les prisons avaient été à l'origine de plusieurs centaines de cas de contamination par le virus du sida (Le *Monde* des 5 et 9 novembre 1992). Ce rapport établissait que les collectes de sang en milieu pénitentiaire ont fourni, pour la seule année 1985, que 0,37 % du sang prélevé sur la population française mais qu'elles ont été à l'origine, cette année-là, de 25 % des lots de sang contaminé pré-

levés. C'est pour l'essentiel ces collectes à risque – auxquelles il faut ajouter les collectes pratiquées dans les rues « chaudes » de plusieurs grandes villes – qui expliquent pourquoi la France compte beaucoup plus de personnes contaminées par voie transfusionnelle que les autres pays européens. Dans la plupart des autres pays, c'est dès 1982 que furent arrêtées ces collectes à cause non pas de la forte proportion de détenus toxicomanes séropositifs pour le virus du sida (à

cette époque, le virus du sida n'avait même pas été découvert), mais du fait de la grande fréquence des porteurs d'antigène HbS (le marqueur sérologique de l'hépatite virale B) dans cette population. Une enquête réalisée dans vingt-cinq pays, en octobre 1985, par le docteur Bahman Habibi montrait, que, à trois ou quatre exceptions près, « les organismes chargés de la collecte de sang dans ces pays s'abstiennent de prélever en milieu pénitentiaire ».

### HUMANISATION DES PRISONS

Pour comprendre les raisons qui poussaient les responsables des centres de transfusion sanguine à collecter du sang en prison, il faut se reporter en 1983. La priorité était alors à l'humanisation des prisons et à la réinsertion des détenus et le don de sang faisait partie de cette démarche. Or l'absence chronique de spécialistes de médecine pénitentiaire fit que l'on ne s'aperçut pas de la progression de l'épidémie de sida ainsi que de la toxomanie en milieu carcéral. En 1983, sur 6 418 entrants aux prisons de Fresnes, on comptait 657 toxicomanes. En 1985, sur 6 998 entrants, il y en avait 1 304. La situation sanitaire était désastreuse.

La priorité donnée à la réinsertion avait conduit la directrice de l'administration pénitentiaire, Myriam Ezratty (qui devint par la suite premier président de la cour d'appel de Paris) à adresser, le 13 janvier 1984, une circulaire à l'ensemble des directeurs régionaux des services pénitentiaires, ainsi qu'aux chefs d'établissements pénitentiaires. Ce texte indiquait qu'il apparaît « possible d'augmenter les rythmes des collectes dans les grands établissements où, le flux étant important, les prélèvements pourraient être effectués sur un plus grand nombre de détenus ». Ni la direction générale de la santé, ni l'IGAS ne furent consultés au préalable.

Il faudra attendre vingt et un mois – une note datée du 11 octobre 1985 – pour que soit annulée cette circulaire. Entre-temps, plusieurs centaines de personnes ont été contaminées par voie transfusionnelle du fait de ces collectes à haut risque. Plusieurs signaux d'alarme auraient pourtant dû fonctionner. Ainsi, par exemple, le 29 février 1984, deux communications (publiées en septembre 1984) furent consacrées, au cours d'une réunion de la Société nationale de transfusion sanguine, aux collectes de sang en milieu carcéral. Des médecins du CTS de Versailles, du CNTS et du CTS de Strasbourg indiquèrent alors qu'il convenait d'interrompre ces col-

lectes du fait du grand nombre de détenus porteurs du virus de l'hépatite B. L'une des tâches du juge Bertella-Geffroy sera de comprendre pour quelles raisons de nombreux directeurs de CTS ont continué malgré tout, parfois jusqu'en 1986, à collecter du sang en prison.

En définitive, l'alerte fut donnée par le docteur Pierre Espinaza, chef du service des urgences de l'établissement public national de Fresnes. Le 20 juin 1985, il adressa au professeur Jacques Roux, directeur général de la santé, et à Myriam Ezratty un rapport « concernant la don du sang au grand quartier du centre pénitentiaire de Fresnes ». Il indiquait que 12,6 % des entrants à Fresnes étaient séropositifs. Parmi les détenus toxicomanes, 60 % étaient séropositifs. Il indiquait que le CDTs du Val-de-Marne avait décidé de suspendre la collecte de juillet 1985 sous réserve de la réalisation de test de dépistage du virus du sida faits à titre systématique. Le 26 juillet, il adressait un nouveau rapport indiquant que du fait du grand nombre de personnes séropositives, « il n'est pas envisageable de poursuivre le don du sang au grand quartier du centre pénitentiaire de Fresnes, sur le plan éthyque, mais aussi sur le plan économique ». Peu de temps auparavant, le 20 juin, le docteur Jean-

Baptiste Brunet (épidémiologiste à la direction générale de la santé) avait indiqué qu'il était « peu raisonnable de collecter du sang dans les lieux où la moitié de la population appartient à des catégories à risques ». Le 10 juin, pourtant, au cours d'une réunion des comités santé-justice co-présidés par Myriam Ezratty et Michel Lucas, le patron de l'IGAS, il avait été décidé que les collectes en prison ne seraient pas suspendues, mais que les ETS seraient alertés téléphoniquement par la DGS sur leur danger.

### LA SITUATION À FRESNES

Le 2 août enfin, le docteur Duedari adressa une note au cabinet du premier ministre, Laurent Fabius, et au ministère de la santé pour leur faire part de la situation à Fresnes. Immédiatement, M<sup>me</sup> Ezratty décida de faire téléphoner aux directions pénitentiaires régionales pour leur demander de suspendre les collectes. Durant l'été 1985, plusieurs collectes furent malgré tout organisées dans des prisons françaises. Pour sa part, le CRTS de Marseille ne cessa les collectes aux Baumettes qu'en mars 1986 et le CRTS d'Evry les collectes à Fleury-Mé-

gis qu'en décembre 1986. A Bastia et à Fort-de-France, les collectes ne cessèrent qu'en 1990. Au total, pour la seule année 1985, près de 40 % des contaminations post-transfusionnelles (25 % dues à la prison et 14 % dues aux collectes sur la voie publique) auraient pu être évitées.

C'est parce qu'elle a eu la preuve que plusieurs parties civiles ont été contaminées à la suite d'un prélèvement effectué à Fresnes que le juge Bertella-Geffroy a mis en examen le docteur Duedari et d'autres directeurs de CTS. Elle reproche à ces médecins d'avoir effectué ces collectes à risques, ainsi que de n'avoir pas, une fois les conséquences connues, organisé une information des receveurs des produits sanguins.

Une telle information aurait permis d'éviter nombre de contaminations de conjoints ou d'enfants. Pour sa part, le docteur Duedari nous a déclaré avoir arrêté les collectes de sang à Fresnes « lorsqu'il a découvert l'ampleur des dégâts, c'est-à-dire fin mai 1985 ». « Personne, auparavant, ne m'avait mis en garde », ajoute-t-il.

F. N.

### Une trentaine de mises en examen

A ce jour, au moins trente personnes ont été mises en examen pour empoisonnement ou complicité d'empoisonnement dans le dossier du sang contaminé instruit par le juge Bertella-Geffroy. Quatre dirigeants du CNTS, les docteurs Michel Garretta, Jean-Pierre Allain et Bahman Habibi, ainsi que Gérard Jacquin, trois membres de la Direction générale de la santé, les docteurs Jacques Roux et Jean-Baptiste Brunet, ainsi que Marie-Thérèse Pierre, le directeur du Laboratoire national de la santé, le docteur Robert Netter, cinq conseillers ministériels, le professeur François Gros, Louis Schweitzer, Claude Weisselberg, Charles-Henri Filippi et Patrick Bandry, le directeur de Diagnostic Pasteur, Jean Weber, onze médecins spécialistes de l'hépatologie, Yvette Sultan, Claire Gazengel, Françoise Torchet, Françoise Verroust, Daniel Vergoz, Françoise Ferrer le Coeur, Marie-José Larrieu, Yves Laurian, Bernard Bouen et Jean Ducros.

Trois anciens premiers ministres ou ministres – Laurent Fabius, Georgina Dufaux et Edmond Hervé – ont, en outre, été mis en examen dans le cadre du dossier du sang contaminé confié à la Cour de justice de la République.

## La France plus touchée que les autres pays européens

CHACUN trimestre, depuis 1984, le centre européen pour la surveillance épidémiologique du sida fournit le bilan chiffré de la spécificité française de l'affaire dite du « sang contaminé ». Datant de septembre, le dernier rapport de ce centre établit sans ambiguïté l'ampleur du drame. Les cas cumulés de sida (cliniquement établis) diagnostiqués chez des personnes souffrant d'hépatite ou d'autres troubles de la coagulation sanguine sont, dans les 47 pays de la région couverte par ce centre, de 3 223. Les pays les plus touchés sont dans un ordre décroissant l'Espagne (657 cas), le Royaume-Uni (605 cas), la France (536 cas), l'Allemagne (531 cas), l'Italie (303 cas) et la Grèce (101 cas).

La France se situe, sur ce point, dans un groupe relativement homogène de pays n'ayant pas – à la différence notamment de la Belgique (9 cas) – su, en temps utile, prendre les mesures préventives qui s'imposaient. Mais la situation est radicalement différente en ce qui concerne les autres contaminations post-transfusionnelles par le VIH. On sait que ces infections résultent de transfusions effectuées à partir de produits sanguins issus, non pas du « pooling » des dons, mais de prélèvements effectués chez des donneurs infectés par ce virus.

Or le bilan est, de ce point de vue, accablant pour les responsables sanitaires et transfusionnels français. Dans l'ensemble géographique couvert par le centre européen pour la surveillance épidémiologique du sida, on a aujourd'hui recensé 3 427 cas de sida post-

transfusionnels parmi lesquels 1 636 en France, 414 en Italie, 304 en Espagne, 264 en Allemagne, 122 au Royaume-Uni et 106 en Belgique. En d'autres termes près de la moitié des cas de sida post-transfusionnels diagnostiqués sont survenus en France.

Un tel constat doit être rapproché de celui établi par les responsables du fonds d'indemnisation, structure chargée, aux termes de la loi du 31 décembre 1991, d'indemniser les personnes – hépatophiles ou non – dès lors qu'il est établi que cette infection résulte de l'administration de sang ou de produits dérivés du sang. Selon ces responsables, le fonds s'est engagé à verser près de 6 milliards de francs sur lesquels 5,256 milliards ont d'ores et déjà été effectivement payés. Ces sommes concernent aujourd'hui 4 234 personnes infectées parmi lesquelles 1 355 hépatophiles ou patients souffrant d'autres troubles de la coagulation sanguine et 2 879 transfusés.

Révélié dans ces colonnes, un rapport confidentiel de ce fonds d'indemnisation avait, en 1994, établi les très fortes inégalités géographiques observées en matière de transmission post-transfusionnelle par le VIH (Le *Monde* du 17 décembre 1994). Des inégalités qui, pour les épidémiologistes, étaient la conséquence directe des collectes de sang effectuées, jusqu'au milieu des années 80, auprès des donneurs à très haut risque d'infection par le VIH tant dans les milieux pénitentiaires que dans les rues de certains quartiers « chauds ».

Jean-Yves Nau

### Le refus

#### d'une saisine globale

Le juge Bertella-Geffroy, qui instruit depuis le printemps 1993 les plaintes pour empoisonnement de plusieurs parties civiles, a demandé à trois reprises au parquet de Paris d'étendre sa saisine afin qu'elle puisse enquêter sur l'ensemble des contaminations d'hépatophiles ou de transfusés survenues en France dans les années 1984-1986, et non plus seulement sur les cas précis des 53 personnes contaminées qui se sont portées parties civiles. On estime actuellement que 1 325 hépatophiles et 2 600 transfusés ont été contaminés en France par le VIH. A trois reprises, le parquet de Paris a refusé cette saisine globale, estimant que toutes les personnes contaminées devraient se saisir la justice en ayant eu, en quatre ans, la possibilité. On estime au parquet que « le juge n'a pas été saisi de l'ensemble de la pandémie » et qu'il faudra bien un jour que M<sup>me</sup> Bertella-Geffroy se résolve à clare son instruction-marathon.

### COMMENTAIRE

#### DERNIÈRE LIGNE DROITE

L'instruction menée par le juge Bertella-Geffroy entre, enfin, dans sa dernière ligne droite. Après avoir étudié les responsabilités des uns et des autres dans la contamination des hépatophiles et dans la mise en œuvre du dépistage systématique dans les dons de sang, la voilà aujourd'hui parvenue au chapitre des collectes à risque effectuées en milieu carcéral ou sur la voie publique.

Aux vingt-six mises en examen déjà prononcées devraient bientôt s'en ajouter de nombreuses autres concernant, pour l'essentiel, des responsables de centres de transfusion sanguine ayant procédé à de telles collectes. Mais la magistrature pourrait aussi souhaiter entendre les explications des responsables de l'administration pénitentiaire et de certains membres du cabinet du garde des sceaux de l'époque, Robert Badinter, ayant eu à gérer les aspects sanitaires de la politique carcérale.

A ceux qui, à juste titre, s'indignent de l'extrême longueur de cette instruction, le juge Bertella-Geffroy oppose, non sans

raison elle aussi, la nécessité d'en finir une bonne fois pour toutes avec cette affaire. Pour ce faire, aucun aspect du dossier ne doit, selon elle, être laissé dans l'ombre, comme cela fut le cas lors de la première instruction menée par le juge Sabine Fauriol. Une fois cette pédagogie de l'affaire achevée, ce sera à la Cour de cassation de trancher le problème des qualifications – essentiellement l'empoisonnement – retenues par le juge ; et à la Cour de justice de la République de se prononcer sur le cas des trois anciens ministres mis en examen dans ce dossier, Laurent Fabius, Georgina Dufaux et Edmond Hervé.

Il ne servirait sans doute à rien, aujourd'hui, de vouloir refaire l'histoire et de répéter que, si les pouvoirs publics avaient, dès le début des années 80, souhaité faire toute la lumière sur le drame du sang contaminé, l'aspect judiciaire de l'affaire serait réglé depuis longtemps. Peut-être, après tout, fallait-il en passer par cette instruction hors norme, à la mesure du désintérêt porté en France jusqu'à une date récente aux problèmes de santé publique.

Franck Nouchi

## A Melun, une manifestation de deuil à la mémoire d'Abdelkader

### MELUN

de notre envoyé spécial  
A partir de 13 h 30, mardi 23 décembre à Melun, convergence de toutes parts vers la gare des jeunes

### REPORTAGE

« Dignité, protestation. L'heure n'est pas à la provocation ni à l'arrogance »

beurs, blacks, blancs et des moins jeunes, venus témoigner de leur émotion après la mort, mercredi 17 décembre, du jeune Abdelkader Bouziane, originaire de la cité toute proche de Dammarie-les-Lys, tué par la police dans des circonstances encore controversées. Des banderoles se déployaient : « Makomé, M. Saidi, Malik Ousseline, F. Fernandez, Abdelkader Bouziane, à qui le tour ? » ; « Justice égale pour tous » ; « Un ange nous a quittés, 16 ans ».

Il a l'air bien jeune, le souriant Abdelkader sur les dizaines de photographies brandies par la

foule. Pas une tête à recevoir une balle dans la nuque. A 14 heures environ, le cortège d'un millier de personnes partait vers la préfecture de Melun, encadré par un service d'ordre efficace portant des autocollants « Touche pas à mon pote ». La police, de son côté, s'était faite des plus discrètes.

C'était une manifestation de deuil, de dignité, de protestation. L'heure n'était pas à la provocation ni à l'arrogance. La presse photographiait le premier rang du cortège composé des parents et des proches de la victime. On entendait : « Levez haut les photos, on n'a pas honte d'Abdelkader ! » Des gamins se moquaient des caméras de télévision : « T'es qu'à jouer Hamlet, le producteur, y va le capter. Et moi je fais Mister Bean, la doublure. » Le cortège passait devant le monument aux morts de 1870 et des colonies, dépassait la brasserie Kenavo, traversait les deux ponts sur la Seine, à côté de la prison centrale. On remontait par la rue Saint-Barthélemy, devant une maison où vécut Cézanne, en discutant philosophie : il

y a peut-être quelque chose de bon, même dans le mal, même dans la mort ; Dieu nous a créés pour l'éternité.

Devant la préfecture, vers 15 heures, les manifestants attendaient près d'une heure que la famille, les parents et les avocats de la victime soient reçus par le préfet. On ne comprenait pas comment un garçon de seize ans pouvait apparaître dangereux au point que l'on tire quatre balles sur lui. « Ils ont tiré des balles comme dans les dessins animés », disait un homme, des balles qui font le tour de la voiture. » On s'interrogeait : vous croyez qu'une histoire comme ça arriverait en Corse ? Jamais de la vie. Et pourquoi Brigitte Bardot dit-elle que les Arabes naissent avec un couteau entre les dents ? Parce qu'elle est folle ? Non, parce qu'elle est bête. Quand la famille sortit de la préfecture, Malik, la tante de la victime, expliqua que le préfet leur avait tendu la main, avait exprimé des condoléances, en son nom et en celui du gouvernement. Que tous avaient les mêmes droits à la jus-

tice et à la considération. Elle annonçait la création d'un comité de vigilance. L'oncle d'Abdelkader lisait une lettre imaginaire de la victime, une lettre écrite de l'au-delà : « Salut les amis. De là où je suis, je ne peux pas participer à cette marche. Malgré tout, je tiens à vous préciser que la balle qui m'a permis de faire ce voyage sans retour a été tirée par un homme qui n'était pas en danger. Je le sais et il le sait. Ce soit-là, mon ami Djamel et moi, sommes allés sur Nemours voir un ami, suivis depuis Melun par ceux qui allaient être mes bourreaux. La fin de la balade s'arrêtera à Fontainebleau. C'était écrit, Djamel ».

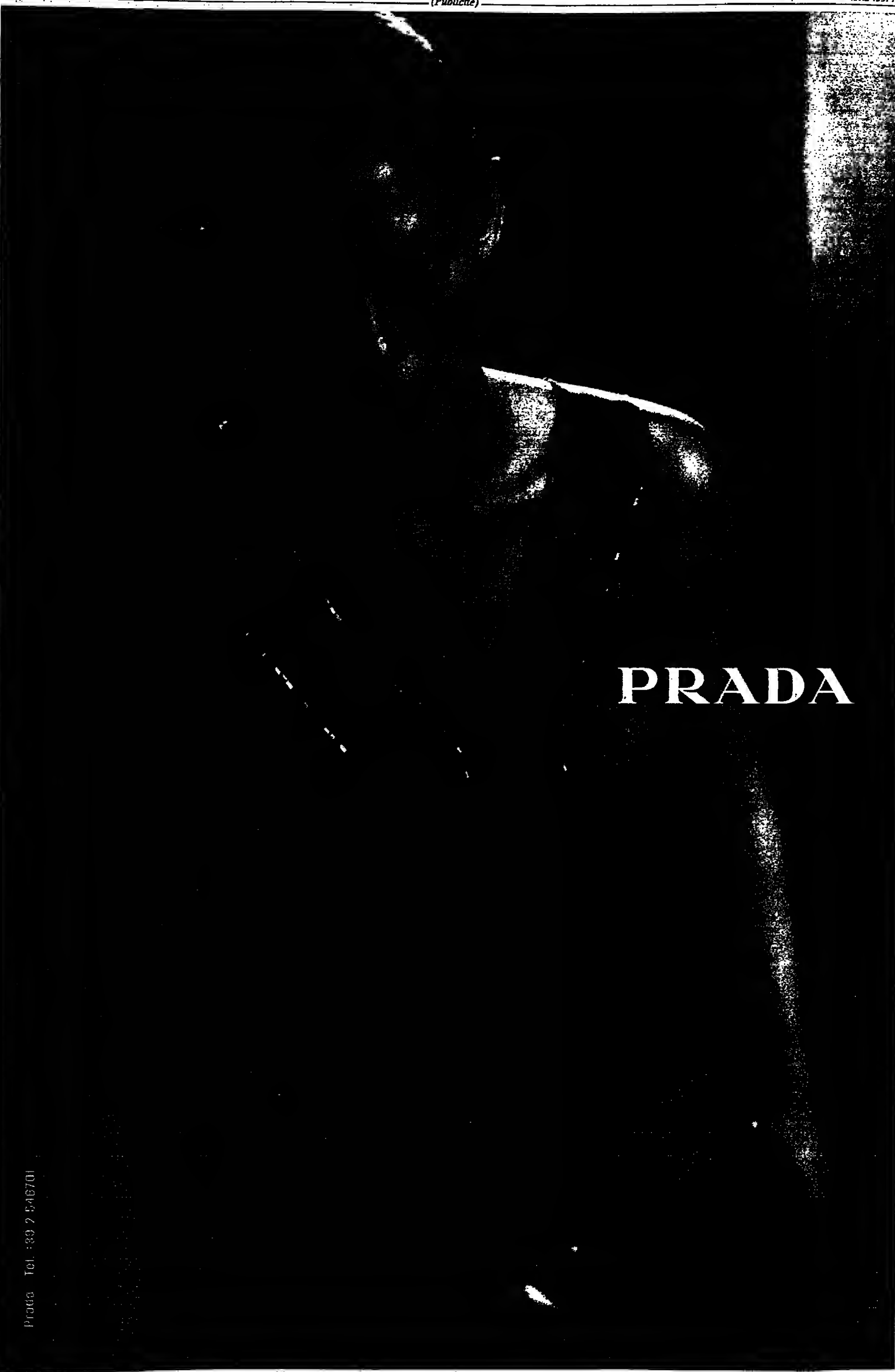
Djamel, qui a été blessé par les policiers, sanglotait dans un fauteuil roulant. Son père expliquait que son fils ne pouvait pas parler ni dormir. Qu'il croyait voir des voitures de police partout, tout le temps. A 16 heures, le cortège débroussaillait vers la gare, sans incident. Quelqu'un faisait remarquer qu'il avait fallu un mort pour réunir les gens de la cité.

Michel Braudeau

مركزا من راحل

(Publicité)

LE MONDE / JEUDI 25 DÉCEMBRE 1997 / 7



PRADA

Prada Tel. (33) 2 546701

par M. B. COTS du le les col- M. CES jous s. s. pliquent en grande partie pourquoi la France est, en Europe, celle qui compte le plus grand nombre de personnes contaminées par voie transfusionnelle par le virus du sida.

# g en prison

ine qui avaient, durant les années tations par le virus du sida

(épidémiologiste de la santé) M. B. COTS du le les col- M. CES jous s. s. pliquent en grande partie pourquoi la France est, en Europe, celle qui compte le plus grand nombre de personnes contaminées par voie transfusionnelle par le virus du sida.

g en prison ine qui avaient, durant les années tations par le virus du sida

raison elle aussi, la nécessité de finir une bonne fois pour toute avec cette affaire. Pour ce les aucun aspect du dossier ne se, veine elle, être l'issue de l'homme, comme cela fut ex lors de la première insur mentée par le juge Sabine le ton. Une fois cette pédagogie l'affaire achevée, le sera l Cour de cassation de trancher problème des qualifications e ventuellement l'empoisonne ment - retenu par le juge, et la Cour de justice de la Ré publique de se prononcer sur la des trois anciens ministres mait s'assent dans le dossier, Laurent Fabius, Guérin Dufou et le Vingt Hervé

## mémoire d'Abdelkader

équipe d'Abdelkader... mémoire d'Abdelkader

Frank Nouri



## LE PROCÈS PAPON

LE MONDE / JEUDI 25 DÉCEMBRE 1997

### 26 août 1942, 445 juifs du camp de Mérignac partent pour Drancy

« Au nom du peuple français », le préfet de la Gironde réquisitionne six gendarmes, qui sont mis à la disposition du directeur du camp. Vingt inspecteurs, soixante gendarmes et un officier accompagnent le convoi

**BORDEAUX**  
de notre envoyé spécial  
Maurice Papon est un vieillard fatigué. En fin d'audience, mardi 23 décembre, un certificat médical l'atteste, qui repousse au 5 janvier la suite des débats. Et, comme il est fatigué, Maurice Papon remet souvent au lendemain les explications qu'il ne peut donner le jour même. « J'ai tout à fait conscience des faiblesses physiques qui m'ont marqué hier soir, dit-il. Je voudrais m'en excuser auprès de la cour et des jurés ».

L'accusé souhaite donc revenir sur la déportation des enfants d'août 1942. Et plus particulièrement sur le sort de ceux qui ont échappé à la rafle du 16 juillet et qui, bien qu'ils aient été placés dans des familles d'accueil, ont été recherchés un mois plus tard ou directement amenés au camp de Mérignac, alors qu'ils auraient pu être sauvés. Le président Castagnède, sur une liste de vingt-six noms, en a compté treize, qui ont été déportés. La veille, Maurice Papon avait été dans l'incapacité de dire le processus qui avait conduit ces familles d'accueil à se démettre de ces enfants-là. « Je n'ai pas beaucoup de choses à dire », avoue-t-il. Et effectivement il ne fait que redire « sa » chronologie des événements, selon laquelle, au bout du compte, le préfet régional Maurice Sabatier aurait demandé à Garat (NDLR : chef du service des questions juives sous l'autorité directe de Maurice Papon) de prévenir le grand rabbin Cohen et l'Union générale des Israélites de France (UGIF) du changement radical de position des SS, pour mettre les enfants à l'abri et prévenir les familles d'accueil de la menace allemande. « Ces événements, ajoute l'accusé, sont entourés d'un brouillard que je suis incapable de dissiper ».

Quittant le « brouillard », le président Castagnède revient à la relative clarté des documents préparatoires à l'organisation du convoi du 26 août, qui aboutit à la déportation de quatre cent quarante-cinq juifs « puisés » dans le camp de Mérignac. Une note montre que, par

vole téléphonique, Pierre Garat a « fait connaître », le 22 août, à 15 h 30, soit juste après que des instructions furent données par le gouvernement de Vichy au téléphone, qu'un convoi devait être organisé et qu'il y avait lieu « de prévoir un chef de convoi ».

#### « UN REPAS COMPLET »

Le commissaire Norbert Tchoueyres est missionné par le chef de la sécurité publique et invité à se mettre en rapport avec Pierre Garat. « Quelles informations Garat a-t-il pu communiquer à Tchoueyres ? », demande le magistrat. « J'imagine qu'il a dû remettre les listes des internés de Mérignac qui devaient constituer le convoi. » Le 24 août, le préfet Sabatier, « au nom du peuple français », réquisitionne six gendarmes « à mettre à la disposition de monsieur le directeur du centre de séjour surveillé de Mérignac ». Une note de police, non datée, précise que les déportés partiront du camp à 17 heures, puis de la gare de Bordeaux à 20 h 30, afin d'arriver à la gare du Bourget le lendemain à 8 heures. Vingt inspecteurs, soixante gendarmes, un officier, accompagneront le convoi. « Des assistantes sociales sont prévues », est-il écrit à la main. Il est question d'« un repas complet par personne : pommes de terre bouillies, conserves, fromage, confiture et fruits ».

Le président Castagnède attire l'attention sur une « remarque » cotoyée dans la note : « Les services compétents allemands ont averti qu'il y aurait autant d'arrestations de membres de la police française que d'évasions. » Puis il s'interroge sur la façon dont les soixante gendarmes ont été réquisitionnés. Il procède à la projection d'une pièce qui pourrait se révéler à charge pour l'accusé, s'il n'y avait un problème de date : un ordre de réquisition de la gendarmerie est signé « pour le préfet régional », par Maurice Papon, mais il est daté du 28 octobre 1942, soit deux jours après la date du convoi.

« Cette anomalie ne m'a pas échappé », explique l'accusé, qui

Maurice Papon et son avocat, Jean-Marc Varaut.



« imagine » ce qui a pu se passer. « Les gendarmes ont été mobilisés par le préfet régional sur ordre verbal, et il m'a été demandé de régulariser la postérité de ce déplacement pour les soldes, les primes, les frais. Dans ce type d'opérations, il y a nécessairement des imputations de dépenses importantes. Il faut toujours un papier. » Le président n'épilogue pas. Il poursuit en observant que Maurice Papon, toujours « pour le préfet régional », a dressé un compte-rendu des opérations, le 26 août, à l'intention du gouvernement de Vichy. Il y est question d'interventions que les autorités françaises pourraient faire à Drancy pour des « cas intéressants ». « On croyait que le gouvernement français allait obtenir là-bas ce qu'on ne pou-

voit obtenir ici. » Le président lit ensuite le rapport qu'établit Pierre Garat, fin août, à son retour de Drancy (lire ci-contre). Les intentions de l'occupant y sont inscrites noir sur blanc. « Il doit être fourni à l'autorité allemande [à partir de Drancy] trois trains de mille juifs chaque jour. » Il est recommandé « de ne pas trop s'attarder sur [le cas] des juifs étrangers ». « [Ce rapport] est désagréable à lire, concède l'accusé. Mais il a le mérite d'entrer dans le détail et d'être précis. »

Alors le président présente le récapitulatif, à la date du 1<sup>er</sup> septembre 1942, des convois partis de Drancy « vers l'Est ». Les 10, 12, 14, 17, 19, 21, 24, 26, 28, 31 août. Tous les trois jours, comme prévu, mille juifs à chaque convoi. Voilà la cadence. » Et

maintenant la liste des trains arrivés à Drancy : « Les 6, 7, 9, 12, 14, 15, 19, 22, 25. » A la colonne provenance, on peut lire : Beaune, Pithiviers, Bordeaux, Poitiers, ou, plus anonymement, « zone libre ». « A partir du 27, remarque-t-il, les arrivées [de juifs] ne permettent plus de fournir les départs. Voilà pourquoi les juifs français partent. »

#### RETOUR SUR LE « BROUILLARD »

Puis le président veut sonder la volonté de « résistance » de la préfecture en s'intéressant au cas d'Imma Reinsberg, une femme qui a sauté du train pour s'évader du convoi du 26 août. Blessée à la tête, Imma Reinsberg a été arrêtée, puis hospitalisée le 1<sup>er</sup> novembre à l'hôpital d'Orléans. On a demandé, par télégramme, « dans quel camp il [convenait] de diriger l'intéressée ». La préfecture de la Gironde, sous la signature d'un « conseiller de préfecture », a répondu sans ciller : « Vers Drancy. »

« On peut s'interroger sur la volonté de sauvetage », commente le président, qui révèle qu'Imma Reinsberg a heureusement pu s'évader de l'hôpital quatre jours après son hospitalisation. « C'est un fait que cette volonté n'était pas toujours également répartie », répond Maurice Papon. « A notre connaissance, ce conseiller a été sanctionné à la Libération. » renchérit son avocat, M. Varaut. « Voilà une personne sanctionnée ! », ponctue le président.

Alors que tout semble dit, les dé-

bats reviennent, inévitablement, sur le « brouillard » entourant la déportation des enfants d'août 1942. Maurice Papon se hasarde à une explication. « Je dis qu'il y a un fait qu'il faut reconnaître : il y a des parents qui ont réclamé ces enfants. » Le président manque de s'étrangler. « Maurice Papon ! Je crois que nous sommes sur une hypothèse qui n'est pas soutenable. Ces parents [déportés sans retour vers Auschwitz le 19 juillet 1942], ils ne réclament rien, parce qu'ils sont morts. » Alors l'accusé, piteux : « Je suis d'accord. »

Puis, comme il le fait à l'issue de ses interrogatoires sur chacun des convois, le magistrat rappelle à Maurice Papon les incriminations qui pèsent sur lui : complicité d'arrestations, de séquestrations illé-

#### Les débats reprendront le 5 janvier

Le procès de Maurice Papon, qui devait se poursuivre les 29 et 30 décembre, a été suspendu jusqu'au lundi 5 janvier en raison de l'état de santé de l'accusé. Son avocat, Jean-Marc Varaut, a produit un certificat médical du professeur Alain Choussat, chef du service de cardiologie de l'hôpital Haut-Lévêque de Pessac (Gironde), qui a constaté la régression, mais non la disparition de la pleuropneumopathie de Maurice Papon, toujours placé sous antibiotiques.

En raison de « la persistance de signes objectifs pleuropneumoniaires » et de « quelques troubles métaboliques », le praticien conseille « un repos de dix jours sous surveillance médicale pour prévenir une éventuelle rechute ». Ni la cour d'assises ni les parties au procès n'ont demandé d'expertise comme précédemment, ni émis la moindre réserve sur cet avis, qui permet à chacun de marquer une pause, alors qu'ont eu lieu la moitié des audiences prévues par le calendrier initial, qui avait fixé la fin du procès... à Noël.

gales, d'assassinats, le tout revêtant le caractère de complicité de crimes contre l'humanité. Bien que quatre cent quarante-cinq personnes aient été déportées, le juge circonscrit les noms des seules victimes dont les familles se sont constituées parties civiles. Ceux-ci délimitent la saline de la cour. Outre les noms, il précise les numéros d'ordre dans le convoi : 22, 23, 38, 168, 169, 184, 186, 187, 230, 214, 223, 216, 204, 126, 124, 127, 202, 201. Dix de ces numéros étaient portés par des enfants. Maurice Papon se ressaisit un court instant : « Je répudie toutes ces accusations et j'attends qu'on m'apporte les preuves de ma responsabilité ! »

Jean-Michel Dumay  
Dessin : Noëlle Herrenschimidt

### « Il doit être fourni à l'autorité allemande trois trains de mille juifs chaque semaine »

LE 29 AOÛT 1942, Pierre Garat, chef du bureau des questions juives de la préfecture de la Gironde, rend compte de sa mission au camp de Drancy au préfet régional, « sous le couvert » du secrétaire général Maurice Papon, dans les termes suivants.

« Dès l'arrivée du convoi (NDLR : le 27 août 1942), je me suis mis en rapport avec le commandant (NDLR : français) du camp de Drancy, qui m'a fourni les renseignements suivants. Il doit être fourni à l'autorité allemande trois trains de mille juifs chaque semaine (NDLR : au départ de Drancy) (...). J'ai remis au commandant du camp la liste officielle des juifs

transférés, sur laquelle étaient signalés la nationalité des intéressés et les cas spéciaux. Le commandant m'a donné l'assurance qu'il serait tenu le plus grand compte des indications fournies (...). [Par ailleurs], le directeur de cabinet de M. Leguay (NDLR : délégué, pour la zone occupée, du secrétaire général à la police René Bousquet) m'a indiqué qu'il était préférable de ne pas examiner de trop près le cas des juifs étrangers, car dans la mesure où le contingent demandé par les Allemands ne pourrait être composé de juifs étrangers, le complément serait vraisemblablement fourni par des Français. »

« A la question posée de savoir si le rapatriement des juifs français déportés le 18 juillet dernier pourrait être obtenu (NDLR : trente-trois Français détenus par les Allemands pour in-

fractions à leurs ordonnances, déportés sans retour le 19 vers Auschwitz parmi les cent soixante et onze juifs de la région de Bordeaux), il m'a été répondu négativement. L'autorité allemande aurait d'ailleurs tenu absolument secrète la destination de ces convois. »

« En conclusion, j'estime qu'il y aurait lieu à l'avenir : d'établir des listes spéciales de Français et d'étrangers ; d'assurer l'arrivée du convoi à Drancy les jours de départ des convois de déportation [vers l'Est] (...) car l'administration du camp disposerait d'une journée entière pour effectuer le triage (...) ; d'adresser incessamment au directeur du camp une liste séparée des juifs Français qui ont été transférés et de demander confirmation de ce que les intéressés sont bien demeurés à Drancy. »

#### Passe d'armes avec Alain Juppé

M. Jean-Marc Varaut, conseil de Maurice Papon, s'est élevé, lundi 22 décembre, contre des propos d'Alain Juppé, maire (RPR) de Bordeaux, rapportés, le 15 décembre par France-Soir et relayés par l'Agence France-Presse : « Il y a en France des héros mais aussi des salauds qui ont des crimes sur la conscience : il faut les juger. » Rappelant que M. Juppé s'était engagé, lors de la campagne des législatives, à renforcer la présomption d'innocence, que, selon lui, il « méconnaît » par cette déclaration, M. Varaut a indiqué : « Je l'avais cru. Les électeurs ne l'ont pas cru. Les électeurs ont eu raison. »

Maurice Papon a ajouté : « Pour qui emprunte en toutes circonstances un air supérieur, il eût été préférable qu'il fosse preuve de réserve. D'autant plus que ses échecs flagrants auraient dû l'inciter à plus de prudence. J'ai une satisfaction : c'est celle d'avoir préféré les gaullistes historiques aux gaullistes d'oc-

#### Portrait

La passion du militant politique et le sérieux de l'historien

mises en vrac dans des chemises orange. J'ai ouvert une première liasse. Elle concernait les rafles des juifs de juillet et août 1942. Nous avons vu la signature de Maurice Papon. « Mais, c'est le ministre ! », a dit Cavignac... » L'historien Michel Bergès raconte ainsi sa première rencontre, en février 1981, avec les documents qui allaient constituer le « dossier Papon » et conduire, seize ans plus tard, l'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde devant la cour d'assises de Bordeaux.

Pour lui, comme pour tous ceux qui ont engagé le procès contre Maurice Papon, le rôle joué par Jean Cavignac, ancien conservateur des archives de la Gironde, décédé en 1989, est primordial. « Au départ, il y a eu le travail de Cavignac », admettent, pour une fois d'accord, tant Michel Sliński que Gérard Bnulaner ou Maurice-David Matisson. Dans un de ses ouvrages (Psychanalyse de la Collaboration, Hommes et perspectives, 1991), ce dernier parle, certes, du « hasard » qui a permis à Jean Cavignac de mettre la main sur ces documents. Mais, citant Alain - « On n'est curieux qu'autant qu'on est instruit » -, il tient à préciser qu'il avait, eo fait, toutes les raisons de tomber sur cette manne.

Né en 1938 à Périssac, en Gironde, d'un père officier de gendarmerie et d'une mère professeur de lettres, Jean Cavignac était un personnage haut en couleur qui a laissé un souvenir très fort à Bordeaux. Mêlant la passion du militant politique et le sérieux de l'historien, il était, selon son ami Pierre Brana, aujourd'hui

député socialiste de la Gironde, « iconoclaste chaque fois qu'il fallait l'être ». « Jean », poursuit le parlementaire, avait réussi, malgré son passage par la très respectée école des Chartes, à casser le moule universitaire classique. « C'était avant tout un homme généreux et un chercheur remarquable », ajoute Jean Valette, son supérieur à l'office départemental des archives de la Gironde.

#### VOLONTAIREMENT EN RETRAIT

Marqué dans sa jeunesse par les idées d'extrême droite, Jean Cavignac milite très vite à gauche. Après avoir été un des responsables régionaux du Parti socialiste unifié (PSU), de Pierre Mendès-France et de Michel Rocard, il entre ensuite à Lutte ouvrière, la formation trotskiste, dont il est aussi un des principaux dirigeants pour la région. Grand, barbu, toujours accompagné de son chien Toupin, Jean Cavignac, après des études de lettres et son passage par l'école des chartes, soutiendra, en 1986, une thèse de doctorat en lettres sur La communauté israélite de Bordeaux aux XVIII<sup>e</sup> et

XIX<sup>e</sup> siècles. Conservateur aux archives de la Gironde depuis 1962, il multiplie les responsabilités dans la région : secrétaire général de l'académie Montesquieu, trésorier de la société des écrivains d'Aquitaine, correspondant de l'Institut du temps présent. En 1969, il fonde l'Institut aquitain d'études sociales, qui se veut le carrefour des chercheurs de différentes disciplines et étudie principalement le mouvement ouvrier en Aquitaine. « Le travail demandé aux adhérents était énorme, aussi Jean s'en chargeait-il le plus souvent », écrit Line Marié, membre du bureau de l'Institut, qui insiste sur son don pour les langues. « La bibliothèque de l'Institut compte des ouvrages en allemand, anglais, espagnol, italien mais aussi en roumain. Quand il ne dominait pas la langue, il ne renonçait pas : pour le roumain et l'hébreu, il avait acheté grammaire et dictionnaire. N'oublions pas le latin de l'archiviste et l'occitan de l'Aquitain. »

Ses études sur la communauté juive de Bordeaux et d'autres travaux avaient mis Jean Cavignac

sur la trace des « documents Papon ». Compte tenu des obligations de réserve découlant de sa fonction - un fonctionnaire n'a pas le droit de dévoiler le contenu d'archives -, il se met volontairement en retrait. Jean Valette, son supérieur hiérarchique, qui apprécie beaucoup ses qualités professionnelles, ferme les yeux. Comme Jean Favier, alors directeur des Archives nationales, qui fait comprendre à Jean Valette qu'il « connaît le coupable » mais que, bien entendu, aucune sanction ne sera prise.

En fait, tous ces historiens mettent en avant la foi de Jean Cavignac. « Il ne suffit pas d'encourager la recherche régionale, il faut que ses travaux soient utilisés, diffusés », écrivait-il en 1969. « S'il a eu tort administrativement, il a eu raison philosophiquement », conclut un acteur de l'époque. Bel hommage à un homme qui a lancé, en 1981, une aventure judiciaire sans précédent, sur laquelle il ne s'est d'ailleurs jamais prononcé.

José-Alain Fralon









**E**LE s'appelle Lara Croft. C'est une sorte d'Indiana Jones au féminin, dont le corps de ton model art forme bodybuildées à envahi ces dernières semaines les pancartes d'affichage. Depuis tout juste un an, ce personnage virtuel, plus sportif que sex-symbol, est l'héroïne du jeu vidéo « Tomb Raider », l'un des plus vendus (200 000 unités pour sa première version, 150 000 pour la deuxième génération diffusée depuis un mois). Sur une console Sony Playstation ou sur un PC pouvant lire un CD-ROM, Lara Croft, qui doit mener à bien sa mission dans un environnement très réaliste de grottes souterraines ou de jungle urbaine, symbolise la nouvelle vague des jeux vidéo, désormais plébiscités par un public moins juvénile. En France, la moyenne d'âge du million d'utilisateurs de Playstation atteinait désormais 21 ans.

Figure de proue de la nouvelle génération de jeux vidéo, Lara Croft n'a pas encore acquis l'aura de Kyo Hoshino, la plus célèbre virtuelle japonaise qui reçoit comme de lettres passionnées d'administrateurs en chair et en os. Pourtant, en dépit des apparences, les dirigeants de Square insistent de la popularité de Lara Croft. Le battage publicitaire qui l'accompagne actuellement le lancement de « Tomb Raider 2 » est une exception qui confirme la règle. La conquérante de « Tomb Raider », que l'on suit et trois dimensions à travers les dédales d'un souterrain et qui bondit et sautelle au-dessus des blocs de pierre, est programmée pour être une héroïne à durée déterminée. La carrière de Lara Croft durera ce qu'elle doit durer. Elle n'est pas la seule intrépide. En France, « Tomb Raider » a'est que l'un parmi les quelque cent cinquante jeux disponibles sur Playstation. Au Japon, il en existe mille deux cents.

La stratégie de la multinationale japonaise Sony est claire : éviter que le public ne s'identifie durablement à un personnage. Très rares sont les jeux disponibles sur Playstation - jeux guerriers (les habitués disent « jeux de baston », musiciens, d'aventure, de simulation (football, basket-ball, course automobile) - qui mettent en avant leurs personnages. « Nous nous adressons d'abord à une clientèle de jeunes adultes, plus mûre et peu disposée à se reconnaître à travers une figure emblématique, explique un porte-parole de Sony Computer Entertainment France. Et puis, il serait trop risqué de lier la Playstation à un jeu donné. Réduire, une telle orientation présenterait l'inconvénient de créer des clichés qui risqueraient, in fine, de nous empêcher de nous adresser plus grand public. Éviter de créer un jeu durablement dans des personnages permet aussi de ne pas être trop tributaire du marcadé des préadolescents et adolescents, dans la spécialité, et pas seulement dans le domaine des jeux vidéo, est de brûler sans tarder ce qu'ils ont adoré. Conçu autour d'un héros manga, Dragon Ball Z, un jeu destiné aux 10-12 ans, a vu ses ventes s'effondrer en quelques mois.

« A partir du moment où les jeux vidéo sont devenus extraordinairement réalistes et d'un excellent niveau graphique, avec la qualité d'affichage et de mouvement que l'on connaît aujourd'hui, les adultes s'y sont intéressés. Mais cela ne suffisait pas. Encore fallait-il adapter les personnages. Les rendre plus réa-

# L'univers éphémère des héros virtuels

**Mario, le petit plombier italien moustachu, vendu à 150 millions d'exemplaires, ne fait plus école chez les fabricants de jeux vidéo. Les nouveaux héros sont plus éphémères et peuvent permettre aux utilisateurs, dont la moyenne d'âge s'est élevée à 21 ans, de se projeter dans des jeux de rôle**

« Un jeu est un succès  
jamais à bout. Il faut la  
la créativité – même lin

dra lutter ou négocier. Dans le jeu « Final Fantasy 7 », les caractéristiques de Cloud, le personnage central, ne sont pas vraiment définies au départ. A chaque combat, il récolte des points que le joueur décidera d'affecter selon qu'il entend privilégier la force physique, la résistance, la vitalité, l'expérience ou les pouvoirs magiques. Cloud, dont les traits ne sont pas

du héros, voire ses traits. De même, dans pratiquement tous les cas, on détermine soi-même le nom du personnage que l'on a choisi de faire évoluer. On ne s'y identifie pas vraiment mais la relation peut avoir quelque chose d'affectif", considère Jacques Harbom, journaliste spécialisé dans les jeux vidéo. Les concepteurs des logiciels, parmi lesquels quelques PME françaises, ont parfaitement intégré ces principes. « Les gens ont l'impression de construire leur propre parcours mais, en réalité, tout est prévu, s'amuse Eric Caen, directeur de Tilt Interactive, société spécialisée dans la relation du joueur. Il faut dissimuler des objectifs, prévoir des échappatoires où seul un doué dirige sa aventure. Un jeu est un succès si l'on n'en vient jamais vraiment au bout. Il faut laisser s'exprimer la créativité – même limitée – du joueur ».

Sans doute est-ce la notian même de jeu qui paraît être en pleine évolution. Parmi les produits de simulation les plus populaires, et pas seulement auprès des adultes, figurent des produits tels que « Simcity ». Installé derrière votre PC ou votre console, vous êtes le maire d'une ville dans la

quelle il faut attirer de nouveaux habitants, gérer un budget, rembourser des emprunts, construire routes ou aéroports et calculer les impôts au plus juste, à moins de faire fuir entreprises et engendrer des émeutes. Autres variantes : « Theme Hospital », pour gérer « à l'américaine », c'est-à-dire au plus juste, un établissement hospitalier ou « Theme Park » pour se frotter à la dure réalité d'un parc de loisirs. Réalisme assuré : il faut veiller à ce que les frètes soient suffisamment salées pour favoriser la consommation de sodas sans nuire à la fréquentation des lieux.

**D**ÉBUT 1998, Sony lancera un nouveau produit appelé « Depth », « Profondeur ». Il s'agira de récupérer des diamants dans un univers aquatique avec des séquences sonores (six cents, au total) qui permettront de composer de la musique techno. « Il ne sera pas nécessaire d'avoir fait le conservatoire. Avec un peu d'oreille, on élaborera ses propres morceaux. Ultérieurement, on peut imaginer qu'il sera possible de les enregistrer sur mini-disc. Ainsi, chacun pourra écouter sa propre musique ! », triomphent les res-

ponsables de Sony France. Quant à Tamagotchi, animal de compagnie virtuel dont le successeur chez Bandai sera un « *monstre qu'il faut entraîner pour le combat* », il terminera sa carrière chez Nintendo, qui compte ainsi relancer son antique Gameboy.

En définitive, la seule véritable valeur sûre des jeux vidéo est enfantine. Mario, le petit plombier italo-japonais et bedonnant imaginé par Shigeru Miyamoto, le créateur vedette de Nintendo, a fait vendre en dix ans 150 millions de cartouches pour un chiffre d'affaires évalué à près de 40 milliards de francs dans le monde. Encore faut-il préciser que, si le personnage plaît aux enfants, c'est aussi parce qu'il se décline en multiples variantes, à travers d'autres figures.

**A**UTREFOIS, Mickey se suffisait à lui-même. Aujourd'hui, les petits admirateurs de Mario sont plus exigeants. Synonyme de qualité et de richesse d'animation, Mario apparaît eo fait davantage comme une marque que comme un personnage au sens classique du terme. Le petit plombier laisse indifférents les adolescents et les jeunes adultes, mais ceux-ci se ruent sur les nouvelles consoles 64 bits de Nintendo et leurs cartouches de simulation, de jeux de guerre ou d'aventure.

L'absence de figures emblématiques, universelles, aux allures de héros positif, à l'image des grands personnages de bande dessinée ou de dessins animés, rend sans doute moins lisible de l'extérieur le contenu des jeux vidéo. Or, dans cet univers foisonnant, on trouve de tout. On peut programmer certains jeux violents pour que ne se produise aucune effusion d'hémoglobine, mais d'autres en rajoutent dans le style gore (sanglant). Certains proposent même d'effacer le plus grand nombre de pions possibles d'un monde virtuel d'après le principe que l'on s'est invité à collaborer avec la Mafia dans le cadre d'un trafic de drogue. « S'agissant des jeux stricts, le contrôle parental doit être suivi », admet Eric Caen.

Faut-il compter sur les mondes virtuels pour « apprendre aux enfants à se faire des amis », comme l'affirment certains de leurs habitants japonais ? Il faut espérer que non... En revanche, ces divertissements ressemblent fort à une activité de compensation. « On ne peut s'empêcher de remarquer que l'univers réel, dominé par l'incertitude de l'avenir, de la plupart de ces jeunes adultes, contraste terriblement avec ces univers virtuels mais très réalistes où tout se finit par mariage ou par amour. On voit même un personnage pour qui l'on se rendrait compte que vous étiez ou voudriez être », estime Laurent Trémeur, sociologue à l'université de Paris-X et à l'Institut national de recherche pédagogique (INRP).

L'essor des jeux vidéo paraît avoir d'ores et déjà réalisé un véritable tour de force en détournant les enfants des programmes de télévision. L'institut Médiamétrie d'a pas encore pu prendre, précisément, la mesure du phénomène, mais, selon ses spécialistes, il ne fait pas de doute qu'une partie de la baisse d'audience du petit écran auprès des jeunes spectateurs tient à l'attrait de cette nouvelle concurrence. Durant les fêtes de fin d'année, Nintendo et Sony comptent vendre en France 1 million de nouvelles consoles et trois fois plus de jeux.

**Jean-Michel Normand**  
Dessin : **Philippe Lagautrière**



## Un dialogue américano-iranien à haut risque

**ET MAINTENANT ?** Après l'échange de propos conciliants des présidents Khatami et Clinton, comment assembler les fils d'un dialogue américano-iranien interrompu depuis dix-neuf ans ? Ce long silence, ainsi que le passif de plusieurs tentatives se soldant par des échecs humiliants pour l'Amérique expliquent la prudence de Washington.

Trop longtemps privée d'un poste d'observation à Téhéran, la diplomatie américaine reconnaît ne pas posséder toutes les clés pour évaluer à leur juste mesure l'offre de dialogue de Mohammad Khatami et les jeux de pouvoir qui battent leur plein à Téhéran.

La rhétorique employée par un homme bâtivement qualifié de « Gorbatchev de l'Iran » est certes positive, peut-être même sans précédent, mais quelle est l'exacte influence du président iranien, et surtout dans quels sens s'effectuera le prochain mouvement : un nouveau pas en avant, ou un retour de bâton imposé par le Guide radical de la révolution islamique, l'ayatollah Ali Khamenei ? Comment exclure, d'autre part, une manifestation de la « duplicité iranienne », visant à souligner l'ingérence des États-Unis face à un pouvoir iranien qui serait devenu « raisonnable » ? Les mots en français, seront-ils suivis par des actes ?

Ces interrogations, confiées au Monde par un haut responsable du département d'État, illustrent l'importance et les aléas de la partie d'échecs qui s'engage. Celle-ci est potentiellement féconde (notamment sur le plan commercial) pour les deux pays, pour la stabilisation régionale, partant pour la dépendance énergétique des pays occidentaux : l'Iran et l'Irak disposent de 21 % des réserves pétrolières mondiales.

Devant un tel enjeu et un égard aux effets d'une politique d'isolement de l'Iran qui - on l'a vu récemment à l'occasion du sommet de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) - a tendance à se

retourner contre les États-Unis, les Américains sont enclins à reconnaître (à contre-cœur) que le « dialogue critique » mené par les Européens pourrait, pour la première fois, avoir son utilité.

### DIPLOMATIE DES PETITS PAS

Mais rien ne presse : le président Khatami a annoncé qu'il s'adresserait bientôt au « peuple américain ». Qu'il s'exprime, Bill Clinton est allé aussi loin qu'il le pouvait pour signifier son intérêt et l'espoir que les relations bilatérales vont dépasser cette dichotomie immuable entre « Grand Satan » et « État hors-la-loi ». La balle, souligne-t-on au département d'État, est dans le camp iranien : jusqu'à présent, l'Iran n'a pas plus renoncé au terrorisme qu'il n'a interrompu ses efforts pour se doter d'armes de destruction massive, ou nuire au processus de paix israélo-palestinien.

« Nous ne posons pas de préconditions, ajoute ce diplomate, mais nous voulons des signes tangibles. » S'agit-il de favoriser les prémices d'un dialogue par des gestes réciproques de bonne volonté ? Les avis, sur ce point, sont partagés. « Il faut explorer les possibilités d'un dialogue direct entre gouvernements », estime Richard Haass, directeur des études de politique étrangère à la Brookings Institution, « chacun faisant un pas supplémentaire à chaque étape. » Les responsables de l'administration insistent pour leur part sur les risques d'une trop grande précipitation.

« Depuis la révolution islamique de 1979, nos relations ont été si difficiles qu'il n'est pas évident qu'une réponse américaine trop positive soit une bonne chose pour ceux qui, en Iran, sont favorables au changement. L'Amérique, ajoute ce responsable, a une tendance à diviser avant les Iraniens qu'elle les a unis. Nous devons faire attention : il ne faudrait pas qu'à trop vouloir embrasser, nous étouffions le ver qui nous souhaitons entendre. » En

claire, en voulant donner un coup de pouce au président Khatami, on risque de déclencher une réaction de l'ayatollah Khamenei. D'autres raisons incitent les Américains à la circonspection.

« La question des relations avec Téhéran est un champ de mines politique pour l'administration, explique Richard Fairbanks, directeur général au Centre des études internationales et stratégiques (CSIS). L'Iran reste un sujet extrêmement épineux pour les Américains : la crise des otages sous l'administration Carter n'a pas été oubliée. Nous savons aussi que les Iraniens soutiennent le terrorisme : si la responsabilité de Téhéran devait être établie dans l'attentat de Khobar [en juin 1996, 19 soldats américains ont été tués en Arabie saoudite], il ne faudrait pas qu'on même moment nous soyons engagés dans un dialogue de haut niveau avec les Iraniens. Khobar, c'est une bombe à retardement. »

### MARCHE DE DUPES

Cette diplomatie des petits pas est enfin justifiée par des souvenirs pénibles. En mai 1986, Robert McFarlane, alors conseiller pour la sécurité nationale du président Reagan, accompagné du colonel Oliver North, avait effectué une mission secrète à Téhéran, à bord d'un avion bourré d'armes, lesquelles devaient servir de monnaie d'échange pour obtenir la libération des otages américains détenus par des groupes pro-iraniens au Liban. Dans ce marché de dupes, l'envoyé du président des États-Unis avait en outre été humilié.

Les responsables américains insistent donc aujourd'hui pour que seuls des représentants « autorisés » du régime iranien amorcent une reprise du dialogue bilatéral, lequel devra en outre être « officiel », ce qui ne veut pas dire public. De même, sans rejeter a priori l'offre de médiation saoudienne, Washington ne la recherche pas et ne la juge pas nécessaire. Faute de

gestes iraniens significatifs, Bill Clinton sait qu'un rapprochement irano-américain sera vite dénoncé par les républicains. Or, jusqu'à présent, l'administration n'a pas de raison de croire que Téhéran a diminué son soutien au jihad islamique et au Hezbollah.

Elle confirme, d'autre part, les accusations de Benjamin Netanyahu, selon lesquelles Téhéran cherche à se procurer des missiles balistiques. Parallèlement, l'Iran poursuit une coopération nucléaire avec des pays comme la Corée du Nord, la Russie et la Chine. Tout dialogue avec l'Iran, insiste-t-on à Washington, devra se concentrer en priorité sur ces dossiers sensibles. Ces frémissements diplomatiques sont bien sûr encouragés par les représentants de l'industrie des hydrocarbures, exaspérés de se voir tailler des croupières par leurs concurrents, notamment français et russes.

L'administration Clinton n'a pas encore décidé s'il convenait d'appliquer à ces sociétés étrangères les sanctions prévues par la loi D'Amato, au risque d'envenimer les relations entre Washington et certains de ses partenaires. Elle n'en désapprouve pas moins le « dialogue critique » des Européens avec l'Iran, tout en admettant que la politique d'isolement des États-Unis n'a pas été beaucoup plus efficace pour modifier le comportement de Téhéran.

L'attitude européenne place cependant les responsables américains dans une situation inédite : la politique dite de « double enclenchement » appliquée à l'Iran et à l'Irak montre de plus en plus ses limites. Téhéran rompt son isolement et Bagdad joue habilement des divergences s'exprimant entre alliés de la guerre du Golfe. C'est notamment cet état des lieux qui milite en faveur d'une reprise d'un dialogue américano-iranien, même si celui-ci est à haut risque.

Laurent Zecchini

## Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

### EDITORIAL

## Grand stade et gouffre financier

**L'**ENQUÊTE qu'a réalisée Le Monde sur la destinée des grands équipements sportifs de la capitale donne le vertige. Il aura fallu près de quatre-vingts ans pour qu'un gouvernement décide de contribuer à la construction d'un grand stade capable d'accueillir aussi bien des Jeux olympiques ou des championnats du monde d'athlétisme qu'une Coupe du monde de football. Après des lustres de palabres, le choix du site s'arrête sur un terrain qui est classé parmi les plus gravement pollués du territoire national et qui est difficilement accessible. Lorsqu'il s'agit de choisir un projet architectural, un procédé tant et si bien que la justice fut requise pour rendre à chacun ce qui lui était dû. Et à quelques semaines de l'inauguration officielle, tout le monde se demande comment la pelouse va supporter le choc d'une rencontre amicale.

Tout cela mis à part, le Stade de France réalisé par le consortium Bouygues-Dumez-SGE est une réussite en tout point exemplaire. Un cas d'école sur l'art de rendre inextricables des situations objectivement simples et claires en multipliant les centres d'intervention sans définir préalablement des centres de responsabilité, cet art de promettre aux uns des bénéfices, aux autres des avantages fiscaux et à tous la sécurité des investissements.

Avec ce stade, il y aura du grain à moudre pour la Cour des comptes pendant de longues années. Les finances publiques vont en effet devoir supporter, une fois le coup de sifflet final de

la Coupe du monde donné le 12 juillet, l'essentiel des frais de fonctionnement et d'entretien de l'édifice. En attendant que soient révélés le montant des gaspillages et la somme des abandons, un point est d'ores et déjà clair : on est face à une machine à produire des déceptions et des mécontentements micro-catégoriels, une chasse-trappe politique béante.

Faire fonctionner le Stade de France, c'est d'abord condamner le Parc des Princes - comme le Parc des Princes avait, en son temps, condamné le stade de Colombes. Les riverains de la porte de Saint-Cloud n'en seraient pas mécontents, à l'exception des cafetiers peut-être. Pour autant, la Ville de Paris n'est pas le PSG, club résident, ne sont prêts à abandonner les lieux. Ils auraient plus à y perdre qu'à y gagner, tandis que le Stade de France a tout à perdre si aucun club de football ne s'y installe. On pourrait donc croire que Canal Plus, dirigeant le PSG et gérant le Parc, a fait son choix. Ce serait oublier que la chaîne cryptée est sous le contrôle de la Générale des eaux, qui est partie prenante à la réalisation du Stade de France.

Qui finira par manger son chapeau ? Le Stade de France devait, à l'été de projet, avoir une force mobilisatrice exemplaire. Achievé, il est en train de devenir un gouffre financier et l'objet de polémiques parce qu'une estimation globale des besoins en grands équipements sportifs de la région capitale n'a pas été tracée au moment du partage des responsabilités entre l'État et le privé.

## Demain, c'est tout un plat

Suite de la première page

D'ailleurs, pour l'avenir de la haute cuisine française, l'important est de ceux qui continueront de choisir avec déflection et tendresse les produits rares, cultivés en petite quantité par des artistes de la nature, des pêcheurs sans industrie, des maraîchers aux mains magiques. L'exigence doit être partout la même : dans la gastronomie ou la cuisine de tous les jours, seuls changent l'expression, le registre culinaire et la nature - mais non la qualité - des produits utilisés.

Mais ce culte des justes saveurs porte en lui un souci écologique, défi pour demain : la tomate aura un goût de tomate, la fraise sera fraise, les volailles de ferme et les viandes gouteuses. Car ce qui compte avant tout pour moi, c'est préserver cette saveur originelle, naturelle de chaque élément qui compose un mets. On peut le révéler dans toute sa vérité, il faut souvent mettre en œuvre des processus très compliqués : voilà une des difficultés du métier.

Jusqu'au 19<sup>e</sup> siècle la gastronomie ne faisait que refléter une société et une époque. Maintenant, elle se doit de l'accompagner, mieux, de l'enrichir. Toute ma philosophie repose sur ce principe : réinterpréter cette cuisine de l'essentiel, simple, audible et compréhensible par tous en un subtil équilibre entre la tradition, l'évolution et la modernité. Tradition dans le choix des produits et des recettes ; évolution dans la recherche incessante d'idées et d'échanges entre les pays pour enrichir ce patrimoine ; modernité dans la nécessité d'être contemporain, dans les techniques précises et rigoureuses de l'exécution, dans les moyens utilisés pour pallier l'irrégularité de l'homme.

Ce travail, je ne peux le faire seul. Je revendique le droit d'être un artisan qui transmet son savoir-faire à de bons ouvriers. Et, dans mes établissements, je m'appuie sur des équipes que j'aime former avec rigueur et discipline, dans le respect de cet art d'exception, de ce savoir acquis qu'ils devront à leur tour appliquer, développer et

propager à travers le monde. De plus, quinze ans, pas moins de quatre-vingts collaborateurs ont travaillé dans les établissements et se sont inspirés de l'esprit qui l'insufflait. Ils exercent de Phoenix à San Francisco, de Tokyo à New York.

Chacun est le maillon d'une chaîne de valeurs, de fidélité, de loyauté et de respect mutuel, qui se renouvelle tout en gardant la trace transmissible de son origine.

**La cuisine d'exception n'est pas un festin inutile, mais elle réconcilie la nature, le travail et la culture**

D'ailleurs, nous autres cuisiniers, pour nous faire mieux comprendre, souhaiterions que l'on rende compte de notre travail, dans toute sa subtilité, comme témoignage de l'effort accompli, sans cesse répété, nuit et jour, après jour, ou aucune erreur n'est admise dans le geste, car elle compromettrait la saveur finale, et l'ensemble des équipes est uni dans le même désir : participer à la réussite parfaite de chacun des plats.

Cet art doit cependant se perpétuer, se faire connaître, être sauvegardé pour préserver ce qui doit durer. Tout cela demande que l'un explique, communique, partage, informe sans cesse. C'est aussi notre rôle, à nous cuisiniers, d'être les ambassadeurs d'une culture et d'un savoir-faire à la française, et ce rôle prend du temps. Oui, je dois avouer qu'un chef n'est pas toujours devant ses fourneaux. Mais tout est réglé dans les plus infimes détails, la partition peut alors être interprétée au meilleur niveau par des brigades parfaitement entraînées.

Il s'agit moins ici de justifier un art que de montrer sa complexité qui requiert patience, talent, et donc main d'œuvre nombreuse. Mais à qui viendrait l'idée de reprocher à l'orchestre symphonique le nombre de ses musiciens ? La gastronomie est cependant si critiquée pour ses fastes, « trop

chère », vaine et dispendieuse, réservée à quelques gourmets. Et pour les autres le seul critère de choix revêt comme aspect le nombre de chiffres en bas à droite de l'addition. Vous comprendrez qu'à ce niveau cela puisse avoir un prix, certes le prix le plus juste mais cela reste un prix. Cessons simplement de tout mélanger, d'opposer, comme si elles étaient comparables, une cuisine très bonne et la haute gastronomie française.

Vient-on entretenir ce joyau qui ne peut se concevoir à plus bas prix ? L'argent est déjà traité comme un tabou, le plaisir le sera-t-il à son tour ? Car ce luxe, ancré dans notre art de vivre, nous devrions en être fiers ! Au nom de quel monde corrompu rougirait-on de la fête ? La haute couture a poussé au maximum cette ostentation, reprochée à la cuisine, qui montre pourtant l'état de la société. La cuisine d'exception n'est pas un festin inutile, mais elle réconcilie la nature, le travail et la culture pour qu'un tel patrimoine ne s'évanouisse pas au nom d'une logique contemporaine à la mode.

La cuisine de demain se dessine, déjà au travers des comportements d'aujourd'hui. Elle devra innover tout en s'adaptant sans cesse aux goûts des consommateurs et trouvera sa place au centre d'un univers où répercuter :

- d'une part, cette haute gastronomie à la française, réservée à une élite souvent étrangère qui d'ailleurs ne s'y trompe pas. Elle vient dans nos établissements chercher ce que des commentaires conséquents lui apprennent à apprécier en France, de vraies saveurs et un service d'exception qui allient la distinction des arts de la table à l'expression d'un savoir-faire.

- d'autre part, une cuisine de plus en plus accessible mais qui délaïsse la passion du travail fait avec rigueur et amour dans le respect d'une tradition redevenue contemporaine et qui donne la part belle aux fast-foods pour combler un souhait tarifaire et de rapidité comme pour mieux faire oublier le souvenir des goûts passés.

Les leitmotivs aujourd'hui pour demain ? Manger sain, léger, équilibré, rapide et peu onéreux mais se régaler au travers de saveurs retrouvées, de plats traditionnels mais au goût du jour, exécutés selon des techniques précises

et une hygiène parfaite, quasi médicale.

Et il sera possible de satisfaire ces besoins dans des endroits inépuisables où seront préparés des mets dont les techniques d'exécution seront mises au service des saveurs, des goûts et de la qualité des produits certes, industriellement confectionnés à cette échelle. Mais le domaine de l'agro-alimentaire se penche déjà sur cet avenir et requiert l'assistance des chefs cuisiniers dans leur recherche. Pour moi, ce passage vers ces nouveaux comportements ne pourra se réaliser que si les cuisiniers ont acquis les armes nécessaires à cette réflexion, le savoir, l'expérience et les procédures rigoureuses que l'on apprend dans les cuisines des grands restaurants d'aujourd'hui.

Car même si à l'avenir la haute gastronomie française reste un emblème, ce sera bien elle qui insufflera l'essentiel de ses notions, techniques et savoir-faire pour enrichir et améliorer les futures et non moins diverses manières de se nourrir. Elle sera le lien de toute cette variété naissante des cuisines de tous les jours dont il importe de réfléchir dès aujourd'hui pour pouvoir demain manger sain, équilibré, savoureux, rapide et bon marché, tout en y prenant du plaisir.

Alain Ducasse

### RECTIFICATIFS

#### MUSÉE DU LOUVRE

Dans notre supplément « L'Égypte au Louvre » consacré à la réouverture des salles égyptiennes (Le Monde du samedi 20 décembre), nous avons donné un mauvais numéro de téléphone pour le standard du Musée du Louvre. Le bon numéro est le 01-40-20-50-50. Le numéro des renseignements est bon : 01-40-20-53-17. On peut réserver des billets à l'avance au 01-49-87-54-54.

#### TOKAY

Dans l'article que nous avons consacré à la résurrection des grands vins de tokay hongrois (Le Monde du 13 décembre) une fort malencontreuse erreur de transmission nous a conduits à situer le célèbre vignoble producteur de ces vins « aux marches du Caucase » et non, comme l'impose la géographie, « aux marches des Carpates ».

Le Monde est édité par la SA LE MONDE  
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombard  
Directeur : Jean-Marie Colombard / Responsable Adm. : Jacques Gaudin  
Directeur de la rédaction : Edouard Planchet

Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Pierre Lhomme, Robert Solé  
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges  
Laurent Groussier, Erik Isenhardt, Michel Kailash, Bertrand Le Gendre  
Directeur artistique : Dominique Joyeux  
Rédacteur en chef technique : Edouard Planchet  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Pouchet

Médecin : Thomas Fournel  
Directeur technique : Edouard Planchet / Directeur Adm. : Anne Charnoy  
Conseiller de la direction : Alain Rault / Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Rault, président ; Gérard Courtois, vice-président  
Anciens directeurs : Robert Besset-Méry (1944-1969), Jacques Favard (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lenoire (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994  
Capital social : 90 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Robert Besset-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Éditions, Le Monde Investissements, Le Monde Presse, Mass Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

### IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

#### Un nougat inabordable

EST-CE vraiment Noël ? On a peine à le croire tant il fait doux. En fait de neige, nous n'avons qu'une pauvre petite pluie de rien du tout. Et les esprits n'y sont guère plus que le temps. Raisons-nous, ce soir, avec les messes de minuit et les réveillons, l'atmosphère traditionnelle aura vite fait de se recréer. Il en est déjà, à vrai dire, plus d'un signe : les boutiques ont envahi les trottoirs, proposant à une clientèle effrayée un nougat inabordable et des chocolats au prix fort. On en achète 100 grammes pour le principe, et l'on se rabat sur la baraque voisine, qui distribue à la chaîne des jouets à bon marché.

Ici et là circulent des camions chargés de volailles, de bouteilles étiquetées, en direction des boîtes de nuit, des restaurants, dont certains ont accroché à leurs plafonds guirlandes de strass et roses de

papier aux vives couleurs. On s'affaire dans les cuisines à préparer volailles, cochons de lait, à sortir la vaisselle et les bougies, à mettre en place les accessoires de cotillon. Noël des privilégiés ? Bien sûr. A l'Armée du salut, il n'y aura pas de ces merveilles, tant s'en faut. Les dix mille petits Parisiens et leurs deux cents pauvres qui y seront reçus cette nuit autour d'un grand sapin se contenteront, les premiers d'une tasse de chocolat et d'une bagatelle, les autres d'un bon repas. Mais leur plaisir en vaudra bien d'autres. Tout le monde, d'une manière ou d'une autre, saura trouver son Noël. Tandis que les petits ne parlent que de soufflers dans la cheminée, les mamans s'efforcent de préparer pour tous les leurs le cadre chaleureux de la plus grande fête de l'année.

(25 décembre 1947.)

### Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78



## ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 25 DÉCEMBRE 1997

**FAILLITE** Le promoteur immobilier allemand Jürgen Schneider a été reconnu, mardi 23 décembre, coupable d'escroquerie, de faux et usage de faux dans la faillite immo-

bilière la plus spectaculaire qu'ait jamais connue l'Allemagne fédérale, par le juge Heinrich Gehrke, du tribunal de Francfort. M. Schneider a été remis en liberté provisoire, avant de

purger sa peine, six ans et neuf mois de prison. ● JÜRGEN SCHNEIDER avait brutalement quitté l'Allemagne en avril 1994, laissant derrière lui une ardoise de plus de 5 milliards

de deutschemarks (16,5 milliards de francs) auprès des sous-traitants et des banques. ● LE JUGE critique vivement le manque de contrôle des grandes banques dont la première

d'entre elles, la Deutsche Bank. ● DES CRÉDITS ont été accordés au promoteur sur la présentation de faux grossiers dont certains ne comportaient ni en-tête ni adresse.

# Les banques allemandes sont sévèrement critiquées dans le procès Schneider

Le promoteur immobilier francfortois Jürgen Schneider, responsable d'une retentissante faillite en 1994, a été condamné à la prison. Le juge dénonce le manque de professionnalisme et l'excès de crédulité des établissements financiers qui lui ont accordé des crédits sans contrôle

FRANCFORT  
correspondance

Le procès contre Jürgen Schneider s'est retourné contre les banques allemandes. Le promoteur immobilier allemand a bien été reconnu coupable d'escroquerie, de faux et usage de faux dans la faillite immobilière la plus spectaculaire qu'ait connue l'Allemagne fédérale. Pourtant, cela n'a pas empêché le juge Heinrich Gehrke de la remettre en liberté provisoire, mardi 23 décembre, à l'issue d'un procès qui a mis gravement en cause la responsabilité des banques allemandes.

Bien que la cour d'assises de Francfort, sous la présidence du juge Heinrich Gehrke, ait condamné M. Schneider à une peine de prison de six ans et neuf mois, le promoteur ne purgera pas sa peine avant le début de l'année. Ainsi passera-t-il les fêtes de fin d'année avec sa femme et ses deux enfants à Kronberg, un faubourg de Francfort, dans un appartement de 60 m<sup>2</sup> situé en face de chez Hilmar Kopper, l'an-

rien président du directoire de la Deutsche Bank, qui avait porté plainte contre M. Schneider après sa disparition rocambolesque en avril 1994.

Pour le juge Gehrke, les grands absents de ce procès sont les responsables des grandes banques allemandes qui avaient financé à tout-va des projets trop souvent bâtis sur du sable, laissant derrière une ardoise de plus de 5 milliards de deutschemarks (16,5 milliards de francs). « Le comportement des banques est peut-être une parabole décrivant

l'état de toute notre société », a estimé le juge à l'issue de ce procès. Alors que M. Schneider était sorti du néant au début des années 80, les banques avaient consenti à le financer à grande échelle, éblouies par ses manières parfaites et sa force de conviction.

NEVEU DE CHANCELIER

Les banques lui avaient accordé des crédits de plusieurs centaines de millions de francs sur présentation de fausses factures provenant de sociétés australiennes qui ne comptaient pas plus de trois

dollars de capitaux propres, documents dont les en-têtes ne comportaient ni adresse, ni numéro de téléphone.

La Deutsche Bank, concède le juge Gehrke, avait reconnu au moins en partie ses fautes en se séparant de plusieurs de ses employés mis en cause. Mais aucune mesure n'avait atteint « les membres du directoire », regrette M. Gehrke, alors que leurs mises en garde, jamais suivies de décisions concrètes, n'avaient qu'un « caractère de disculpation par précaution ».

Le juge Gehrke regrette ouvertement que le procureur Dieter Haake n'ait mis en accusation que M. Schneider et son dessinateur industriel, Heinrich Küpferle. Le président de la cour aurait bien aimé voir mis en cause également l'ancien membre du directoire de la Dresdner Bank, Hans G. Adenauer, petit-neveu du premier chancelier de la RFA, qui avait fait piètre figure lors de son audition par le tribunal. Alors qu'il savait que Schneider avait acheté un immeuble sur le Kurfürstendamm à Berlin à 130 millions de deutschemarks, il consentait à lui accorder un crédit de 370 millions sans se faire présenter le moindre justificatif écrit. Le comportement des banques allemandes manque de professionnalisme, de sens critique, et pêche par un excès de crédulité, explique M. Gehrke, qui a pris connaissance d'une étude interne à la Deutsche Bank.

Le juge Gehrke, âgé de cinquante-sept ans et appartenant à la génération du mouvement étudiant de 1968, s'est forgé à

Francfort une réputation d'irréductible. Ainsi, il faisait les grands titres, il y a quelques années, en acquittant un jeune homme qui traitait les soldats de l'armée allemande d'« assassins potentiels ». Bien que son verdict lui ait valu la colère du chancelier Helmut Kohl et que sa famille fût placée sous haute surveillance, la Cour constitutionnelle confirma son verdict.

Le juge ne veut pas porter de jugement définitif sur la personne de M. Schneider. Etait-il juste un escroqueur au-dessus de la moyenne ou bien était-il une sorte de Robin des bois parti en guerre contre les banques ? M. Gehrke ne se voit pas capable de porter un jugement définitif. En tout cas, au début du procès il pensait à une peine dépassant les dix ans de prison, avoue-t-il ouvertement. Mais en voyant le défilé des banquiers distribuant les millions à la légère, son verdict s'est considérablement adouci.

Jean Edelbourgh

## Un an de cavale aux Etats-Unis

Jürgen Schneider a construit son empire pendant l'âge d'or de l'immobilier, dans les années 80, investissant en particulier dans les centres-villes et les galeries marchandes à Francfort et à Leipzig.

● 1994 : le retournement du marché l'accule à la faillite.  
● 11 avril 1994 : il fuit l'Allemagne

pour les Etats-Unis, avec son épouse, Claudia, en laissant une ardoise de 5 milliards de deutschemarks au préjudice de quelque 2 000 créanciers, dont 1,2 milliard auprès de la Deutsche Bank.

● Mai 1995 : Jürgen Schneider est interpellé avec sa femme à Miami (Floride).

● Février 1996 : les époux Schneider sont expulsés vers l'Allemagne. Jürgen Schneider est placé en détention préventive.  
● 23 décembre 1997 : le tribunal de Francfort condamne Jürgen Schneider à six ans et quatre mois de prison ferme. Il a déjà effectué trente et un mois de détention préventive.

## Matra divorce d'Ericsson dans les télécommunications

LE GROUPE Lagardère, qui s'était successivement allié à l'industriel suédois Ericsson, puis au canadien Nortel (Northern Telecom) pour entrer sur le marché des équipements de télécommunications, a fini par choisir : il se rapproche du second et laisse le premier reprendre sa liberté sur le marché français. Ce réaménagement relance les spéculations sur le maintien, à long terme, du groupe de Jean-Luc Lagardère dans le téléphone.

Pour le suédois, c'est un retour aux sources. Ericsson a été l'un des grands fournisseurs d'équipements téléphoniques de la France avant que l'Etat dans les années 70, époque où l'idée de « politique industrielle » battait son plein, n'impose la reprise de ses activités par des groupes nationaux. En l'occurrence, Thomson, qui, à depuis, abandonné ce secteur.

Ericsson - récemment devenu le numéro deux mondial du secteur, derrière Lucent (ex-ATT) et devant Motorola - prend le contrôle total de MET Communication, la filiale à 50-50 qu'il avait créée avec Lagardère pour fournir des centraux téléphoniques dans

l'Hexagone. Il devient l'actionnaire unique de cette société de 1 350 personnes, dont le chiffre d'affaires s'élève à 2 milliards de francs par an.

CINQ OPÉRATEURS

Alors que le marché européen des télécommunications s'ouvrira totalement à la concurrence le 1<sup>er</sup> janvier, MET estime qu'Ericsson pourra ainsi « avoir une meilleure approche globale de ses clients en France ». Cinq opérateurs se disputent le marché : outre France Télécom, Cégétel (groupe Générale des eaux), le groupe Bouygues, Sfr et Omnicom ont reçu des licences de téléphonie fixe.

Dans ce secteur, le groupe Lagardère va désormais s'appuyer exclusivement sur Matra Communication (50/50 avec Nortel). On ne connaît pas précisément les comptes de cette société dont les résultats sont fondus au sein de Matra hautes technologies. Il est prévu que Nortel lui apporte les activités qu'il avait développées en propre sur le marché français.

Anne-Marie Rocco

## Les téléphones portables entrent dans le métro

LES SOUTERRAINS du métro ne seront bientôt plus un obstacle pour les téléphones portables, qu'ils soient affiliés aux réseaux itinéris (France Télécom), SFR (Cegétel) ou Bouygues Télécom. La RATP a décidé, mardi 23 décembre, d'entreprendre la couverture de principales stations de correspondance du métro et du RER ainsi que la totalité de la ligne 1, qui traverse Paris d'est en ouest (Château-de-Vincennes - La Défense). Cette première phase d'équipement de son réseau sera achevée d'ici à la fin de l'année 1998. Dans un second temps, l'ensemble du réseau a vocation à être couvert.

D'ores et déjà, certains des cinq millions d'utilisateurs de GSM, qui avaient laissé leur « mobile » allumé, ont eu la surprise de l'entendre sonner dans les stations Châtelet (pour SFR), Nation (pour Itinéris) et Auber (pour Bouygues Télécom). « Ces expériences pilotes, dont les voyageurs n'avaient pas été prévenus, ont généré un trafic assez important », constate la RATP. « Elles nous ont permis de nous assurer que les réseaux de

communication interne et de sécurité existants étaient capables d'héberger d'autres services », explique l'entreprise publique. A l'inverse des relais terrestres installés à l'air libre, le réseau de la RATP est constitué de câbles rayonnants, qui, « comme un tuyau d'arrosage percé », assurent la diffusion des ondes tout le long des couloirs et tunnels qu'ils parcourent.

Comme la SNCF, qui a dégagé 2 milliards de francs de profits exceptionnels en créant une filiale de télécommunications, la RATP a entrepris des négociations financières avec les trois opérateurs de communication, auxquels elle garantit « une égalité de traitement », pour qu'ils paient un ticket d'entrée et prennent à leur charge les investissements complémentaires. La RATP compte aussi sur les utilisateurs pour adopter rapidement un « code de bonne conduite » entre voyageurs. « Le bruit d'intérieur des voitures devrait quand même limiter l'utilisation des portables », plaide la RATP.

Christophe Jakubyszyn

## Gaz de France rentabilise son réseau en le louant à ses voisins

« LA FRANCE, par sa situation géographique, doit devenir une plaque tournante pour le marché du gaz en Europe », a souhaité, le 23 décembre, Pierre Gadonneix, président de Gaz de France (GDF). Son propos est illustré par deux accords récemment signés avec l'Italie, l'un avec la SNAM, filiale du groupe pétrolier ENI, l'autre avec l'ENEL (électricité). Ces deux contrats entraîneront le transit de 9,5 milliards de mètres cubes de gaz par an à travers l'Hexagone dès l'an 2000. Ils augmenteront d'un quart le volume traité par GDF et destiné essentiellement à la consommation française.

Ces contrats généreront plus d'un milliard de francs de chiffre d'affaires annuel pendant 22 ans. Ils nécessiteront 4 milliards de francs d'investissements sur les trois prochaines années afin de renforcer les structures gazières. L'essentiel sera consacré à la construction d'une canalisation dite des « marches du Nord-Est » reliant Tassinier-sur-Hon (Nord) à la Suisse.

Le transit était jusqu'à présent une activité mineure pour GDF. Au départ, la firme a achevé vers la Belgique du gaz algérien livré au terminal de Montoir, en Loire-Atlantique. Depuis le début de la décennie, elle fait transiter chaque année 2 milliards de mètres cubes de gaz norvégien vers l'Espagne. Avec l'Italie, l'activité change de



taille. Les deux contrats sont de nature différente. Le plus important, signé en septembre avec la SNAM, prévoit la livraison annuelle pendant vingt-cinq ans (2001-2026) de 6 milliards de mètres cubes de gaz. En provenance du gisement de Troll en Norvège, il arrivera essentiellement par le gazoduc sous-marin dont le point d'atterrissage est

à Dunkerque (Nord). Il sera restitué à la fondrière suisse pour être transféré vers l'Italie. Une partie passera par le futur gazoduc du Nord-Est.

L'accord avec l'ENEL, ratifié le 17 décembre, est techniquement plus complexe puisqu'il concerne sept opérateurs et six pays. Au départ, la firme italienne s'était enga-

gée à acheter chaque année, pendant vingt ans, 3,5 milliards de mètres cubes de gaz naturel liquéfié au Nigeria. Elle décidait de construire un terminal gazier. Sous la pression des écologistes, l'ENEL n'avait aucun site et se trouvait dans l'impasse, ne pouvant pas résilier son contrat.

Le montage élaboré avec Gaz de France repose sur l'échange. Le gaz nigérien arrivera à Montoir et servira aux besoins de GDF. En contrepartie la firme française restituera la même quantité, sous forme de gaz algérien et russe. Venant d'Algérie vers le terminal méthanier de La Spezia, la quantité livrée sera de 1,5 milliard de mètres cubes. Le gaz russe arrivera en Italie via Baumgarten (frontière austro-slovaque) au rythme de 2 milliards de mètres cubes.

A côté de ces deux contrats, GDF a multiplié les alliances cette année pour se développer à l'international. L'entreprise s'est rapprochée de Total et d'Elf pour opérer des gisements. En association avec EDF, elle vient d'entrer en Autriche, par le biais d'une participation dans le producteur et distributeur d'énergie Etag (Le Monde du 18 décembre). Les deux établissements publics sont à présent candidats à la construction d'une centrale à cycle combiné au Luxembourg.

Dominique Gallois

## Chantelle se défend de chasser les primes à l'emploi

LE MAIRE PS de Nantes, Jean-Marc Ayraud, député de la Loire-Atlantique, a écrit au ministre de l'Environnement, Dominique Voynet, pour s'inquiéter de l'apparente délocalisation franco-française d'activités pratiquées par l'entreprise de bonneterie Chantelle. Après avoir supprimé 160 emplois dans son usine de Saint-Herblain (Loire-Atlantique) en 1994, Chantelle doit investir, en 1997 et 1998, 40 millions de francs dans ses établissements logistiques de la Somme. Selon Les Echos, ces investissements seront subventionnés à hauteur de 750 000 francs par les collectivités territoriales de la Somme et de la Picardie et bénéficieront de fonds européens du FEDER pour 1,5 million, ce que dénonce M. Ayraud, soutenu par la CFDT de Chantelle.

« C'est une histoire ahurissante », s'insurge Patrice Kreiz, le président du directoire de Chantelle, joint par Le Monde. Il y a quatre ans, nous avons effectivement réduit nos effec-

tifs de production à Saint-Herblain, avec un plan social d'accompagnement classique, d'ailleurs approuvé par la CGT. Aujourd'hui, nous investissons dans la logistique, ce qui n'a rien de voir. Nous sommes en train de relocaliser en France l'ensemble de nos entrepôts européens. Pour des raisons géographiques évidentes, il nous semble logique d'implanter ce type d'activité en Picardie plutôt qu'en Pays de la Loire. Nous y avons déjà deux sites de stockage-conditionnement, et nous y créons un troisième entrepôt. M. Ayraud a probablement des problèmes dans sa région qui expliquent son intervention (...). Mais je ne vois pas bien ce que M. Voynet peut faire : les entrepôts sont construits, les emplois créés en Picardie. Nous allons certes toucher des subventions, mais elles n'ont rien d'excessif compte tenu du nombre d'emplois. En 1997, sur l'ensemble de la France, nous avons créé 80 emplois. »

Pascal Galinier

## Le trafic aérien mondial est en forte hausse

L'ANNÉE 1997 aura été une année record pour le trafic aérien. L'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) a indiqué, mardi 23 décembre, que le trafic régulier total des compagnies aériennes du monde aura augmenté de 8 % en 1997. Pour le seul trafic international régulier, la hausse s'élève à 9 %. Sur vingt ans, les prévisionnistes tablent sur un taux de croissance annuel d'environ 5 %.

La hausse du trafic passagers (+ 7 % en 1997, soit un milliard et demi de voyageurs), conjuguée à la croissance maîtrisée des sièges offerts, a permis au taux d'occupation d'atteindre le niveau record de 69 %. Le trafic de fret, exprimé en tonnes-kilomètres, a augmenté de 11 %.

DÉPÊCHES

■ AGF : le Centre Wiesenthal demande la suspension de la cession de certains actifs des AGF à Generali, en raison des activités de l'assureur italien pendant la seconde guerre mondiale.  
■ ADIDAS : l'industriel allemand Adidas-Salomon a déposé une OPA simplifiée sur Salomon SA, à 521,50 francs par action.  
■ SMART : la société Micro Compact Car (MCC) a recruté, mardi 23 décembre, un nouveau chef du développement pour la Smart. Gerhard Fritz, après l'échec de la voiture au test d'évitement d'obstacle.  
■ ATT : la compagnie américaine a annoncé, mardi 23 décembre, la vente de sa division services à la clientèle à Cincinnati Bell pour 625 millions de dollars (3,5 milliards de francs).  
■ COCA-COLA : l'Association Force ouvrière consommateurs (AFOC) a annoncé, mardi 23 décembre, sa décision « de saisir les autorités de régulation de la concurrence » après la prise de contrôle d'Orangina par Coca-Cola.



LA BOURSE DE TOKYO a terminé en hausse, mercredi 24 décembre, après trois séances de baisse. Une reprise jugée technique. Le Nikkei a gagné 0,85 %, à 14 924,98 points.

LA BOURSE DE SÉOUL a baissé de 4 %, mercredi 24 décembre. Selon certaines informations, le gouvernement sud-coréen pourrait décider la fermeture d'autres banques d'affaires.

L'OR a terminé en hausse, mercredi 24 décembre, à Hongkong. L'once de métal jaune s'échangeait à 295,60 dollars, contre 291,90 dollars la veille.

WALL STREET a brusquement décroché, mardi en fin de journée, finissant en baisse de 1,63 %, à 7 691,77 points, en raison d'un fort courant vendeur à la veille de Noël.

LE MARCHÉ OBLIGATAIRE français a gagné du terrain mardi. Il a profité de l'arrêt des investisseurs inquiets de la crise asiatique. Le Matif a pris 20 centimes, à 101,76.

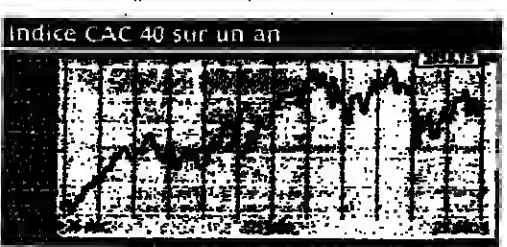
LES PLACES BOURSILIÈRES



Baisse dans le calme à Paris

LA BOURSE DE PARIS était en légère baisse mercredi 24 décembre, toujours inquiète de la crise en Asie. Après s'être replié de 0,39 %, le CAC 40 affichait une baisse de 0,17 % à 2 853,33 points à la mi-journée. Le marché était peu actif à la veille de Noël, le montant des transactions sur le règlement mensuel s'élevant à 1,2 milliard de francs.

Le marché parisien est toujours pénalisé par « les soucis » venant d'Asie, indique Patrick Cernier, de la société Ferri. La nouvelle chute de 4 % de la Bourse de Séoul, malgré la décision de la Banque mondiale d'apporter une aide immédiate de 3 milliards de dollars à la Corée du Sud, comme première tranche des 10 milliards de dollars promis, pèse sur le marché français. Au Japon, les investisseurs restent encore partagés sur l'efficacité des nouvelles mesures annoncées par le gouvernement nippon pour sauver les banques. La Bourse de Tokyo a réussi à clore en hausse de 0,8 %.



Mercredi, au premier jour comptant pour le terme de janvier 1998, « les opérateurs procèdent essentiellement à des opérations d'habillage et ne prennent pas de nouvelles opérations », indique M. Cernier. Parmi les valeurs en baisse, Seita abandonnait 2,91 % après l'annonce d'une hausse des prix des cigarettes lundi 5 janvier.

Rémy-Cointreau, valeur du jour

C'ÉTAIT Noël avant l'heure, mardi 23 décembre, à la Bourse de Paris pour Remy-Cointreau. Au cours de cette seule séance, le titre s'est apprécié de 14,65 %, à 100,20 francs. Les analystes expliquent cette vive progression par le fait qu'ils ne voient pas le groupe de spiritueux rester indépendant mais, contrairement à ce que croit le marché, ils ne pensent pas non plus que Pernod-Ricard puisse être l'acquéreur. Ils ajoutent que la spéculation est repartie d'autant plus facilement que

le cours est en deçà ou au niveau de la valeur d'actifs net comptable. Dès le début de l'année, le titre affiche encore un recul de 31,83 %.



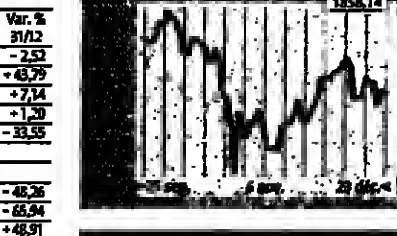
PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 24/12	Var. %	Var. %
Metallgesellschaft	14,95	+1,87	+12,5
Ingredis	11,8	+0,25	+2,1
DMC (Dietrich)	106	+8,88	+8,4
Central Finance	280	+1,05	+0,4
Carrefour Europe	17,85	+0,25	+1,4
Carrefour Europe	17,85	+0,25	+1,4
Metallgesellschaft	14,95	+1,87	+12,5
Ingredis	11,8	+0,25	+2,1
DMC (Dietrich)	106	+8,88	+8,4
Central Finance	280	+1,05	+0,4
Carrefour Europe	17,85	+0,25	+1,4
Carrefour Europe	17,85	+0,25	+1,4

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 24/12	Var. %	Var. %
Metallgesellschaft	14,95	+1,87	+12,5
Ingredis	11,8	+0,25	+2,1
DMC (Dietrich)	106	+8,88	+8,4
Central Finance	280	+1,05	+0,4
Carrefour Europe	17,85	+0,25	+1,4
Carrefour Europe	17,85	+0,25	+1,4
Metallgesellschaft	14,95	+1,87	+12,5
Ingredis	11,8	+0,25	+2,1
DMC (Dietrich)	106	+8,88	+8,4
Central Finance	280	+1,05	+0,4
Carrefour Europe	17,85	+0,25	+1,4
Carrefour Europe	17,85	+0,25	+1,4

INDICES SBF 250 sur 3 mois



Indice second marché sur 3 mois



Indice MidCAC sur 1 mois



Reprise technique à Tokyo

LA BOURSE DE TOKYO a terminé en hausse de 0,85 %, mercredi 24 décembre, après trois séances consécutives de baisse, aidée par le Parti libéral démocrate (PLD, au pouvoir), qui a présenté les détails de son plan de stabilisation du système financier. Beaucoup de courtiers soulignent toutefois que cette reprise est essentiellement technique après la baisse des derniers jours et que le sentiment du marché reste morose. L'indice Nikkei a gagné 325,58 points, à 14 924,98 points. « Le plan du PLD a permis d'atténuer les ventes paniques des derniers jours, mais il faudra que le Japon décide des mesures plus importantes pour relancer l'économie et redonner la santé au secteur financier », a commenté Masaaki Higashi, de Nomura Securities.

La veille, Wall Street a brusquement décroché en fin de journée, finissant en baisse de 1,63 %, à 7 691,77 points, en raison d'un fort courant vendeur à la veille de Noël.

INDICES MONDIAUX

INDICES MONDIAUX	Cours au 24/12	Var. %	Var. %
Paris CAC 40	2 853,33	-0,17	-0,17
New York NYSE	7 691,77	-1,63	-1,63
Londres FT 100	12 290	-0,67	-0,67
Frankfurt DAX 30	1 903,50	-0,67	-0,67
Tokyo Nikkei	14 924,98	+0,85	+0,85
Séoul KOSPI	1 002,00	-4,00	-4,00
Hong Kong Hang Seng	10 660,10	+1,89	+1,89
Singapore Straits	1 536,31	-0,35	-0,35

NEW YORK Les valeurs du Dow Jones

NEW YORK Les valeurs du Dow Jones	24/12	23/12
Alcoa	69,50	69,99
Allied Signal	35,50	35,75
American Express	85,25	87,50
AT&T	61,68	62,50
Bearing Co.	48	48,75
Caterpillar Inc.	47,06	48,31
Chevron Corp.	74,68	75,18
Coca-Cola Co.	54,87	56,06
Disney Corp.	57,50	57,56
DynCorp	120,00	120,00
Eastman Kodak Co.	57,62	57,93
Exxon Corp.	60,18	60,31
Gen. Motors Corp.	59,37	59,93
Gen. Electric Co.	71,06	72,50
Goodyear T & Rubber	62,18	62,37
Healthcare	60,62	61,31
IBM	96,82	100,56
Intl Paper	42,56	42,50
J.P. Morgan Co.	111,87	115,87
Johnson & Johnson	66,06	66,59
McDonald Corp.	46,37	46,37
Merck & Co.	104,37	105,87
Minnesota Mining & Mfg.	85,50	85,25
Philip Morris	44,43	45
Procter & Gamble Co.	77,50	79,87
Sears Roebuck & Co.	41,57	41,87
Stockholm	12,43	12,43
Union Carb.	42	42,31
Unid Tech.	69,31	70,25
Wal-Mart Stores	37,18	38,12

LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

LONDRES Sélection de valeurs du FT 100	24/12	23/12
Allied Lyons	5,18	5,14
Bancassurance	15,92	16,11
B.A.T. Industries	5,37	5,45
British Aerospace	16,83	16,85
British Airways	4,59	4,59
British Petroleum	7,52	7,58
British Telecom	4,68	4,67
B.T.R.	1,80	1,81
Cadbury Schweppes	6,09	6,19
Carroll	0,61	0,64
Comet	7,25	7,22
Glaxo Wellcome	14,20	14,17
Granada Group Plc	9,20	9,07
Grand Metropolitan	5,99	5,90
Guinness	5,61	5,68
Greene & Co.	7,25	7,22
H.S.B.C.	14,44	14,52
Imperial Chemical	9,24	9,21
Legal & Gen. Grp.	5,16	5,09
Lloyds TSB	7,65	7,74
Marks and Spencer	5,38	5,38
National Westminster	10,08	10,18
Peninsular Oriental	6,85	6,83
Reckitt	6,37	6,33
Saatchi and Saatchi	1,10	1,10
Shell Transport	4,25	4,24
Tate and Lyle	11,80	11,80
Zeneca	20,77	20,58

FRANCFORT Les valeurs du DAX 30

FRANCFORT Les valeurs du DAX 30	24/12	23/12
Allianz Holding N	454	453
BASF AG	61,10	59,30
Bayer AG	63,20	60
Bay Hypo-Wechselsb.	88,80	88,20
Bayer Vertriebsbank	114,50	112,50
BMW	129	121,2
Commerzbank	75,90	72,50
Daimler-Benz AG	120,50	113,30
Deutsche Bank AG	122,95	124,10
Deutsche Telekom	91,90	91,25
Dresdner Bank AG FR	83	81,10
Henkel AG	111	108
Hoechst AG	59,20	58,80
Karstadt AG	609	610
Linde AG	1068	1050
Man AG	502,70	499
Mannesmann AG	889	879
Metro	63,65	63,75
Muench R. N	655	652
Preussag AG	538	525
Rohr	92	91,20
Sap VZ	566,50	547
Schering AG	173,90	173,80
Siemens AG	102,15	100,55
Tyssen	379,50	375,50
Veba AG	119,50	118,10
Vier	987	995
Volkswagen VZ	743	741

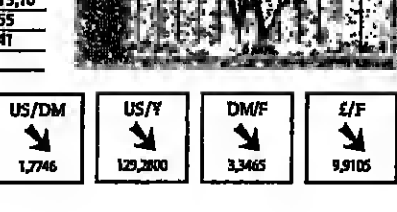
New York, Dow Jones sur 3 mois



Londres, FT100 sur 3 mois



Frankfurt, Dax 30 sur 3 mois



LES TAUX



Repli du Matif

LE MARCHÉ OBLIGATAIRE français a ouvert en baisse, mercredi 24 décembre. Dès les premières transactions, le contrat notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, perdait 12 centimes, à 101,64. Ces prises de bénéfice intervenaient après la hausse de la veille (+20 centimes), le marché obligataire bénéficiant de l'aggravation de la crise en Asie. Les titres émis par les Etats américain et européen étant

considérés comme des valeurs sûres. Aux Etats-Unis, le rendement moyen sur l'obligation du Trésor à 30 ans, qui évolue à l'inverse du prix, est remonté à 5,892 %, contre 5,879 % en milieu de journée et 5,888 % la veille en clôture.

« Les marchés de taux restent bien orientés même si les taux sont revenus sur des plus bas historiques sur la plupart des marchés », selon les analystes du Crédit agricole.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,55 %)

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,55 %)	24/12	23/12
Allemance (100 dm)	334,6000	332
Belgique (100 fr)	6,6170	6,618
Etats-Unis (1 us)	5,9484	5,948
France (100 fr)	16,7180	16,718
Grande-Bretagne (100 £)	296,8000	296,8
Italie (1000 li)	3,9110	3,911
Danemark (100 kr)	87,8000	87,8
Irlande (100 p)	8,6340	8,634
Grèce (100 dr)	9,9105	9,9105
Portugal (100 esc)	20,4800	20,48
Espagne (100 pes)	165,6400	165,64
Canada (100 \$)	41,438	41,438
Japon (100 ¥)	4,5778	4,5778
Finlande (100 mk)	110,4000	110,4

LES TAUX DE RÉFÉRENCE

LES TAUX DE RÉFÉRENCE	Taux au 23/12	Taux au 22/12	Indice des prix
France	3,40	3,40	100,00
Allemagne	3,40	3,40	100,00
Grande-Bretagne	7,05	7,05	100,00
Italie	6,13	6,13	100,00
Japon	5,53	5,53	100,00
Etats-Unis	5,89	5,89	100,00

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS	Taux au 23/12	Taux au 22/12	Indice des prix
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	4,22	4,22	100,00
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	5	5	100,00
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	5,47	5,47	100,00
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	5,81	5,81	100,00
Fonds d'Etat 15 à 20 ans	6,39	6,39	100,00
Obligations françaises	5,76	5,76	100,00
Fonds d'Etat à TME	1,95	1,95	100,00
Fonds d'Etat à TRE	2,18	2,18	100,00
Obligat. franc. à TME	2,20	2,20	100,00
Obligat. franc. à TRE	2,07	2,07	100,00

MATIF

MATIF	24/12	23/12
Échéances 23/12	101,64	101,64
Notional 5,5 %	101,64	101,64
Mars 98	101,64	101,64
Juin 98	101,64	101,64
Sept. 98	101,64	101,64
Déc. 98	101,64	101,64
PIBOR 3 MOIS	96,27	96,27
PIBOR 6 MOIS	96,27	96,27
PIBOR 9 MOIS	96,27	96,27
PIBOR 12 MOIS	96,27	96,27
PIBOR ECU	96,27	96,27
PIBOR Ecu 3 mois	96,27	96,27
PIBOR Ecu 6 mois	96,27	96,27
PIBOR Ecu 12 mois	96,27	96,27

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40	24/12	23/12
Échéances 23/12	101,64	101,64
Déc. 97	101,64	101,64
Janv. 98	101,64	101,64
Février 98	101,64	101,64
Mars 98	101,64	101,64

LES MONNAIES



Fermeté du dollar

LE DOLLAR variait peu, mercredi 24 décembre, face aux devises européennes. Au cours des premières transactions entre banques, le billet vert s'échangeait à 5,9330 francs et 1,7725 deutschemark, contre 5,9350 francs et 1,7736 deutschemark au cours des dernières échanges interbancaires de mardi soir. La devise américaine progressait face au yen sur le marché des changes de Tokyo, même si des prises de bénéfice sur

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS	24/12	23/12
Allemance (100 dm)	334,6000	332
Belgique (100 fr)	6,6170	6,618
Etats-Unis (1 us)	5,9484	5,948
France (100 fr)	16,7180	16,718
Grande-Bretagne (100 £)	296,8000	296,8
Italie (1000 li)	3,9110	3,911
Danemark (100 kr)	87,8000	87,8
Irlande (100 p)	8,6340	8,634
Grèce (100 dr)	9,9105	9,9105
Portugal (100 esc)	20,4800	20,48
Espagne (100 pes)	165,6400	165,64
Canada (100 \$)	41,438	41,438
Japon (100 ¥)	4,5778	4,5778
Finlande (100 mk)	110,4000	110,4

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISSES

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISSES	24/12	23/12
Devises comptant	1,7746	1,7718
TOKYO : USD/DM	129,2800	129,500
FRANCFORT : USD/DM	129,2800	129,500
Devises à terme	1,7746	1,7718
Yen (100)	4,5705	4,5742
Deutschemark	3,4565	3,4565
Franc Suisse	4,1422	4,1392
Lire ital. (1000)	3,4134	3,4134
Livre sterling	9,8828	9,8828
Peseta (100)	3,9499	3,9499
Franc Belge (100)	16,243	16,243

L'OR

L'OR	24/12	23/12
Or fin (le bar)	5550	5580
Or fin (en livret)	56180	5550
Once d'or Londres	295,45	292,50
Prix Suisse (20)	322	325
Prix Union lat (20)	322	324
Prix 20 dollars us	2350	2350
Prix 10 dollars us	1380	1380
Prix 50 pesos mex.	2080	2090

LES MATIÈRES PREMIÈRES

LES MATIÈRES PREMIÈRES	24/12	23/12
Indice	130,62	130,62
Dow Jones	141,83	142,87
CRB	231,36	229,98
Métaux (Londres)	1753	1753
Cuivre comptant	1753	1753
Aluminium comptant	1753	1753
Aluminium à 3 mois	1753	1753
Aluminium à 6 mois	1753	1753
Plomb comptant	52,25	52,25
Plomb à 3 mois	52,25	52,25
Plomb à 6 mois	52,25	52,2



هكذا من لاصح

FINANCES ET MARCHÉS

RÈGLEMENT MENSUEL

MERCREDI 24 DÉCEMBRE  
Liquidation : 23 janvier  
Taux de report : 3,88  
Cours relevés à 12h30

CAC 40  
PARIS  
-0,12%

VALEURS FRANÇAISES	Cours	Derniers	%	Paiement
	précéd.	cours		dividendes
B.N.P. (T.P.)	980	980	-2,04	
Crédit Lyonnais (T.P.)	915	915		
Renault (T.P.)	1770	1770	-2,82	
Elf (T.P.)	2284	2284		
Saint-Gobain (T.P.)	1288	1288		
Thomson SA (T.P.)	911	911	-0,10	
Accor	1132	1132		
AGF-Ass.Gar.France	316	316	-0,69	
Air Liquide	866	866	-2,54	
Alcatel-Alsthom	791	791		
Atos (ex-Atim) CA	740	740	-1,35	
Assa	465,90	465,90		
Ball Inconnu	765	765		
Banque (Cie)	1008	1008	-4,76	
Bazart Hot. Vile	518	518	-0,36	
Bernard Hout	406	406	-0,46	
BIC	285	285	-3,57	
BIS	498	498		
B.N.P.	308,20	308,20	-0,77	
Bollore Techno	760	760	-2,50	
Bouygues	2520	2520		
Bouygues	670	670	-0,69	
Bouygues Off.	228	228	-2,10	
Bull	62,50	62,50	-2,44	
Cap Gemini	1028	1028	-2,33	
Carrefour	2873	2873	-1,42	
Cassini	327,20	327,20	-0,51	
Cassini	258	258	-1,15	
Cassini	699	699	-1,01	
C.C.F.	410	410	-0,48	
Cedip	618	618	-0,64	
Cenac	35,20	35,20	-3,57	
Cedip	853	853	-3,15	
CGP	1935	1935	-0,77	
Chargers	335	335	-2,08	
Christian Dior	725	725	-1,42	
Christian Dior	362	362	-1,42	
Cinéma Français	221,60	221,60	-1,17	
Cie France Ly.	179,80	179,80		
Claris	413	413	-0,48	
Claris	382	382	-0,13	
Colson	690	690	-0,46	
Colson	658	658	-0,11	
Comptex	11,30	11,30	-4,42	
Comptex	3008	3008	-0,36	

C.P.R.	452,50	452,50	-0,10	
Cred. Fon. France	87,40	87,40	-1,60	
Credit Lyonnais C.	267,20	267,20	-4,79	
Cred. Nat. Nat.	338	338	-0,11	
CS Signal (CSB)	176,50	176,50	-0,11	
Danone	359	359	-0,26	
Danone	1062	1062	-1,10	
Danone-Aviation	1280	1280	-3,28	
Dassault Electron.	599	599	-0,33	
Dassault Electron.	171,30	171,30	-3,77	
De Dietrich	263,90	263,90	-0,36	
De Dietrich	652	652	-1,07	
De Dietrich	44,50	44,50	-1,12	
De Dietrich	101,10	101,10	-4,84	
De Dietrich	150	150	-0,24	
De Dietrich	663	663	-0,60	
De Dietrich	220	220	-1,45	
De Dietrich	934	934	-0,21	
De Dietrich	1753	1753	-0,56	
De Dietrich	1610	1610	-0,62	
De Dietrich	472	472	-0,84	
De Dietrich	2463	2463	-1,23	
De Dietrich	6,50	6,50	-1,44	
De Dietrich	1160	1160	-1,73	
De Dietrich	5,75	5,75	-0,16	
De Dietrich	40,20	40,20	-1,10	
De Dietrich	106,40	106,40	-1,49	
De Dietrich	335	335	-0,60	
De Dietrich	209	209	-1,11	
De Dietrich	2850	2850	-1,11	
De Dietrich	2850	2850	-1,11	
De Dietrich	144	144	-1,38	
De Dietrich	445	445	-3,37	
De Dietrich	391	391	-0,28	
De Dietrich	2463	2463	-1,02	
De Dietrich	716	716	-3,35	
De Dietrich	520	520	-0,96	
De Dietrich	232,60	232,60	-1,11	
De Dietrich	584	584	-1,02	
De Dietrich	445	445	-2,02	
De Dietrich	127	127	-1,57	
De Dietrich	803	803	-1,86	
De Dietrich	1815	1815	-1,10	
De Dietrich	1190	1190	-2,10	
De Dietrich	418	418	-0,59	
De Dietrich	785	785	-1,91	
De Dietrich	707	707	-1,29	
De Dietrich	353	353	-0,59	
De Dietrich	888	888	-0,78	
De Dietrich	109	109	-8,25	
De Dietrich	155	155	-1,93	
De Dietrich	126	126	-0,61	
De Dietrich	693	693	-0,61	
De Dietrich	345	345	-1,44	
De Dietrich	770	770	-1,08	
De Dietrich	445	445	-1,44	
De Dietrich	374,00	374,00	-1,42	
De Dietrich	195,10	195,10	-0,95	
De Dietrich	345	345	-0,63	
De Dietrich	285	285	-1,05	
De Dietrich	1130	1130	-0,71	

Unibail	590	590	-1,18	
Unibail	808	808	-2,46	
Unibail	79,95	79,95	-0,06	
Unibail	381,90	381,90	-0,29	
Unibail	160,20	160,20	-0,54	
Unibail	434,50	434,50	-0,11	
Unibail	1330	1330	-0,14	
Unibail	521	521	-1,12	

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours	Derniers	%	Paiement
	précéd.	cours		dividendes
ABN AMRO	113	113	-0,88	
ABN AMRO	1545	1545	-0,88	
ABN AMRO	750	750	-0,88	
ABN AMRO	510	510	-0,88	
ABN AMRO	242,20	242,20	-0,88	
ABN AMRO	218	218	-0,88	
ABN AMRO	15,40	15,40	-0,88	
ABN AMRO	374,30	374,30	-0,88	
ABN AMRO	176,70	176,70	-0,88	
ABN AMRO	118,20	118,20	-0,88	
ABN AMRO	202,70	202,70	-0,88	
ABN AMRO	274,90	274,90	-0,88	
ABN AMRO	286,10	286,10	-0,88	
ABN AMRO	38	38	-0,88	
ABN AMRO	121,50	121,50	-0,88	
ABN AMRO	400,80	400,80	-0,88	
ABN AMRO	36,45	36,45	-0,88	
ABN AMRO	273,10	273,10	-0,88	
ABN AMRO	40,50	40,50	-0,88	
ABN AMRO	348,30	348,30	-0,88	
ABN AMRO	394,80	394,80	-0,88	
ABN AMRO	1,09	1,09	-0,88	
ABN AMRO	15,65	15,65	-0,88	
ABN AMRO	416	416	-0,88	
ABN AMRO	207,10	207,10	-0,88	
ABN AMRO	275	275	-0,88	
ABN AMRO	27,50	27,50	-0,88	
ABN AMRO	9	9	-0,88	
ABN AMRO	458	458	-0,88	
ABN AMRO	380,20	380,20	-0,88	
ABN AMRO	531	531	-0,88	
ABN AMRO	3370	3370	-0,88	
ABN AMRO	670	670	-0,88	
ABN AMRO	1118	1118	-0,88	
ABN AMRO	3370	3370	-0,88	
ABN AMRO	265,10	265,10	-0,88	
ABN AMRO	100	100	-0,88	
ABN AMRO	340,20	340,20	-0,88	

ABRÉVIATIONS  
B = Bordeaux; L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille;  
N = Nancy; Ns = Nantes.  
SYMBOLS  
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3;  
# = coupon détaché; # = droit de détachement.  
DERNIÈRE COLONNE (1):  
Lundi date mardi; % variation 51/2  
Mardi date mercredi; montant du coupon  
Mercredi date jeudi; paiement dernier coupon  
Jeudi date vendredi; compensation  
Vendredi date samedi; nominal

COMPTANT

Une sélection. Cours relevés à 12h30  
MERCREDI 24 DÉCEMBRE

OBLIGATIONS	%	du nom.	du coupon
Mac.B. 9% 91-02	116,30	1300	
CEPME 9% 91-02	107,50	1300	
CEPME 9% 92-01	122	1300	
CFD 9% 91-02	121,05	1300	
CFD 9% 92-01	119,25	1300	
CFD 9% 93-01	118,25	1300	
CFD 9% 94-01	117,25	1300	
CFD 9% 95-01	116,25	1300	
CFD 9% 96-01	115,25	1300	
CFD 9% 97-01	114,25	1300	
CFD 9% 98-01	113,25	1300	
CFD 9% 99-01	112,25	1300	
CFD 9% 00-01	111,25	1300	
CFD 9% 01-01	110,25	1300	
CFD 9% 02-01	109,25	1300	
CFD 9% 03-01	108,25	1300	
CFD 9% 04-01	107,25	1300	
CFD 9% 05-01	106,25	1300	
CFD 9% 06-01	105,25	1300	
CFD 9% 07-01	104,25	1300	
CFD 9% 08-01	103,25	1300	
CFD 9% 09-01	102,25	1300	
CFD 9% 10-01	101,25	1300	
CFD 9% 11-01	100,25	1300	

ACTIONS FRANÇAISES	Cours	Derniers
Arbel	35	35
Arbel	498	498
Arbel	520	520
Arbel	112,50	112,50
Arbel	101,15	101,15
Arbel	115,05	115,05
Arbel	109,40	109,40
Arbel	112,57	112,57
Arbel	116,30	116,30
Arbel	134,25	134,25
Arbel	136,30	136,30
Arbel	108,05	108,05
Arbel	571	571

ACTIONS ÉTRANGÈRES	Cours	Derniers
Arbel	35	35
Arbel	498	498
Arbel	520	520
Arbel	112,50	112,50
Arbel	101,15	101,15
Arbel	115,05	115,05
Arbel	109,40	109,40
Arbel	112,57	112,57
Arbel	116,30	116,30
Arbel	134,25	134,25
Arbel	136,30	136,30
Arbel	108,05	108,05
Arbel	571	571

SECOND MARCHÉ

Une sélection. Cours relevés à 12h30  
MERCREDI 24 DÉCEMBRE

VALEURS	Cours	Derniers
Arbel	41,15	41,15
Arbel	514	514
Arbel	322	322
Arbel	130	130
Arbel	1711	1711
Arbel	300	300
Arbel	1970	1970
Arbel	186,50	186,50
Arbel	799	799
Arbel	310	310
Arbel	1730	1730
Arbel	118	118
Arbel	327	327
Arbel	347,90	347,90
Arbel	271,50	271,50

VALEURS	Cours	Derniers
Arbel	41,15	41,15
Arbel	514	514
Arbel	322	322
Arbel	130	130
Arbel	1711	1711
Arbel	300	300
Arbel	1970	1970
Arbel	186,50	186,50
Arbel	799	799
Arbel	310	310
Arbel	1730	1730
Arbel	118	118
Arbel	327	327
Arbel	347,90	347,90
Arbel	271,50	271,50

NOUVEAU MARCHÉ

Une sélection. Cours relevés à 12h30  
MERCREDI 24 DÉCEMBRE

VALEURS	Cours	Derniers
Arbel	41,15	41,15
Arbel	514	514
Arbel	322	322
Arbel	130	130
Arbel	1711	1711
Arbel	300	300
Arbel	1970	1970
Arbel	186,50	186,50
Arbel	799	799
Arbel	310	310
Arbel	1730	1730
Arbel	118	118
Arbel	327	327
Arbel	347,90	347,90
Arbel	271,50	271,50

HORS-COTE

Une sélection. Cours relevés à 12h30  
MERCREDI 24 DÉCEMBRE

VALEURS	Cours	Derniers
Arbel	41,15	41,15
Arbel	514	514
Arbel	322	322
Arbel	130	130
Arbel	1711	1711
Arbel	300	300
Arbel	1970	1970
Arbel	186,50	186,50
Arbel	799	799
Arbel	310	310
Arbel	1730	1730
Arbel	118	118
Arbel	327	327
Arbel	347,90	347,90
Arbel	271,50	271,50

SICAV et FCP

Une sélection. Cours de clôture le 23 décembre

VALEURS	Émission	Rechat
AGPI	140,05	133,41
Agil Actions (Axi)	130,71	114,96

VALEURS	Émission	Rechat
AGPI	140,05	133,41
Agil Actions (Axi)	130,71	114,96

VALEURS	Émission	Rechat
AGPI	140,05	133,41
Agil Actions (Axi)	130,71	114,96

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

ASSET MANAGEMENT

VALEURS	Émission	Rechat
AGPI	140,05	133,41
Agil Actions (Axi)	130,71	114,96



# AUJOURD'HUI

LE MONDE / JEUDI 25 DÉCEMBRE 1997

**SPORTS** Le 28 janvier 1998 sera inauguré à Saint-Denis le Stade de France, géant de béton de 80 000 places construit dans la perspective de la Coupe du monde de football.

● **CE NOUVEL** équipement, qui accueillera régulièrement les matchs des équipes de France de football et de rugby, ainsi que différentes grandes finales, entre en concurrence

directe avec le Parc des Princes et ses 49 000 places. ● **L'AVENIR** de ce dernier ne repose plus, du coup, que sur son principal utilisateur, le Paris-Saint-Germain — un club que les

concessionnaires du Stade de France verraient bien jouer chez eux. ● **SI LE** Stade de France n'a pas de club résident pour le début du championnat de France de football 1998, le gouver-

nement devra verser 50 millions de francs par an au consortium qui le gère. ● **SI LE** PSG quitte le Parc des Princes, le stade de l'Ouest parisien ne servira alors plus à rien.

## A quoi va donc bien pouvoir servir le Parc des Princes ?

L'inauguration prochaine du Stade de France risque de signer la condamnation de l'enceinte de la porte de Saint-Cloud. La solution du problème est entre les mains de Canal Plus, qui contrôle d'une part le club résident, le PSG, et d'autre part la société d'exploitation, la SESE

SI LES PIERRES pouvaient parler, c'est un énorme cri d'amour que pousserait le Parc des Princes. Du genre : « Ne m'oubliez pas ! » Le 28 janvier prochain, l'enceinte de l'Ouest de Paris va perdre en effet pour de bon le rang qui était le sien jusqu'ici, celui de « premier stade » de l'Hexagone. Tous les yeux, ce jour-là, vont se tourner vers Saint-Denis, où 80 000 personnes auront pris place dans les tribunes de ce nouveau vaisseau appelé le Stade de France.

Dans le cadre d'un match inaugural (et amical), les Bleus d'Alain Jacquet affronteront l'équipe nationale d'Espagne. La couleur de la pelouse, l'ampleur des (très probables) embouteillages, le temps qu'il faudra pour rejoindre le centre de Paris en transports en commun alimenteront la chronique de ce test grandeur nature. Avec, en filigrane, une question primordiale : que faire désormais de ce bon vieux Parc des Princes et de ses 49 000 places ?

Créé sous la forme d'un vélodrome il y a tout juste un siècle, et totalement reconstruit en 1972, le Parc se trouve à un tournant peut-être fatal de son histoire. Tout comme pour le Stade de France, son devenir est aujourd'hui lié à une seule décision : celle que devra prendre, très prochainement, le Paris Saint-Germain quant à son éventuel départ de la capitale.

Vu qu'aucun autre grand club de football n'existe en Ile-de-France — en dépit des espoirs portés tour à tour sur Créteil, Saint-Denis-Saint-Leu ou encore le Red Star (basé à Saint-Ouen) —, le PSG est bien le seul à pouvoir occuper le site du jour au lendemain. Mais aussi le seul à pouvoir faire en sorte que le Stade de France ne devienne pas une immense coquille vide après la Coupe du monde de football.

### LE TEMPS PRESSE

Quitter le Parc, alors ? Autrement dit, déshabiller Pierre pour habiller Paul ? Qui le souhaite vraiment ? Vendredi 12 décembre, le conseil d'administration du Paris Saint-Germain rejetait toute idée de déménagement, après étude d'une enquête réalisée par le club auprès d'un échantillon de 900 supporters. Le risque serait trop important : pour moitié, les habitués de la porte de Saint-Cloud ne seraient pas prêts à suivre leur équipe en

Seine-Saint-Denis. « Le public est notre seule pression », met en avant Bernard Brochand, le président du PSG, qui sait combien fut longue et compliquée l'entreprise de fidélisation des spectateurs au Parc des Princes depuis la reprise en main du club par Canal Plus.

L'histoire s'arrêterait là si le temps ne pressait pas. Le 30 juin 1998, le contrat de concession du Parc des Princes que la Ville de Paris — farouchement favorable au maintien du PSG — a signé avec la Société d'exploitation sports événements (SESE), arrive à son terme. Or la SESE, qui n'est autre qu'une filiale à 100 % de Canal Plus, se voit mal poursuivre l'aventure dans les conditions actuelles. La perte, déjà acquise, des matchs internationaux (football et rugby), ainsi que des différentes finales de coupe et de championnat, a un coût : 25 millions de francs. Qu'il s'agisse en fait de la SESE, du PSG ou de Canal Plus, comment se résoudre à laisser s'envoler pareille manne ?

D'où l'idée de rester au Parc, mais dans un « autre » Parc. « Au stade pour y assister à une rencontre sportive, il faut désormais proposer toute une gamme de services annexes », expose le directeur de la SESE, Lionel Dreksler. A ses yeux, comme à ceux des dirigeants du PSG, un seul modèle : le football anglais, où « avant un match, les gens viennent au stade pour y manger, boire un verre, mais aussi faire des courses, jouer dans des salles de jeu... », énumère de son côté Bernard Brochand.

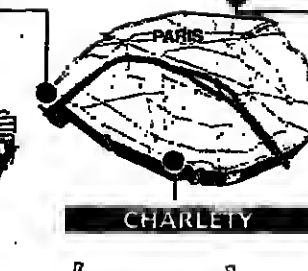
Pour cela, le Parc des Princes devra procéder à un immense lifting. Les travaux de rénovation réalisés pour la Coupe du monde (66 millions de francs) sembleraient bien modiques à côté du « grand chantier » dont rêve le stade parisien. Ce que l'on veut en faire ? Construire un nouveau restaurant, ainsi que de nouveaux points de restauration rapide ; créer des salons sous les couloirs ; améliorer le confort des loges pour VIP ; trouver de nouveaux parkings dans la périphérie du stade ; ouvrir un magasin de 400 mètres carrés totalement consacré aux produits dérivés... A Manchester, l'ensemble de ces prestations extra-

### PARC DES PRINCES



Créé en 1897 sous la forme d'un vélodrome, totalement reconstruit en 1972, réaménagé en 1998 pour la Coupe du monde, architecte : Roger Taillibert, capacité : 49 000 places, coût des derniers travaux : 66 millions de francs, concessionnaire : Société d'exploitation sports événements (SESE) à 100 % de Canal+, utilisation actuelle : matchs du Paris-SG (football D1), concerts de rock.

### STADE DE FRANCE



Créé en 1998, mais jamais totalement fini, entièrement reconstruit en 1994, architecte : Bruno et Henri Gaudin, capacité : 80 000 places, coût de la reconstruction : 491 millions de francs, gestionnaire : société France Patinoires, utilisation actuelle : matchs du Paris Université Club (rugby), groupe A2, Meeting d'athlétisme de Paris.

sportives rapporte 65 millions de francs par an. En diversifiant ses activités de la sorte, le PSG a parfaitement compris qu'il y a à moyen de récupérer les fameux 25 millions manquants. Et peut-être même davantage...

Reste à savoir qui va payer les investissements nécessaires pour amorcer la pompe. Tels qu'on les projette aujourd'hui, ces travaux supplémentaires s'élèveraient à 150 millions de francs. Le club se dit prêt à mettre un tiers de cette somme sur la table, la Ville de Paris devant prendre, selon lui, le reste à sa charge. En échange de quoi, l'entité SESE-PSG-Canal Plus signerait un nouveau contrat de concession du Parc des Princes, pour une durée de dix à douze ans (le temps d'amortissement des travaux). Le mot est clair.

Autre vision du problème à l'Hotel de Ville : « Les travaux doivent être pris en charge pour moitié par le club et pour moitié par nous », estime Dominique Cane,

adjoint aux sports d'une Mairie de Paris qui est loin d'avoir dit son dernier mot. La municipalité veut assortir de deux conditions le nouveau contrat de concession du Parc. La première obligerait le PSG à jouer « tous » ses matchs à Paris, c'est-à-dire même les rencontres de Coupe d'Europe qu'il pourrait avoir la tentation de disputer à Saint-Denis.

### « RASONS LE PARC ! »

Second point : les grands concerts rock organisés par la SESE ne pourront plus dépasser les 70 décibels. Les nuisances occasionnées par les spectacles de Michael Jackson et de U2, l'été dernier, ont soulevé la colère des riverains du 16<sup>e</sup> arrondissement et de Boulogne-Billancourt. « Raisons le Parc ! », avaient proposé voilà quelques années des élus de l'Ouest parisien. Le maire Jean Tiébert se doit de calmer le jeu.

La posture est d'autant plus délicate que, tout en négociant avec la

Mairie de Paris, les dirigeants du PSG ont entamé des discussions avec le consortium qui gère le Stade de France. Tout ceci est de bon aloi, même si l'on est encore très loin d'un accord. Alors que le coût de fonctionnement du Parc revient à 500 000 francs la journée (sans les frais de police), le Stade de France propose actuellement au minimum trois fois plus. C'est-à-dire encore beaucoup trop.

Les prix, qui ont déjà baissé, diminueront-ils encore ? Et quelle tournure prendront les négociations si, après utilisation, l'on se rend compte que le Stade de France n'est pas aussi fonctionnel que veulent bien le dire ses concessionnaires ? Ce France-Espagne du 28 janvier sera décisif. Le match a beau se jouer sur une seule pelouse : de son déroulement dépendra l'avenir de deux stades à la fois. Avec la peur du vide en toile de fond.

F. P.

### Les autres équipements sportifs importants à Paris

● **Palais omnisports de Paris-Bercy** (POP, Paris 12<sup>e</sup>) : créé en 1984 sur des plans de Andrault-Parat-Guyon ; capacité selon les configurations de 2 000 à 17 000 spectateurs ; concédé à la Société d'économie mixte du POPB ; utilisation : grandes compétitions internationales (judo, patinage artistique, basket-ball, tennis...), sports indoor (karting, planche à voile, ski...), concerts rock.

● **Stade nautique** Georges-Vallerey (Paris 20<sup>e</sup>) : créé en 1924 par Bevière et rénové en 1989 par Taillibert ; capacité de 1 800 spectateurs ; concédé à la société France Patinoires ; utilisation : piscine ouverte au public.

● **Stade Roland-Garros** (Paris 16<sup>e</sup>) : créé en 1928 et agrandi en 1979, 1984 et 1993 ; capacité totale de 39 000 spectateurs ; concédé à la Fédération française de tennis ; utilisation : Internationaux de France de tennis, centre national de tennis.

● **Stade Pierre-de-Coubertin** (Paris 16<sup>e</sup>) : créé en 1937 par Camé-Clavel, reconstruit en 1946 par Drummond et rénové en 1990 ; capacité de 4 800 spectateurs ; géré par la mairie de Paris ; utilisation : championnats de France de basket-ball, de volley-ball et de handball (PSG).

● **Halle Georges-Carpentier** (Paris 13<sup>e</sup>) : créée en 1960 par Malgrot et rénovée en 1988 par Vidal ; capacité de 4 800 spectateurs ; gérée par la mairie de Paris ; utilisation : grande salle polyvalente ouverte au public ; salle de répétition occasionnelle en cas d'occupation du stade Pierre-de-Coubertin.

● **Institut national du sport et de l'éducation physique** (Paris 12<sup>e</sup>) : édifié en 1948 ; comporte une piscine, un vélodrome couvert, une piste d'athlétisme extérieure, un stade d'athlétisme couvert, un centre médical, un internat et six gymnases ; géré par le ministère de la jeunesse et des sports ; utilisation réservée à l'entraînement des sportifs de haut niveau.

### TROIS QUESTIONS A...

#### BERNARD BROCHAND

1 L'enquête que vous venez de réaliser en tant que président du Paris-Saint-Germain auprès d'un échantillon de supporters de votre club démontre que le public du Parc des Princes n'a guère envie d'aller encourager son équipe au Stade de France. Comment expliquer l'attachement des Parisiens à leur stade ? Le Parc des Princes possède une « valeur imaginaire ajoutée » que n'a pas encore le Stade de France. Cette relation affective est également due au fait que le Parc est un stade qui se trouve en pleine ville et qui apparaît donc comme totalement parisien. Le Stade de France, lui, n'est pas dans Paris. Enfin, je crois que le Parc est bien perçu par ses habitués en raison de sa taille et de la sécurité qu'il offre désormais. Sur une saison, notre moyenne de spectateurs est de 37 000 personnes par match. Ce qui est parfait vu la capacité du Parc.

2 Le PSG ne trouvera-t-il pas en France l'occasion de séduire un public plus nombreux, plus populaire aussi car issu de la banlieue ? De nombreux grands clubs en Europe, notamment en Angleterre, jouent dans des stades dont la capacité se situe entre 40 000 et 55 000 places. Le Parc des Princes me semble avoir la taille optimale. Je vous rappellerai aussi le cas de la

Juventus, que la municipalité de Turin avait poussée à jouer au Stadio delle Alpi (construit en 1990 pour la Coupe du monde en dehors de la ville) : les coûts étant trop importants, la Juve veut retourner dans son vieux stade, au centre-ville. Au PSG aujourd'hui, nous n'avons aucune garantie quant à notre public. Apparemment, 50 % des spectateurs nous accompagneraient au Stade de France. Quel homme de marketing prendrait le risque de se priver de la moitié de sa clientèle ? Vous ne savez pas le mal que nous avons eu pour fidéliser notre public. Il y a dix ans, la moyenne au Parc était de 15 000 personnes par match. Nous savons ce que nous pourrions perdre en allant au Stade de France ; nous ignorons ce que nous pourrions y gagner.

3 Au ministère de la jeunesse et des sports, on comprend mal pourquoi un club qui affirme vouloir devenir « un grand d'Europe » ne saute pas sur le Grand Stade... Je comprends qu'on s'inquiète de l'avenir du Stade de France. Mais si le Parc des Princes se retrouve vide un jour ou l'autre, ce sera le même scandale ! Dans cette affaire, on a l'impression que le Parc des Princes est un sous-stade et que le Stade de France est un joyau. Je voudrais rétablir la balance, ne pas mettre l'un au-dessus de l'autre. Pour le moment, nous ne savons rien du Stade de France.

Propos recueillis par Frédéric Potet

## Rock'n'roll, cinéma et moto-cross

La Coupe du monde avec, fin juillet, « le concert d'un grand groupe de rock international », dont on sait déjà qu'il s'agira des Rolling Stones. Un mois et demi plus tard, le site devrait à nouveau faire le plein avec le nouveau spectacle de Johnny Hallyday — ce même Johnny Hallyday qui en 1993 avait rempli trois soirs de suite... le Parc des Princes.

Mais le stade de la porte de Saint-Cloud n'est pas en reste. Le 1<sup>er</sup> juillet 1998 est prévue une « grande fête brésilienne autour du football et de la musique ». Trente mille supporters brésiliens sont attendus dans la capitale à cette date, quatre jours après le huitième de finale qui opposera, au Parc, le premier du groupe A (celui du Brésil) au deuxième du groupe B. Le risque étant pour ce beau projet que Ronald et ses coéquipiers, tout champions du monde en titre qu'ils soient, terminent deuxième de leur poule, auquel cas ils iraient jouer leur match à Marseille, amenant les supporters avec eux.

Ce genre de risque, le stade Charléty n'en prendra pas. Si son grand concert de l'été se déroulera également en pleine Coupe du monde, il mettra en scène Elton John, autrement dit une star internationale largement consensuelle pour les visiteurs de tous pays attendus à l'occasion du Mondial. « A nous également de nous distinguer en proposant des spectacles qui correspondent ou corrépondent à l'imaginaire de

notre équipement », précise Pierre Mazé, le directeur du stade Charléty. Avec ses 20 000 places, l'enceinte fétiche du Paris Université Club (PUC) veut afficher sa différence. C'est ce qu'elle fit ces dernières années en accueillant des manifestations aussi diverses que le départ de la Marche contre le sida, les cinquante ans de la Sécurité sociale ou encore des messes dans le cadre des Journées mondiales de la jeunesse.

### LES ENCHÈRES GRIMPENT

Démonstration, en tout cas, est faite que rien n'arrête les programmeurs de ces gigantesques théâtres à ciel ouvert. Alors que le Stade de France envisage de recevoir un jour un spectacle de danse produit par l'Opéra de Paris et que le Parc des Princes parle de projeter des films sur un écran géant de 550 m<sup>2</sup>, les enchères grimpent aujourd'hui à propos de manifestations qui avaient jusque-là pour décor unique (et couvert) le Palais omnisports de Paris-Bercy. Compétitions de karting, courses de moto-cross, démonstrations de voitures sur piste verglacée... Le Parc a déjà organisé un super-cross motocycliste et un snow parc (avec de la neige venue des Alpes). Charléty et le Stade de France veulent à leur tour entrer dans la danse.

Donner de la vie aux stades. Ultimes preuves que l'obsession est généralisée : cette salle de cinéma

de 184 places avec un projecteur 35 mm construite dans les entrailles du Parc des Princes, « pour des projections privées » ; ou ce restaurant panoramique, ouvert toute l'année, qui va prochainement proposer une vue unique sur la pelouse du Stade de France. Lequel Stade de France, d'ailleurs, est depuis un an l'objet de visites quotidiennes (au prix de 100 francs la visite) : « Nous limitons à 500 personnes par jour, mais nous pourrions faire beaucoup plus. Et après la Coupe du monde, l'engouement devrait encore augmenter », indique Jean-Christophe Giletta, le directeur de la programmation.

Et le sport dans tout cela ? Il y a là aussi moyen de remplir encore un peu plus les calendriers. Charléty a des vues sur les quelques matchs de Coupe de France joués par les clubs d'outre-mer, chaque année, en métropole. De son côté et à une tout autre échelle, le Stade de France étudie avec la Fédération internationale de football la création d'un « grand tournoi international qui aurait lieu tous les deux ans au printemps ». Le Parc des Princes, enfin, vient de gagner le droit d'accueillir la prochaine Coupe d'Europe de l'UEFA (le 6 mai). Car si les équipes de football ne jouent pas tous les deux jours, ni douze mois par an, elles ont tout de même besoin de trouver des toits, de temps en temps.

F. P.



SPORTS

■ **FOOTBALL** : Le secrétariat d'Etat et la direction du tourisme ont ouvert un site Internet dont certaines pages déclinent la campagne « Bonjour 98, la France accueille le monde » et traitent des aspects touristiques et économiques de la Coupe du monde de football. Le site est accessible par deux adresses : <http://www.tourisme.gouv.fr> ou <http://www.equipement.gouv.fr>.

■ Le groupe Pinault est désormais le seul candidat à la reprise du Stade Rennais (D 1) après le retrait, mardi 23 décembre, de l'autre postulant, un groupement d'entreprises locales. La première réunion entre le maire de Rennes, Edmond Hervé, et les représentants de François Pinault a toutefois été annulée le même jour, à la demande de l'homme d'affaires.

■ Le tirage au sort des 32<sup>e</sup> de finale de la Coupe de France, effectué mardi 23 décembre dans un salon du Stade de France, a été plutôt clément pour les clubs de première division. Rennes-Châteauneuf et Lens-Le Havre sont les deux seules rencontres qui opposeront des équipes de D 1. Le tenant du titre, l'OGC Nice, effectuera un court déplacement à Toulon, pour le seul choc entre clubs de D 2.

■ Le Brésilien Ronaldo a reçu, lundi 22 décembre, le quarante-deuxième Ballon d'or que décerne chaque année le magazine *France Football*. Il a par un collègue de cinquante-deux journalistes européens, le joueur vedette de l'Inter de Milan devancé très largement l'attaquant yougoslave du Real de Madrid, Predrag Mijatovic, et le milieu de terrain français de la Juventus de Turin, Zinedine Zidane.

A vingt et un ans, Ronaldo est le plus jeune lauréat de l'histoire du Ballon d'or. Il succède au palmarès à l'Allemand du Borussia Dortmund, Matthias Sammer.

■ Le défenseur français du Borussia Mönchengladbach, Hubert Fournier, âgé de trente ans, a signé, lundi 22 décembre, un contrat de trois ans avec l'Olympique lyonnais. L'ancien joueur de Caen et de Guingamp retrouvera dans le club rhodanien deux autres footballeurs français qui, comme lui, s'en reviennent de l'étranger, Daniel Bravo (anciennement à Parme) et Reynald Pedros (revenu de Naples). Le montant du transfert s'élèverait à 3 millions de francs.

■ Jeux olympiques : la flamme olympique, qui doit être allumée pendant les Jeux d'hiver de Nagano (du 7 au 22 février 1998), est arrivée, mardi 23 décembre, à l'aéroport de Tokyo-Narita en provenance de Grèce.

■ **VOILE** : le bateau suédois *EF-Langue* a remporté, lundi 22 décembre, une deuxième victoire d'étape dans la Whitbread, la course autour du monde avec escales et en équipage, en arrivant à Sydney, terme de la troisième manche partie de Fremantle (2 250 milles, plus de 4 160 kilomètres), avec cinq minutes d'avance sur l'autre bateau suédois, *Swedish Match*, et six minutes sur le concurrent américain, *Chesapeake*. Le départ de la quatrième étape, Sydney-Auckland (Nouvelle-Zélande) sera donné le 4 janvier 1998.

■ **NATATION** : l'Irlandaise Michelle Smith-Bruin, triple championne olympique à Atlanta (400 mètres libre, 200 et 400 mètres 4 nages), ne participera pas aux championnats du monde de natation organisés en janvier 1998 à Perth (Australie). Victime d'un accident de la circulation il y a sept semaines, la nageuse n'a pas pu s'entraîner normalement.

■ **RUGBY** : Gwyn Jones, le capitaine de l'équipe du pays de Galles, est contraint de renoncer à sa carrière de rugbyman après la grave blessure à la colonne vertébrale qu'il s'était donnée samedi 13 décembre lors d'un regroupement au début du match Cardiff-Swansea. Agé de vingt-cinq ans, le troisième ligne aile du XV de Galles, étudiant en médecine, souffre d'une compression de la moelle épinière au niveau des vertèbres cervicales.

■ **TENNIS** : l'Américaine Mary Joe Fernandez, blessée au poignet, a déclaré forfait pour l'Open d'Australie, qui se disputera du 19 janvier au 1<sup>er</sup> février 1998. La joueuse, classée onzième mondiale, a dû renoncer au tournoi de Sydney, qui précède traditionnellement l'Open d'Australie. Mary Joe Fernandez avait été battue par l'Allemande Steffi Graf en finale de l'Open d'Australie, en 1990, et par Monica Seles en finale en 1992. Elle avait atteint les demi-finales en 1997.

## Reprise en main politique à la tête du groupe Springer

Jürgen Richter, qui devait diriger le numéro un de la presse allemande jusqu'en 1999, a quitté prématurément son poste. Leo Kirch, lié au chancelier Helmut Kohl, accroît ainsi son influence au sein du groupe, dont il détient 40 %

Le groupe Axel Springer Verlag, numéro un de la presse allemande, changera de patron le 1<sup>er</sup> janvier 1998, en dépit des performances économiques de cette entreprise (200 millions de deutschemarks de résultat attendu en 1997,

soit environ 668 millions de francs). Le départ de Jürgen Richter semble essentiellement dû à des raisons politiques et à l'influence de Leo Kirch, ami du chancelier Helmut Kohl et magnat bavarois de la presse et de l'audiovisuel.

Le conflit entre M. Kirch et M. Richter remonte à 1995, lorsque les deux hommes s'étaient indirectement opposés, à propos du départ du rédacteur en chef de *Die Welt*, puis du chef du service politique de *Bild*. Ils étaient aussi en dé-

saccord à propos de la chaîne de télévision Sat 1, dont les deux groupes sont actionnaires. M. Richter sera remplacé par August Fischer, un ancien responsable du groupe de communication de Rupert Murdoch.

### BONN

de notre correspondant  
Le 1<sup>er</sup> janvier 1998, le groupe de presse Axel Springer Verlag aura un nouveau patron. Jürgen Richter, âgé de cinquante-six ans, qui devait diriger le groupe jusqu'en 1999, a quitté prématurément son poste, se jugeant victime de « calanques » dans un communiqué daté du 14 novembre. Les performances financières sont pourtant au rendez-vous : depuis son entrée en fonctions en 1994, l'éditeur du journal populaire *Bild Zeitung* et du quotidien conservateur *Die Welt* a presque doublé son résultat net. Axel Springer Verlag devrait enregistrer en 1997 un résultat de l'ordre de 200 millions de deutschemarks (environ 668 millions de francs) pour un chiffre d'affaires de l'ordre de 4,6 milliards de deutschemarks et des effectifs supérieurs à douze mille personnes.

### STYLE AUTORITAIRE

Si Jürgen Richter s'en va, c'est que Friede Springer, dernière épouse – et principale bénéficiaire – du fondateur du groupe fondé par Axel Springer, décédé en 1985, lui a retiré son soutien. Officiellement, M<sup>me</sup> Springer, qui contrôle 50,1 % du groupe, était lassée du style autoritaire de management de M. Richter, à qui l'on reproche son incapacité à déléguer et à travailler en équipe. Jürgen Richter a aussi perdu son poste pour des raisons politiques. Il n'aurait pas été assez favorable à Helmut Kohl, et le magnat bavarois de la presse, Leo Kirch, grand ami du chancelier, qui détient 40 % du groupe Axel Springer, a profité de l'affaire pour avancer ses pions, faisant ainsi

coup double. En effet, en obtenant la chute de M. Richter, il défend d'un même mouvement ses intérêts politiques et ses intérêts industriels. L'affaire commence en 1995, lorsque le catholique pratiquant qu'est Leo Kirch demande au conseil de surveillance d'Axel Springer la tête du rédacteur en chef de *Die Welt*, pour avoir laissé publier un commentaire jugé inopportuniste sur la présence de crucifix dans les écoles de l'Etat libre de Bavière. M. Richter n'est pas tenu au courant, mais parviendra à sauver son poste en chef. Il en

naliste, auteur d'une biographie sur Helmut Kohl, d'être trop proche des chrétiens-démocrates et du chancelier. Au-delà de toute divergence politique, M. Richter s'inquiétait de l'effet que pourrait avoir la ligne de *Bild* sur les lecteurs ne partageant pas ces opinions politiques.

En prenant cette décision, M. Richter s'est brouillé avec Claus Larass, rédacteur en chef de *Bild* depuis 1992, qui a, selon le *Spiegel*, « transformé avec succès le journal en sensation qu'était *Bild* en un journal de boulevard sérieux et [qui a]

Le rôle politique de *Bild*, qui proclame à sa « une » qu'il est « indépendant et au-dessus des partis » et qui tire à 4,8 millions d'exemplaires – le deuxième quotidien allemand, *Westdeutsche Allgemeine Zeitung*, est loin derrière avec 1,2 million – est considérable en Allemagne : c'est ce journal, où s'exhibe chaque jour en première page une femme légèrement vêtue, que les personnalités du monde politique ou économiques – plutôt de droite, car on n'y trouve guère les Verts ou le SPD – choisissent pour s'exprimer dans des mini-interviews, lorsqu'ils ont des déclarations fracassantes à faire. La *Bild*, qui joue un peu le rôle du 20 Heures de TF 1, peut avoir une influence non négligeable pendant une campagne électorale qu'il s'annonce difficile pour M. Kohl.

### COUDÉES PLUS FRANCHES

Avec le départ de M. Richter, Leo Kirch a aussi les coudées plus franches pour satisfaire ses ambitions industrielles. Si lors de sa nomination, en 1994, M. Richter avait été décrit comme l'homme de Kirch dans la maison Axel Springer, les deux hommes se sont vite opposés sur de nombreux sujets industriels. Principale pomme de discorde, la chaîne de télévision Sat 1 dont les deux groupes sont actionnaires – Kirch étant l'opérateur –, et dans laquelle chacun veut monter en puissance.

Jusqu'à présent, M<sup>me</sup> Springer, qui tient à conserver le contrôle de son groupe d'édition, défendait M. Richter face à la menace que constitue Leo Kirch, qui rêve de mettre la main sur la maison d'édition. L'éviction de M. Richter

montre que « l'influence réelle de Leo Kirch se situe au-dessus de sa participation de 40,05 % », juge Volker Lilienthal, spécialiste des médias à l'Evangelischer Pressedienst.

M. Richter sera remplacé par August Fischer, a décidé le conseil de surveillance d'Axel Springer, le 16 décembre. Agé de cinquante-huit ans, ce Suisse avait rejoint en 1989 l'empire de presse et de communication de l'Amstrad-américain Rupert Murdoch, après avoir passé notamment une quinzaine d'années dans le groupe chimiste américain Du Pont.

M. Fischer s'est distingué par une gestion très stricte des coûts, avant de quitter le groupe en mars 1995 pour l'incompatibilité de style avec M. Murdoch. Il était alors président de News International et chapeautait les activités du groupe en Europe, dont notamment les journaux britanniques *The Times* et *The Sun*.

S'il a la réputation d'être un homme dur, M. Fischer a aussi celle de savoir communiquer et travailler en équipe. Il vient de déclarer à l'hebdomadaire *Focus* paru vendredi 19 décembre que « la croissance en Allemagne [était] sa priorité numéro un ». Springer n'a pas besoin « de résultats à court terme, mais d'une sécurité à long terme », a déclaré l'ancien manager du groupe Murdoch. Quant à Claus Larass, le rédacteur en chef de *Bild* qui s'était opposé à M. Richter, il tient sa revanche : à cinquante-trois ans, il a été nommé vice-président du directeur du groupe Axel Springer, en charge des journaux.

Arnaud Leparmentier

### Plus de pertes pour la CLT-Ufa

Le groupe germano-luxembourgeois CLT-Ufa pourrait accuser un déficit d'exploitation de 550 millions de marks (environ 1,67 milliard de francs) cette année, affirme l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, alors que les prévisions de pertes s'élevaient à « 400 millions de DM ». Le magazine impute cette « débâcle » aux pertes dans la télévision numérique en Allemagne et à d'importants investissements.

Albert Frère, qui a la haute main sur la CLT, a refusé pour cette raison d'approuver le budget 1998 au conseil d'administration la semaine dernière, poursuit le magazine. Le journal affirme également que la chaîne française RTL 9, ainsi qu'une radio britannique contrôlée par la CLT-Ufa, pourraient en conséquence être fermées. La CLT-Ufa veut aussi vendre ses participations dans RTL 7 en Pologne et dans Club RTL en Hongrie, selon *Der Spiegel*.

gardera une solide rancune contre Kai Diekmann, chef du service politique de *Bild*, qu'il tient pour responsable de la publication à l'époque dans ce quotidien des revendications de M. Kirch !

Ce n'est qu'au cours de l'été 1997 que M. Richter évince M. Diekmann de son poste, le nommant à la tête d'un obscur service international du groupe Axel Springer. M. Richter accuse, non sans quelques raisons, le jour-

fait progresser le tirage à 4,8 millions d'exemplaires ». M. Richter s'est aussi attiré les foudres de son conseil de surveillance, qu'il aurait mal informé en affirmant que la décision avait été prise en accord avec le biographe de M. Kohl.

La hatale en coulisse a été intense : selon certains journaux, M. Kohl aurait téléphoné à plusieurs reprises à M<sup>me</sup> Springer pour régler le « cas » Richter, ce que dément l'intéressée.

## La presse à scandale japonaise suscite de plus en plus de critiques

### TOKYO

de notre correspondant  
Une nouvelle fois la presse à scandale nipponne est sur la sellette. *Flash*, un magazine à sensation qui « traquait » le cinéaste Juzo Itami pour la relation qu'il aurait entretenue avec une jeune femme, est-il à l'origine de son acte déshonoré ? Les messages laissés par le cinéaste incitent à penser qu'il se sentait harcelé : « Ma mort prouvera mon innocence », écrit-il dans un message laconique adressé aux médias. Dans son édition du lundi 22 décembre, *Flash* consacre un article à cette affaire, illustré de photographies de la jeune femme en compagnie du cinéaste, ainsi qu'une interview de celui-ci. « Je suis certain que Juzo Itami ne se serait pas suicidé si *Flash* n'avait pas publié cet article », a déclaré Yasushi Tamaoki, directeur d'Itami Productions. Dans un communiqué, le rédacteur en chef de *Flash* fait valoir qu'« après deux mois d'enquête et l'interview de M. Itami, nous sommes convaincus de la véracité des faits et nous avons utilisé des expressions appropriées pour en rendre compte ».

Il reste que le titre de *Flash* est pour le moins « accrocheur » : « Juzo Itami se livre-t-il à l'enlèvement ? » Cette expression, que l'on peut traduire par « soutien financier à la sociabilité », est une nouvelle forme de prostitution juvé-

nile dont se repaissent les médias. « Le cinéaste pris sur le fait avec une jeune employée de vingt-six ans », poursuivait l'hebdomadaire en gros caractères.

« La Grande-Bretagne n'est pas le seul pays victime de la concurrence excessive des médias qui violent les droits de la personne. Notre pays connaît le même phénomène », écrivait le grand quotidien *Yomiuri* à la suite de l'accident qui coûta la vie à la princesse de Galles. Le suicide de Juzo Itami est-il la dramatique illustration de ce constat ?

### LÉGISLATION LAXISTE

Les publications à scandale fleurissent au Japon. Une concurrence exacerbée et une législation laxiste en matière de protection de la vie privée des individus conduisent à une surenchère dans le sensationnalisme. A une exception près : la

famille impériale. Contrairement aux journaux tabloïds britanniques, leurs équivalents nippons font preuve à son égard d'une filieuse composition. Le respect de la vie privée est-il plus « sacré » dans le cas d'une monarchie « au-dessus des nuages » que du vulgus pecus ? En tout cas, personne n'est épargné par les tabloïds nippons. A commencer par les hommes politiques ou les vedettes : pas une semaine sans qu'un hebdomadaire à sensation ne publie des photos de telle personnalité en bonne compagnie ou sortant d'un immeuble où est supposé vivre sa maîtresse ou son amante. Les paparazzi japonais se plaignent cependant de l'étroitesse du marché : il n'y a pas dans l'archipel de personnalité mondiale connue dont les photos indiscrettes pourraient être vendues à travers la planète...

### Vers une fusion JSkyB-PerfectTV Corp.

Les sociétés de télévision par satellites japonaises PerfectTV Corp. et Japan Sky Broadcasting Co. (JSkyB), dont est actionnaire Rupert Murdoch) négocient une éventuelle fusion qui pourrait placer en position stratégique le groupe Sony, également actionnaire de JSkyB, selon le quotidien économique *Nihon Keizai Shimbun* du 20 décembre. PerfectTV, premier diffuseur numérique au Japon, qui compte aussi Sony dans ses actionnaires, pourrait se décider la semaine prochaine. L'éventuelle fusion permettrait de diffuser sur 200 canaux et tiendrait en respect la société DirectTV Japan Inc., qui a commencé à émettre sur 90 canaux, et qui est contrôlée par l'américain Hughes Electronic Corp. et Matsushita Electric Industrial Co. – (AFP).

## La communication de M<sup>me</sup> Trautmann sur la loi audiovisuelle pourrait être reportée

LA COMMUNICATION sur le futur projet de loi sur l'audiovisuel que devait présenter Catherine Trautmann devant le conseil des ministres le 7 janvier 1998 pourrait être reportée au 21 janvier. Cinq chantiers principaux doivent définir la prochaine loi, selon la ministre de la culture et de la communication : « La concurrence, sous l'angle de la régulation économique ; le pluralisme et l'indépendance par rapport au pouvoir économique ; le périmètre et l'organisation du service public ; la convergence entre l'audiovisuel et les nouveaux services et les télévisions régionales et locales. » Tout récemment, Catherine Traut-

mann a confirmé qu'elle souhaitait « corriger » les deux dysfonctionnements majeurs de l'audiovisuel en France : « Un fonctionnement déficient de la concurrence et le fait que le secteur soit structuré autour de groupes dont le cœur de l'activité n'est pas la communication et dont les résultats dépendent pour une très large part de marchés ou d'allocations de service public, nationaux ou locaux » (Le Monde du 20 décembre 1997).

Si un consensus semble d'être dégagé sur les questions concernant l'aspect hexagonal du projet de loi, différents points plus mineurs, concernant notamment l'au-

diovisuel extérieur, doivent encore être réglés. Un différend semble opposer le ministère de la culture et de la communication au ministère des affaires étrangères, qui est en charge de ce dossier très sensible.

### CINQ CONCLUSIONS

La question qui n'est pas encore tranchée concerne essentiellement le degré de rapprochement entre France Télévision et la chaîne française TV 5, le ministère de la culture souhaitant que France 2 et France 3 exercent un contrôle plus fort sur TV 5, chaîne qui, comme Arte, bénéficie d'un statut particulier avec un traité inter-étatique.

Les deux ministères tenteront de trouver un *modus vivendi* pour éviter un arbitrage de Matignon.

Depuis moins d'un an, cinq rapporteurs – l'universitaire Francis Bailly, le journaliste Michel Meyer, le PDG de RFI, Jean-Paul Clouzel, le PDG de TV 5, Patrick Imhaus, et, tout récemment, Jacques Pomont, inspecteur général au secrétariat d'Etat à l'Industrie et proche de Lionel Jospin – ont remis des conclusions différentes sur la réorganisation des structures et des missions des sociétés en charge de l'audiovisuel extérieur.

Philippe Pons

## Télépiù aurait été surpayé 1,3 milliard de francs

LA POLITIQUE d'expansion internationale de Canal Plus ne va pas sans quelques frictions. Au cours de l'assemblée générale extraordinaire de Canal Plus du 28 mars, entérinant sa fusion avec le groupe NetHold, l'intégralité des actions de ce groupe à capitaux sud-africains avait été valorisée à plus de 7 milliards de francs, sur la base d'un portefeuille de 1,6 million d'abonnés en Europe, dont plus de la moitié en Italie. Or le groupe NetHold a reconnu le 3 novembre que le nombre d'abonnés à son bouquet de chaînes italiennes Télépiù était inférieur de 15 % aux chiffres retenus lors de l'accord conclu avec le groupe français.

### PAS D'ANTICIPATION

Pour déterminer le montant et la forme d'indemnisation de Canal Plus, Colette Neuville, présidente de l'Association pour la défense des actionnaires minoritaires (ADAM), a affirmé, dans une lettre du 18 décembre à Pierre Lescure, président de Canal Plus, que, « sur la base des récentes déclarations de Télépiù, fait état de 100 000 abonnés désactivés, le surcoût de Télépiù serait de l'ordre de 230 millions de dollars, soit 1,35 milliard de francs. Sur ces bases, il faudrait obtenir des vendeurs la restitution d'environ 1,16 million d'actions Canal Plus, afin de les annuler ».

La direction de Canal Plus ne veut pas anticiper sur les conclusions des discussions menées avec les actionnaires de NetHold et affirme que le règlement de ce différend s'effectuera dans l'intérêt de tous les actionnaires, par annulation de titres ou indemnisation financière. La chaîne considère toutefois que « le calcul conduisant au chiffre de 1 million de titres est erroné ».

N. V.

Nicole Vulser



هكذا من راحل

## Helsinki monte au créneau

Au pays du Père Noël on met les petits plats dans les grands pour accueillir la pluie d'anniversaires et de distinctions qui va s'abattre sur la capitale finlandaise

VOILA que la sage, la sérieuse, la sereine Helsinki, tout à coup, s'émoustille. On ne peut plus se fier à personne... Dans la fièvre, l'excitation, elle se prépare une fin de millénaire fracassante. Jugez-en ! Tout au long de 1998, cette jeune capitale, consacrée seulement en 1912, et encore comme chef-lieu d'un grand-duché russe, va fêter, avec 34 manifestations, les deux cent cinquante ans de son plus ancien monument, la forteresse de Suomenlinna, ce « Gibraltar nordique » construit en 1748 et inscrit par l'Unesco à l'inventaire du Patrimoine mondial. Durant le second semestre de 1999, la Finlande, membre récent de l'Union européenne, aura l'honneur inédit d'en assurer la présidence, la quelle se terminera par un sommet communautaire sur son sol. En 2000, enfin, Helsinki célébrera le 450<sup>e</sup> anniversaire de sa première fondation et sera l'une des neuf capitales culturelles du Vieux Continent.

Cette cité de marchands, pas très polissonne mais performante et poile, grouillant dans sa courbure un million d'habitants, soit un Finlandais sur cinq, compte mettre à profit ce tiers d'or 1998-2000 pour faire connaître ses atouts et ses produits : « Les fameux ciseaux orange de Fiskars, la doyenne de ces firmes, puisqu'elle célébrera ses trois cent cinquante ans en 1999, c'est bien, mais les portables Nokia, ou deuxième rang mondial, n'est-ce pas encore mieux ? » Helsinki espère ainsi se tailler une « place incontournable » comme centre d'affaires et d'attraction en mer Baltique, à mi-chemin de Saint-Petersbourg et Stockholm, face aux côtes d'Estonie. L'intérêt pour les Français, entrepreneurs ou touristes, est patent. 150 000 Finlandais visitent chaque année la France, tandis que seuls 50 000 ressortissants de l'Hexagone se rendent au pays de Sibélius et du vrai Père Noël (il était habillé de bure grise, les Américains l'ont vêtu de rouge pour le commercialiser).

« Pourtant, les liens finno-français ont des lettres de noblesse ! Souvenez-vous, Monsieur, que trois Finlandais furent recteurs de votre Sorbonne à la veille de la Renaissance ? » Les Français ont oublié Olav Magni, le plus érudit des trois recteurs évoqués, et M<sup>me</sup> de Staël, de passage ici, décréta que cette contrée « d'ours et de loups » était la « culture ». Pas mal de Français, de nos jours, connaissent toutefois *Sinuhe*, le roman le plus répandu de l'écrivain égyptien Walter, ou encore les performances du pilote Ari Vatanen. Les passionnés d'art militaire

et de diplomatie fleurdelisée n'ignorent pas non plus le rôle joué par la France dans la fortification de l'archipel des Sept-Îles, au large de la ville d'Helsinki, quand il était suédois, et cela afin d'enquêter les Russes. Louis XV n'envoya pas moins de 90 tonnes d'or à ses alliés suédois, alors possesseurs de la Finlande, pour transformer 78 hectares de rochers maritimes en verrou de la Baltique face à une Russie qui se croyait tout permis.

Le concepteur de la forteresse insulaire - laquelle porte deux noms : Suomenlinna, en finnois « Fort-de-Finlande », et Sveaborg, en suédois « Fort-de-

Louis XV envoya 90 tonnes d'or à ses alliés suédois pour transformer 78 hectares de rochers maritimes en verrou de la Baltique face à une Russie qui se croyait tout permis

Suède » - fut le maréchal Augustin Ehrensvärd, qui avait passé deux ans en France, y étudiant nos défenses atlantiques. Suomenlinna, chantier pharaonique ayant employé 6 000 ouvriers, fut néanmoins le chant du cygne de la Suède en tant que grande puissance européenne. En 1807, Napoléon, pour amener le tsar à s'allier avec lui contre Albion, consentit à la mainmise des Russes sur la Finlande. Ils y restèrent jusqu'en 1917, date de l'indépendance finlandaise, ajoutant à Suomenlinna leurs casernes roses, aux casernes jaunâtres des Suédois. Les eaux gelées de la Baltique favorisèrent l'entrée des troupes tsaristes dans l'imprenable château fort. Aujourd'hui, quand la mer se fige de nouveau, on peut atteindre

les îles par voiture ou même par autobus. En temps normal, une navette maritime relie Helsinki en quinze minutes aux Sept-Îles, peuplées de 800 personnes mais recevant 500 000 curieux par an, chiffre que les liens veulent voir doubler.

L'Etat finlandais, au terme des aménagements et restaurations en cours, aura dépensé près de 500 millions de francs dans l'archipel. L'endroit est beau, puissamment, et varié : murailles de granit noir, brun ou rouge porphyre ayant abrité jusqu'à 12 000 hommes ; clocher de l'église ouverte au culte luthérien, mué en phare, car Suomenlinna commande la passe de 130 mètres de large donnant seule accès à Helsinki, y compris pour les impressionnants paquebots blancs reliant les métropoles septentrionales ; chantier naval de la marine de guerre mis à la disposition des plaisanciers ; quais arrangés pour le plaisir des pêcheurs de saumons et barangs ; chambres transformées en auditoriums, restaurants, musées ou appartements ; ribambelle de saunas où vous êtes invités à la sortie des bureaux par les fonctionnaires venant de vous recevoir très protocolairement, que vous retrouvez nus comme des vers mais enfin sans leur portable car ce gadget-là, même scandine, n'est pas encore adapté au bain de vapeur ; enfin, une prison dont les pensionnaires sont affectés aux gros travaux des îles.

Il ne manque qu'un hôtel et l'autorisation de camper, mais il n'en est pas question au nom de la sacro-sainte protection des tiléuls, frênes et hêtres, ajoutée à celle de crânes prisés des balnéaires quand l'eau estivale peut atteindre 20 degrés. Hostile aux Romanov, la France de Napoléon III envoya ici, en 1855, ses canonniers pionniers les remparts payés par la France de Louis XV. Les Finlandais, sans rancune, achevèrent à peine de réparer les dégâts. Il ne manquera pas un créneau de granit rose ou gris, le 1<sup>er</sup> janvier 1998, pour le début des festivités du 250<sup>e</sup> anniversaire de Fort-de-Finlande, pour les trois coups de trois ans de « débauche ».

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

### Rustique de luxe aux sommets

Le vieux bois, le rustique pur jus, font recette sur les alpes. La modernisation des remontées mécaniques, grimpant toujours plus vite vers les sommets enneigés, va désormais de pair avec le retour du rétro. Chalets bardés de planches mal équarries, brunies par les intempéries, salons encombrés de meubles d'autrefois, cheminées où crépissent d'odorantes flambées : la vogue de l'authentique, du naturel, de l'esprit montagnard revient en force sur les massifs français, et notamment dans les stations bûchées qui renouent avec les traditions que nos voisins suisses et autrichiens ont, à l'inverse, toujours préservées. A Megève, le mariage réussi de l'authentique et du raffiné, associé au confort moderne, confie de beaux jours, sous l'enseigne de la Compagnie des hôtels de montagne qui vient de s'offrir d'une nouvelle unité et cinquante enseignes. Après le Coin du feu (un gros chalet familial), les Fermes de Marie (bâtiments de fermes reconstruits), le Mont Blanc

(l'étape mythique saluée par Cocteau), les Fermes du Grand Champ (à louer en famille), c'est le Lodge Park, qui vient juste d'être inauguré, qui fait la part belle au bois brut façon tapper américain. « Fautime la création », confie l'architecte-réalisateur et propriétaire des lieux, Jean-Louis Sibuet, qui a su parfaitement tirer parti de cette mode du « naturel montagnard chic » (semaines Comp de cœur en janvier : 4 050 F en chambre double et demi-pension au Coin du feu, 6 700 F aux Fermes de Marie avec forfait forme au centre de beauté, 10 920 F en pension complète au Lodge avec « ski safari », découverte des plus belles pistes avec guide de haute montagne, jusqu'à Chamonix et Courmayeur, tél. : 04-50-93-93-10). Ce côté sweet home des Anglais, mêlé d'un touché d'élégance à la française, se retrouve ici on l'a, dans les stations. C'est à Courchevel, la Sivolière, « une maison à la montagne » comme aime à le rappeler Madeleine, la femme de Jeannot Cattelin, la figure du pays



### PARTIR

## L'épopée de l'aviation

■ L'ÉPOPEE de l'aviation est le thème de « Plein vol », première exposition-spectacle internationale qui, après Montréal, fait escale, jusqu'au 26 avril 1998, à la Colline de la Défense, dans les Hauts-de-Seine.

Une traversée inédite des grandes étapes de l'aviation civile à travers 22 tableaux interactifs qui permettent notamment au visiteur, coiffé d'un casque à infrarouge, de revivre les exploits des pionniers, de se glisser dans la carlingue d'un DC 4, d'apprécier le confort désuet de la cabine d'un Vickers Viscount, de jouer les contrôleurs du ciel, de revivre la conquête spatiale et de découvrir le futur gros-porteur européen, l'A-3XX.

★ Colline de la Défense, 1, place du Dôme, Défense 7. Tous les jours de 12 h 30 à 19 h 30 (jusqu'à 22 heures les samedis). Entrée : 42 F, 35 F tarif réduit. Renseignements au 08-36-67-06-06.

## Désert tunisien

■ PETITE FUGUE dans le Sud tunisien, à Tozeur, une oasis dont les maisons-cubes blanches dessinent des ombres dans la lumière éclatante. Parfait pour un long week-end de dépaysement à deux heures quarante-cinq de Paris par vol direct. Possibilité de nuit en plein désert, sous une tente VIP.

Trois nuits à l'hôtel avec petit déjeuner, du vendredi au lundi, 3 615 F par personne en chambre double (4 nuits, du lundi au vendredi, 3 315 F). Nuit en tente VIP : 1 600 F par personne sur la base de 2 voyageurs (1 120 F sur la base de 4). Une initiative de Couleurs locales, spécialiste de la Tunisie. ★ Dans les agences de voyages.

## Des ballons à gogo

■ LA 20<sup>e</sup> ÉDITION de la Semaine internationale de ballons à air chaud de Château-d'Oex, en Suisse, aura lieu du 17 au 25 janvier 1998. En ouverture, le premier décollage groupé des 80 montgolfières venues de 20 pays différents. Tous les matins, dès 10 heures, des vols passagers seront proposés au public, également invité à assister à deux décollages groupés quotidiens. Le vendredi soir 23 janvier, les ballons évolueront selon une chorégraphie bien établie, au rythme d'une musique diffusée dans le village. ★ Office du tourisme de Château-d'Oex, tél. : (026) 924-25-24.

## L'Allemagne carnavalesque

■ A COLOGNE, à Mayence, en Forêt-Noire ou en Bavière, les carnavals battent leur plein du 19 au 24 février 1998. Prédéces de multiples réunions et bals costumés, le « Lundi des roses » (le 23 février) voit défiler fanfares baroques et chars décorés. En Forêt-Noire et en Souabe, le carnaval allemandique ou Fasnet, le plus authentique et le plus mystérieux, est réputé pour les masques en bois dont s'affublent les habitants pour hanter les rues. A Munich, où le carnaval s'appelle Fasching, la fête débute dès le 7 janvier, lendemain de la fête des rois. Des festivités programmées notamment par Nouvelles Frontières (3 jours en Forêt-Noire, 2 450 F par personne en chambre double et demi-pension, aller-retour en autocar). ★ Nouvelles Frontières (tél. : 08-03-33-33-33) et Deutsche Bahn (7, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, tél. : 01-44-58-95-50).

## Bonnard à Londres

■ A L'OCCASION de l'exposition Pierre Bonnard, à la Tate Gallery, du 12 février au 17 mai 1998, le voyageur Griserie propose un forfait de 3 jours/2 nuits avec l'acheminement de Paris en Eurostar (2<sup>e</sup> classe) et l'entrée à l'exposition (réservation faite en fonction de l'horaire choisi) : à partir de 1 755 F par personne en chambre double avec petit déjeuner, du 17 février au 31 mars ; de 1 870 F du 1<sup>er</sup> avril au 12 mai. ★ Agences de voyages et Griserie (tél. : 01-40-50-01-02).

(1 500 F la chambre double, toute la saison, tél. : 04-79-08-08-33), comme au Grand

Cœur à Méribel, où les appartements possèdent une cheminée (Relais et Cabaux, forfait 4 jours, du jeudi au lundi, avec avion de Paris, transferts privés, chambre double, demi-pension et forfait 3 Vallées : 5 950 F, sauf en période scolaire, tél. : 04-79-08-60-03). C'est aussi, à La Clusaz, les Chalets de la Serraz, une grosse bâtisse et ses mazots (3 étoiles, 2 765 F, demi-pension par personne, chambre double en janvier, tél. : 04-50-02-48-29), ou encore la Bergerie à Morzine, de l'association des Hôtels-chalets de tradition en Haute-Savoie (3 625 F, la semaine en demi-pension avec forfait Portes du Soleil, tél. : 04-50-79-13-69). En Suisse, les maisons de renom, qui ont conservé intact cet esprit montagnard, appartiennent à la chaîne des Romantik Hotels et siègent à Klosters sur le magnifique domaine alpin relié à Davos (Chesa Grischuna, environ 6 000 F en demi-pension avec forfait ski, pas de supplément « single », tél. : 41-81-422-22-22), à Zermatt, au pied du Cervin (Jules, 1 300 F la chambre pour deux en demi-pension, du 3 janvier 1998 au 13 février, tél. : 41-27-966-76-00) ou encore à Saas-Fee (Beau Site, à partir de 4 000 F par semaine en demi-pension, en janvier avec le forfait ski). En Autriche, précisément au Tyrol, parmi les hôtels-chalets qui sont une tradition, deux établissements réputés, labellisés Autriche Pro France (réservation centrale, tél. : 01-42-66-13-09), accueillent leurs hôtes en français. C'est, à Alpbach, le Boglerhof (400 à 500 F par personne en demi-pension, en janvier, les enfants sont logés gratuitement jusqu'à 14 ans) et le Teumnerhof à Kitzbühel (de 5 000 F en chambre avec balcon à 8 450 F dans une suite avec cheminée, par personne en demi-pension, la semaine de janvier). Deux établissements centenaires, membres d'anciennes régions, et dotés d'une piscine, où l'on apprécie la chaleur hospitalière à l'autrichienne.

Florence Evin

# EVASION

**PARC DU QUEYRAS**  
(100 jours de soleil)  
plaisance, tennis, bain, jeu d'enfant  
hébergement : Hôtels 2 ou 3\*\*\*  
résidence hôtel ou studios  
St-Véran : plus haute commune  
2040 m, site classé, châteaux du XVIII<sup>e</sup>  
Aviron : 1800 m au pied du fameux col de l'Éclair  
1/2 pension de 256 à 315 F pour  
pension de 317 à 378 F pour  
résidence à partir de 800 F semaine  
Tél. 04.82.45.62.62  
Se recommander du Monde

## WEEK-END DE LA SAINT VALENTIN au CARNAVAL DE VENISE

13 au 15 Février 1998

Par vol spécial au départ de Paris

à partir de 3 480 F

Avion + transferts + Hôtel \*\*\* + dîner typique

En sur : taxes aériennes

cit

## Les livres sur Minitel

- 300 000 livres : romans, biographies, essais...
- Le Monde Éditions : dessins de Plantu, Prix du jeune écrivain
- Les sélections du Monde des livres et du Monde des poches

Recherche bibliographique et commande de livres  
Livraison à domicile

**3615 LEMONDE**

(Sur Internet : <http://www.lemonde.fr/livres>)

PROFESSIONNELS DU TOURISME INVITEZ-VOUS À NOUS REJOINDRE À RUEBROUQ-ÉVASION - 04 82 45 62 62



مركزا من راصلا

## Un Noël très doux

LES HAUTES PRESSIONS sur l'Espagne et le sud de la France vont se décaler vers l'Afrique du Nord. Le front ondulant présent sur le nord de la France va s'enfoncer jeudi vers le sud du pays. Ce front provoque un net renforcement des vents de sud-ouest.

**Bretagne, Pays de Loire, Basse-Normandie.** - Les nuages seront nombreux le matin avec quelques pluies faibles, puis des éclaircies perceront. Les averse reviennent sur la Bretagne et la Normandie en fin d'après-midi. Le vent de sud-ouest soufflera fort avec des rafales à 90 km/heure. Les températures seront très douces, aux environs de 13 à 14 degrés.

**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** - En début de matinée, le ciel sera partagé entre les nuages et les éclaircies. La pluie touchera ensuite l'est d'une ligne Lille-Paris-Orléans. Le vent de sud-ouest sera fort avec des rafales de 60 à 70 km/heure. Il fera entre 11 et 14 degrés.

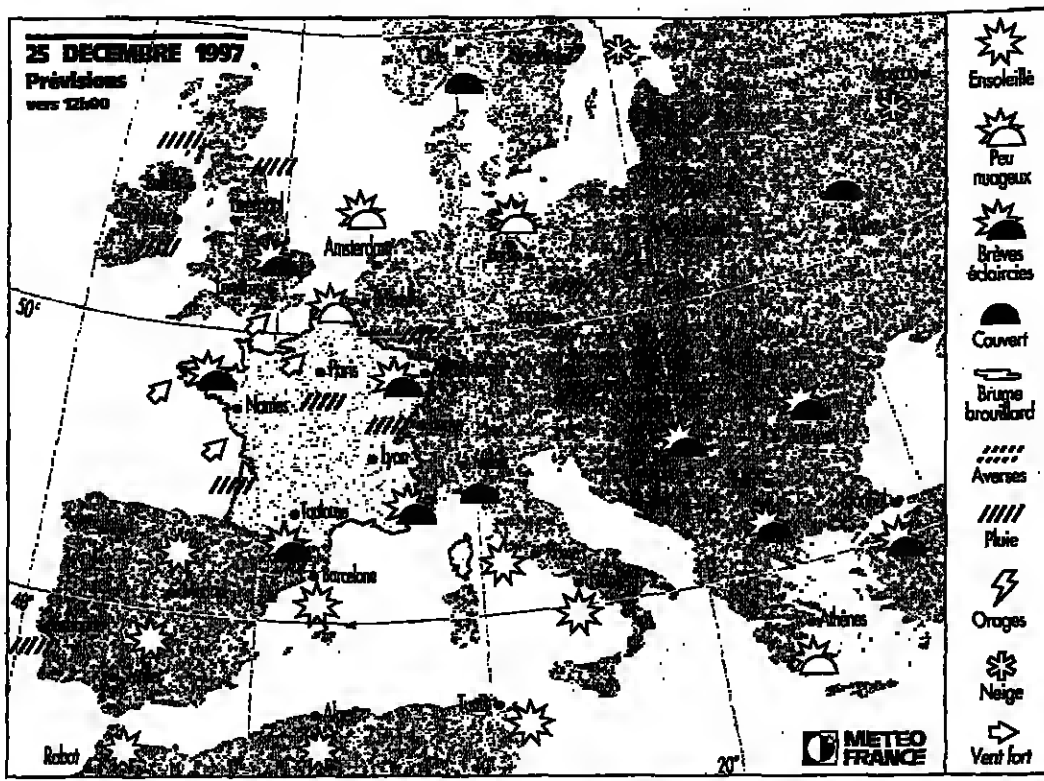
**Champagne, Lorraine, Alsace,**

**Bourgogne, Franche-Comté.** - Après un début de matinée nuageux mais avec des éclaircies, le ciel se couvrira et la pluie arrivera en fin de matinée. L'Alsace sera privilégiée avec un temps sec. Le vent de sud-ouest atteindra les 70 km/heure. Il fera très doux, entre 11 et 13 degrés.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** - Sur Poitou-Charentes et le nord de l'Aquitaine, le ciel sera couvert avec des pluies faibles. Quelques éclaircies reviennent sur les côtes l'après-midi. Le vent d'ouest atteindra 70 km/heure. Plus au sud, le ciel restera nuageux mais sans précipitations. Il fera entre 14 et 18 degrés.

**Limousin, Anvergne, Rhône-Alpes.** - Le ciel sera souvent nuageux avec quelques pluies faibles sur le nord. Il fera doux, entre 12 et 14 degrés.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** - Le ciel sera nuageux mais assez lumineux. Les températures seront comprises entre 15 et 18 degrés.



## LE CARNET DU VOYAGEUR

**HONGKONG.** La compagnie Cathay Pacific offre avec la SNCF jusqu'au 31 mars le remboursement des billets de trains province-Paris (à concurrence de 300 F pour un aller-retour en deuxième classe et 500 F en première) aux passagers embarquant sur le vol quotidien, sans escale, Paris-Hongkong. Il faut pour cela envoyer par courrier cartes d'embarquement et billets de train. Renseignements : 01-41-43-75-13.

**TURQUIE.** La compagnie Turkish Airlines installe des téléphones à bord de ses Airbus A340-300 volant à destination de l'Amérique du Nord et de l'Extrême-Orient. En première et en classe affaires, chaque siège équipé d'une vidéo aura un combiné. En classe économique, il y aura un appareil pour quatre passagers. Les communications sont facturées 60 F la minute.

**PRÉVISIONS POUR LE 25 DÉCEMBRE 1997**  
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoléillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; + : neige.

<b>FRANCE métropole</b>	<b>NANCY</b>	7/11 P
<b>ALPES</b>	<b>NANTES</b>	10/14 P
<b>BIARRITZ</b>	<b>NICE</b>	8/16 N
<b>BORDEAUX</b>	<b>PARIS</b>	9/14 P
<b>BRETAGNE</b>	<b>POitiers</b>	8/13 P
<b>BREST</b>	<b>RENNES</b>	10/13 N
<b>CAEN</b>	<b>STRASBOURG</b>	7/14 P
<b>CHERBOURG</b>	<b>TOULOUSE</b>	6/12 P
<b>CLERMONT-F.</b>	<b>TOURS</b>	8/12 P
<b>QUON</b>	<b>LYON</b>	8/13 P
<b>GRENOBLE</b>	<b>MARSEILLE</b>	9/15 N
<b>LILO</b>		
<b>UMOGES</b>		
<b>LYON</b>		
<b>MARSEILLE</b>		

<b>FRANCE outre-mer</b>	<b>LA REUNION</b>	25/29 P
<b>LA REUNION</b>	<b>LA REUNION</b>	25/29 P
<b>LA REUNION</b>	<b>LA REUNION</b>	25/29 P
<b>LA REUNION</b>	<b>LA REUNION</b>	25/29 P
<b>LA REUNION</b>	<b>LA REUNION</b>	25/29 P
<b>LA REUNION</b>	<b>LA REUNION</b>	25/29 P
<b>LA REUNION</b>	<b>LA REUNION</b>	25/29 P
<b>LA REUNION</b>	<b>LA REUNION</b>	25/29 P
<b>LA REUNION</b>	<b>LA REUNION</b>	25/29 P
<b>LA REUNION</b>	<b>LA REUNION</b>	25/29 P

<b>AFRIQUE</b>	<b>ALGER</b>	14/19 N
<b>ALGER</b>	<b>ALGER</b>	14/19 N
<b>ALGER</b>	<b>ALGER</b>	14/19 N
<b>ALGER</b>	<b>ALGER</b>	14/19 N
<b>ALGER</b>	<b>ALGER</b>	14/19 N
<b>ALGER</b>	<b>ALGER</b>	14/19 N
<b>ALGER</b>	<b>ALGER</b>	14/19 N
<b>ALGER</b>	<b>ALGER</b>	14/19 N
<b>ALGER</b>	<b>ALGER</b>	14/19 N
<b>ALGER</b>	<b>ALGER</b>	14/19 N

<b>ASIE</b>	<b>BEIJING</b>	1/16 N
<b>BEIJING</b>	<b>BEIJING</b>	1/16 N
<b>BEIJING</b>	<b>BEIJING</b>	1/16 N
<b>BEIJING</b>	<b>BEIJING</b>	1/16 N
<b>BEIJING</b>	<b>BEIJING</b>	1/16 N
<b>BEIJING</b>	<b>BEIJING</b>	1/16 N
<b>BEIJING</b>	<b>BEIJING</b>	1/16 N
<b>BEIJING</b>	<b>BEIJING</b>	1/16 N
<b>BEIJING</b>	<b>BEIJING</b>	1/16 N
<b>BEIJING</b>	<b>BEIJING</b>	1/16 N

<b>EUROPE</b>	<b>AMSTERDAM</b>	7/11 N
<b>AMSTERDAM</b>	<b>AMSTERDAM</b>	7/11 N
<b>AMSTERDAM</b>	<b>AMSTERDAM</b>	7/11 N
<b>AMSTERDAM</b>	<b>AMSTERDAM</b>	7/11 N
<b>AMSTERDAM</b>	<b>AMSTERDAM</b>	7/11 N
<b>AMSTERDAM</b>	<b>AMSTERDAM</b>	7/11 N
<b>AMSTERDAM</b>	<b>AMSTERDAM</b>	7/11 N
<b>AMSTERDAM</b>	<b>AMSTERDAM</b>	7/11 N
<b>AMSTERDAM</b>	<b>AMSTERDAM</b>	7/11 N
<b>AMSTERDAM</b>	<b>AMSTERDAM</b>	7/11 N

<b>AMERIQUE</b>	<b>NEW YORK</b>	1/16 N
<b>NEW YORK</b>	<b>NEW YORK</b>	1/16 N
<b>NEW YORK</b>	<b>NEW YORK</b>	1/16 N
<b>NEW YORK</b>	<b>NEW YORK</b>	1/16 N
<b>NEW YORK</b>	<b>NEW YORK</b>	1/16 N
<b>NEW YORK</b>	<b>NEW YORK</b>	1/16 N
<b>NEW YORK</b>	<b>NEW YORK</b>	1/16 N
<b>NEW YORK</b>	<b>NEW YORK</b>	1/16 N
<b>NEW YORK</b>	<b>NEW YORK</b>	1/16 N
<b>NEW YORK</b>	<b>NEW YORK</b>	1/16 N

## JARDINAGE

### En hiver, il n'est plus temps de se soucier du sapin de Noël

TOUS CES sapins abattus jonchant les trottoirs ne nous feront pas verser une larme, d'autant que leur parfum réussit à masquer celui des gaz d'échappement, mais il est toujours un peu triste de voir que l'on cultive en grand des arbres en vue de les abattre dans leur adolescence. Et l'oo se souvient que, chaque année, des milliers de sapins de Noël sont abattus car ils ont été plantés dans des conditions défavorables. Dans de nombreux jardins, les sapins de Noël replantés vivent une retraite heureuse. Jusqu'au jour où ils sont abattus car ils ont pris trop de place. Adulte, un sapin dépasse les 20 mètres de hauteur.

Ceux qui n'ont pas encore planté leurs sapins peuvent encore se livrer à cet exercice (certes pénible dès qu'il faut en mettre des centaines en terre). Il est théoriquement trop tard mais, dans la pratique, tulipes, jonquilles, narcisses et iris bulbeux peuvent encore être mis en terre. Assez chers quand ils envahissent les rayons en octobre, ils commencent à être soldés. Profitez-en ! Cela dit, les paquets devaient être soigneusement choisis : rejetez les paquets contenant des bulbes ridés, en train de pousser et surtout ceux qui sont recouverts

d'une poussière verdâtre - tulipes notamment - qui les fera immanquablement pourrir en terre.

De la même façon, si l'oo doit acheter un bulbe d'amaryllis, il faut impérativement rejeter ceux qui sont tachés de rouge orangé. Cette maladie, inguérissable, fait peu à peu crever une plante qui, avec les années, peut former de belles touffes quand elle est installée en plein air dans le jardin - à condition de passer l'hiver sous un épais matelas de feuilles mortes de façon à échapper aux gelées.

Décembre-janvier sont des bons mois pour traiter les arbres contre les parasites et les maladies. De

nombreux produits spécialisés sont en vente dans le commerce - mieux vaut les acheter dans la grande distribution que dans une jardinerie : les prix y sont inférieurs d'environ 20 %. Ils se valent tous et devront être utilisés en respectant scrupuleusement leur mode d'emploi : mettre des gants, un masque, ne pas fumer, ne pas manger et projeter un jour calme sans vent.

#### ARBORICULTEURS STÉRILISÉS

Une étude avait démontré il y a quelques années que de nombreux arboriculteurs étaient devenus stériles faute d'avoir toujours respecté les précautions d'usage quand

on manipule des produits dangereux. Les vieux fruitiers à l'écorce épaisse et crevassée sont des nids à parasites souvent envahis par la mouche et les lichens... à la campagne, car dans les grandes villes, la pollution tue ces plantes minuscules qui sont de remarquables indicateurs de pollution - surtout le lichen, totalement absent de Paris. Vu de près, cette plante très primaire est souvent d'une beauté à couper le souffle, canari de gris, de jaune soufre splendide. Après avoir contemplé ces minuscules chefs-d'œuvre d'art contemporain, le jardinier les détruira sur les vieux fruitiers. Ils sont, en effet, des lieux où hivernent les insectes.

Les mésanges, les sittelles torches-pots - un oiseau au dos gris ardoise, à la gorge orangée, à l'œil rond et au bec fort - visitent souvent la tête en bas les troncs qui en sont envahis. Raison de plus pour éradiquer lichens et mousses sans recourir à la chimie la plus violente qui ne pourra qu'être nuisible aux oiseaux. Un bon seau d'eau chaude, une brosse en chamois et un peu d'huile de coude suffiront. On peut également profiter du début de l'année pour tailler quelques plantes grim-

pantes - bignoniées, climacites à grandes fleurs, glycines et jasmines. En maniant le sécateur avec modération pour les deux derniers. La glycine parce qu'en cette saison, il faut seulement la débarrasser des nombreux gourmands qui ont surgi le long de son tronc l'été passé, et attacher les branches pour tailler les branches après les houx. Les bignoniées adultes se taillent comme la vigne, en rabattant toutes les branches de l'année précédente à deux ou trois yeux de leur base. La climacite préfère, elle - quand il s'agit d'une variété remontante fleurissant deux fois dans l'année - être rabattue à environ 30 centimètres du sol. Les variétés fleurissant sur le bois de l'année précédente ne devront pas être taillées à cette saison, voire jamais taillées du tout vu leur dimension parfois démesurée.

Alain Lompech

## DÉPÊCHES

**MUSÉES.** Presque tous les musées nationaux, au nombre de 33, seront fermés les jeudis 25 décembre et 1<sup>er</sup> janvier 1998. Seuls seront ouverts le 25 décembre et le 1<sup>er</sup> janvier : le Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie à Paris, le Musée national de la Maison Bonaparte, à Ajaccio, et le Musée national de l'île d'Als (musée napoléonien, musée africain). Également ouvertes le 1<sup>er</sup> janvier les Galeries nationales du Grand Palais.

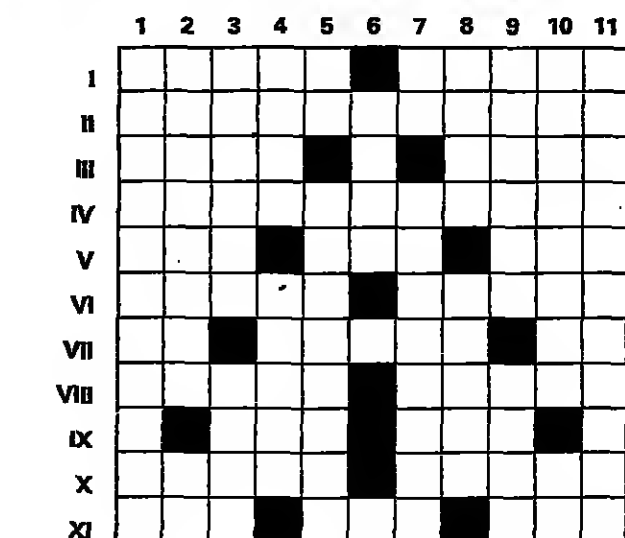
**BRETAGNE.** Le salon du tourisme et des vacances, qui a lieu du 23 au 25 janvier 1998 à Rennes, présentera 20 pays étrangers et 19 régions françaises.

**FRANCE.** Réalisé par le groupe Expo News (tél. : 01-44-29-97-40), le Guide 1998 (français-anglais) des salons, des expositions, des congrès et du tourisme d'affaires en France (450 F) propose, en 500 pages, une information complète sur ce secteur d'activité et les professionnels qui l'animent. À compléter avec l'Officiel des réunions d'affaires qui couvre plus particulièrement l'île-de-France. Disponible, gratuitement, dans les chambres de commerce, à l'Office de tourisme de Paris (127, avenue des Champs-Élysées) ou chez l'éditeur (31, rue Tronchet, 75008 Paris).

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97287

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



#### HORIZONTALEMENT

1. Pris entre copains. Repousse après abattage. - II. Des petits mots pour ne pas oublier. - III. Disparu d'Europe depuis le Moyen Âge. Viens parmi nous. - IV. Choisi pour participer. - V. Lettres de Queneau. Mesure le rayonnement. Vaut dix à la City. - VI. Un enfant parmi d'autres. Son calendrier s'arrête à Noël. - VII. Bout de queue. Ressemble à la sagesse. Démonstratif. - VIII. Fait toujours plaisir sauf quand il est funèbre. Sans aucune

acquisition. - IX. L'ancêtre du RPR. Reflette. - X. Prendra connaissance. Départ dans l'espace. - XI. Lentille fourragère. Son retour est prévu dans six mois. Tranche d'histoire.

#### VERTICALEMENT

1. Pour grignoter avant de passer à table. - 2. Grande journée de travail pour lui aujourd'hui. Fin de verre. - 3. Essaie toujours de dépasser. Chaque jour dans Le Monde. - 4. Va en toutes directions. Fit preuve d'accord. - 5. Couleur de

#### SOLUTION DU N° 97286

##### HORIZONTALEMENT

I. Champ-de-Mars. - II. Hilarité. Eu. - III. Abécédaires. - IV. Ré. Belle. - V. Brûler. Lacc. - VI. Ont. Note. Rn. - VII. Né. DDT. Ullis. - VIII. SAE. Créai. - IX. Icon. Bistrot. - X. Erosion. ADN. - XI. Ribambelles.

##### VERTICALEMENT

1. Charbonnier. - 2. Hiberner. Cri. - 3. Ale. Ut. Spob. - 4. Mac. Dansa. - 5. Prébende. Im (ml). - 6. Diderot. Bob. - 7. Etal. Ciné. - 8. Meilleurs. - 9. Réa. Létal. - 10. Réa. Ciarde. - 11. Suspensions.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 87 487.

Imprimé par le Monde 12, rue M. Gumbourg 94952 Ivry cedex

Président-directeur général : Dominique Lévy  
Vice-président : Gérard Mordant  
Directeur général : Stéphane Courbet  
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218  
75226 PARIS CEDEX 05  
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

## BRIDGE

PROBLÈME N° 1721

#### SON CHELEM FAVORI

José Le Dentu, qui nous a quittés il y a tout juste un an, avait joué cette donne avec sa partenaire Claude Brochet.

65  
A73  
A863  
A653  
8743  
10  
D1072  
R982  
N  
O  
E  
ARDV102  
9  
V954  
D4  
9  
RDV86542  
R  
V107

Ann. : S. don. N.-S. vuln.  
Sud  
Le Dentu J. Exi C. Brochet Exi  
3 ♣ 4 ♣  
4 SA1 passe 6 ♣ passe...  
Ouest entame le 7 de Pique, Est prit avec le 10 et rejoua Pique, comment José Le Dentu a-t-il joué pour gagner le PETIT CHELEM À CŒUR ?

#### Réponse

Manifestement, il manquait la douzième levée et, pour la trouver, il y avait deux possibilités :

1. - Un moyen technique : un squeeze Carreau-Trèfle à condition que Ouest soit gardé à Carreau et Trèfle (avec cinq Carreaux et R.D. de Trèfle).

2. - Un moyen psychologique : c'est-à-dire un stratagème qui obligerait les adversaires à mal se défaire.

Entre ces deux procédés, aucune hésitation : le stratagème, car il avait de bonnes chances de réussir malgré la valeur des adversaires !

Après la coupe à Pique, Le Dentu défila tous ses atouts en gardant au mort quatre Carreaux, comme si, avec le Roi de Carreau second, il attendait une défausse à Carreau de l'adversaire afin d'affranchir le quatrième Carreau (l'As de Trèfle servant de reprise).

Ouest et Est gardèrent leurs Carreaux et défassèrent leurs Trèfles :

D107 ♣ R  
A86 ♣ A  
R ♣ V107  
V95 ♣ D

Sud jona l'As de Trèfle, sur lequel Roi et Dame de Trèfle tombèrent, et le Roi de Carreau se servit alors de reprise pour utiliser Valet 10 de Trèfle affranchis.

#### UNE FINALE DE QUALITÉ

Voici une donne de la finale France-USA II de la Bermuda Bowl jouée à Hammamet (Tunisie), fin novembre, et gagnée par la France (Chemla-Perron, Mari-Lévy et Moulet-Multon). Il s'agit de la 65<sup>e</sup> donne (sur les 160).

R5  
D9  
D74  
R109643  
ADV73  
V875  
A  
AD5  
N  
O  
E  
108642  
A643  
093  
V8  
9  
R102  
RV108652  
72

Les enchères au Rama (N. don. Pers. vul.)

Ouest Nord Est Sud  
Lévy Meckstr. Mari Rodwell  
passe 3 ♣  
contre 4 ♣ contre passe  
4 ♣ passe passe  
Meckstroth, en Nord, a entamé le 4 de Carreau, comment Alain Lévy, en Ouest, a-t-il gagné QUATRE PIQUES ?

Note sur les enchères  
Le « contre » d'Alain Lévy est d'appel et, en Est, le reconteur Christian Mari, plutôt courageux, propose de jouer dans la meilleure majeure d'Ouest.

Philippe Brignon



**MUSIQUE** La plupart des chœurs d'enfants participent aux offices religieux de Noël, notamment à Notre-Dame de Paris ou à la cathédrale d'Angers. ● OUTRE-MANCHE, où la

tradition du chant choral est la plus développée d'Europe, quelques quarante *choir schools* perpétuent cet art chez de très jeunes enfants. ● A SALISBURY, dans le Sud anglais,

chanter quotidiennement les offices religieux est même la fonction première des jeunes choristes, sélectionnés sur audition, qui ont intégré la maîtrise attachée à la cathédrale

locale. « Neuf siècles de chant », précise la directrice de la *choir school* de Salisbury, où il a été mis fin, en 1991, à l'accueil exclusif des jeunes garçons. ● EN FRANCE, ce

genre de formation, où les enfants de moins de dix ans pratiquent le chant tous les jours, est devenu rarissime. Associées aux églises, elles ont été dissoutes à la Révolution,

## Voyage à Salisbury, écrin gothique des chœurs d'enfants anglais

Dans cette ville du sud de l'Angleterre, l'existence, ininterrompue depuis neuf siècles, d'une maîtrise de jeunes garçons attachée à la cathédrale fortifie l'art du chant choral britannique. En 1991, ce haut lieu de la tradition a même permis l'accueil des jeunes filles, dans un chœur séparé

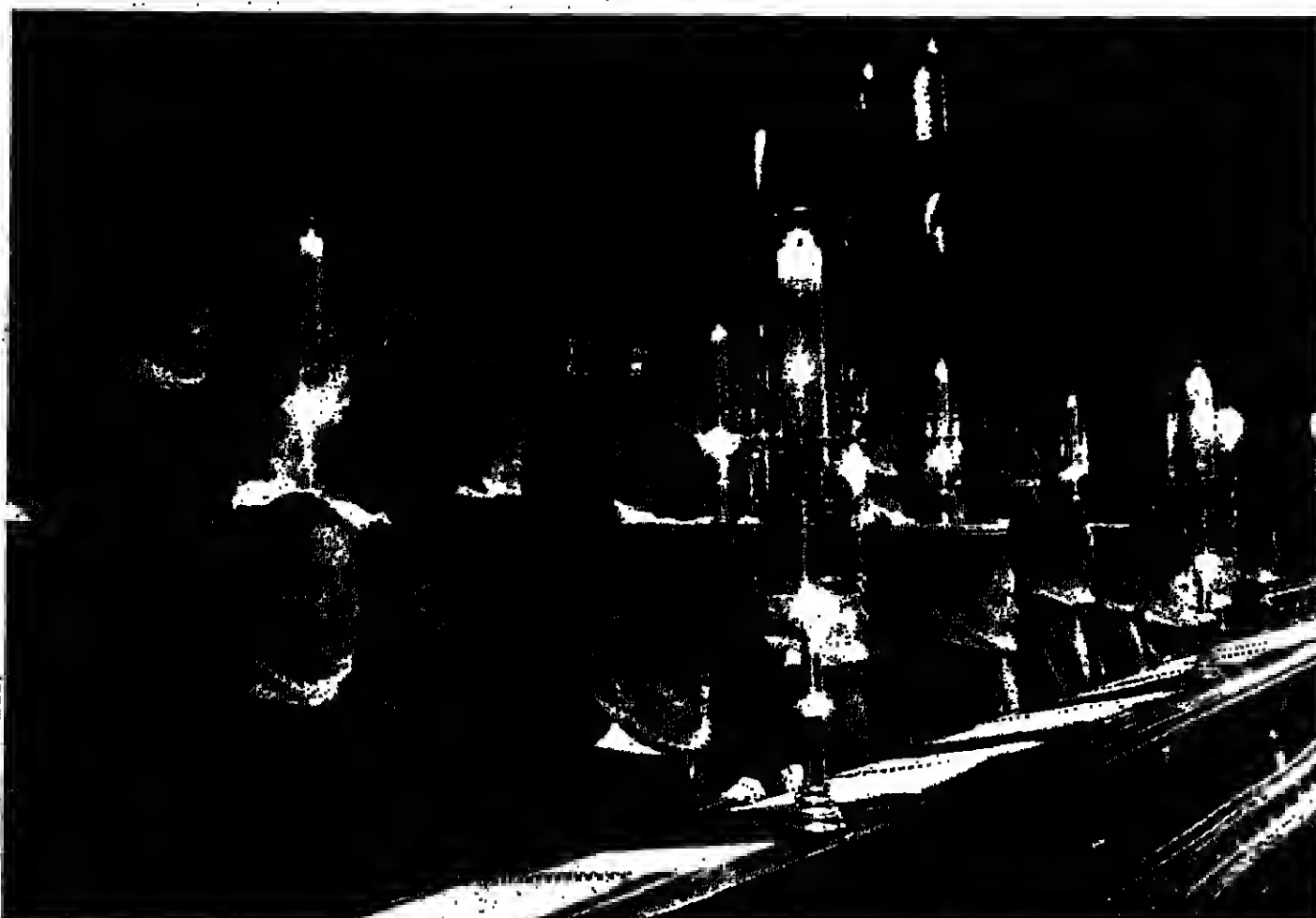
SALISBURY

de notre envoyée spéciale. Deux rangs d'enfants en uniforme, enveloppés dans leurs capes moyenâgeuses, se faufilent silencieusement à travers le cloître, traversent la cathédrale et rejoignent les pupitres pour répéter *Jésus, que ma joie demeure* ou un motet de William Byrd. Tout autour, le cadre semble celui de l'Angleterre éternelle et romantique, avec les pelouses vert d'eau, les arbres centenaires et le palais épiscopal du XIII<sup>e</sup> siècle qui abrite l'école des choristes.

Dans une brochure destinée aux parents d'élèves, des gravures du XIV<sup>e</sup> siècle et des photographies du XIX<sup>e</sup> rappellent la tradition ininterrompue d'un chœur de jeunes garçons attaché à la cathédrale de Salisbury. « Neuf siècles de chant », explique Christine Rolt, la directrice, précisant que l'établissement a été fondé en 1091 pour fournir une instruction aux jeunes choristes de l'évêché.

DE SEPT À TREIZE ANS

Neuf cents petits chanteurs de sept à treize ans appartiennent à ces quarante écoles britanniques qui abritent une maîtrise (*choir school*) et sont associées à des cathédrales, en majorité anglicanes. Si le Royaume-Uni reste le grand pays du chant choral, ces enfants en reflètent la facette la plus traditionnelle. Chanter les offices religieux, chaque jour, de septembre à juin-dimanches, Noël et Pâques inclus, reste leur fonction première. « J'ai moi-même fréquenté une *choir school*, explique Simon Lole, chef de chœur de l'école de Salisbury. A l'époque, les élèves étaient tous des choristes. Nous étions très coupés de la vie normale. » Aujourd'hui, ces écoles accueillent aussi des élèves qui ne font pas partie de la maîtrise (14 000 au total) mais sont intéressés par la musique : à Salisbury, ils peuvent s'inscrire à l'une des deux



La première génération de filles admises à la Salisbury Cathedral Choir School.

chœurs qui existent, en plus de la maîtrise, dans cette petite école de deux cents élèves.

Dernière sa façade immuable, la *choir school* de Salisbury a fêté une révolution en 1991, en ouvrant sa maîtrise aux filles. Cinq établissements ont suivi. Malgré les controverses sur la suprématie de la jeune voix masculine (lire ci-dessous), l'évolution semblait inéluctable.

L'Eglise anglicane ordonne à présent des pasteurs femmes ; l'évêque de Salisbury est secondé par quatre chanoines dont une femme. Dès lors, ses chœurs ne pouvaient plus exclure les filles. Pionnière, l'école de Salisbury n'en a pas moins opté pour la prudence en créant un chœur distinct de celui des garçons. En 1997-1998, seules les *choir schools* de Manchester et

d'Edimbourg réunissent filles et garçons en une maîtrise mixte. Comme pour les garçons, la sélection des filles se fait sur audition : à Salisbury, trente candidates se sont présentées cette année pour quatre places.

A 17 h 30 dans la cathédrale, un mardi de décembre, seuls le septet et le chœur sont éclairés. Une soixantaine de fidèles viennent célé-

brer l'office du soir. Toute la journée, des chorales enfantines des écoles publiques ou privées de la ville se sont succédées sous les voûtes pour répéter les populaires *Christmas carols*. L'heure est au silence. Dans la pénombre, les choristes semblent recueillis. Chaque soir pour l'office, filles ou garçons revêtent la même tenue : une colerette empaillée et un surplis blancs, sur une soutane verte. Ils ont déposé à la sacristie la longue cape de laine bleue portée pour traverser le jardin et le cloître qui séparent l'école de la cathédrale.

UN PIANO PAR SALLE

A la suite du prêtre, ils entrent dans le chœur de l'église, s'assoient sur les stalles où leurs partitions sont éclairées par des cierges. Les psaumes, mis en musique par Monteverdi, Bach, Mozart et Mendelssohn ou par des compositeurs contemporains tels Benjamin Britten et Hubert Parry, forment le socle du répertoire, auquel s'ajoutent, selon le calendrier religieux, des motets, des messes. Vingt voix de tout jeunes enfants résonnent magnifiquement dans l'immensité gothique, comme un fragile appel à Dieu et aux hommes.

Pensionnaires pour la plupart, les choristes vivent dans les chambres de l'ancien palais épiscopal. Posters des Spice Girls, couettes aux motifs

de Walt Disney, lits en bois blanc façon Ikea : le style évoque la colonie de vacances plutôt que le dortoir scolaire. Dans chaque chambre trônent un piano, des violons, des flûtes. Le matin à 7 heures, avant le *breakfast*, chacun doit obligatoirement pratiquer un instrument. Après les corn-flakes, les choristes chantent une heure dans une petite salle voûtée de la cathédrale. Ils suivent ensuite une journée scolaire normale. Toutes les salles de classe, aménagées dans le vieux palais épiscopal, sont dotées d'un piano, même celle de sciences. Une grande salle de musique est équipée d'une vingtaine de claviers électroniques. Même s'ils n'appartiennent pas au chœur, les élèves étudient la musique et montent une œuvre - une comédie musicale par exemple - chaque année.

« L'arrivée des filles a fourni l'occasion de repenser et d'élargir le répertoire, d'aborder des pièces de toutes les périodes, de chanter dans plusieurs langues, en latin, en français, en italien », explique Simon Lole. La pédagogie repose sur l'imitation et l'immersion : les apprentis choristes de sept et huit ans assistent à toutes les répétitions quotidiennes - fuchés sur une sorte de palette en bois qui leur permet d'atteindre la hauteur du pupitre - copiant peu à peu le son de la maîtrise.

DISQUES ET FESTIVALS

Plusieurs disques ont été enregistrés dans la cathédrale. Le CD *Cantatum Novum, Choral and Organ Works* par Poulton, Britten, Parry, Howells, Leighton, dirigé par Richard Seal (Guild Music, 1994), s'amuse des controverses sur le sexe des chanteurs. Le livret précise si l'œuvre est interprétée par le chœur des garçons ou celui des filles, mais suggère à l'auditeur de ne pas le lire et d'essayer de deviner. La plupart des œuvres du disque sont signées par des compositeurs du XIX<sup>e</sup> siècle. *A Hymn to the Virgin* a été écrit par Benjamin Britten, le grand compositeur anglais de musique vocale de ce siècle, quand il avait quatorze ans, un âge proche de celui des petits choristes de Salisbury.

Plusieurs de ces créateurs sont des musiciens attirés d'une maîtrise de *choir school*, perpétuant la tradition de compositions spécialement écrites pour des voix d'enfants. Richard Sheppard, ancien chanteur puis chef musical de la maîtrise de Salisbury, dirige aujourd'hui la *choir school* mixte de York et compose des pièces larges- ment interprétées par les chorales d'enfants. Ainsi, la tradition se renouvelle, le répertoire s'élargit, popularisé par des festivals et des disques consacrés aux voix d'enfants. A l'âge de treize ans, quand ils entrent au lycée, les deux tiers des élèves de ces *choir schools* obtiennent alors une bourse pour continuer des études musicales.

Catherine Bédarida

### Les très jeunes voix ont-elles un sexe ?

SI LA TRADITION de Grande-Bretagne, royaume du chant choral européen, a longtemps privilégié les voix de garçons, il n'en va pas de même en France où, à côté d'ensembles exclusivement masculins, existent plusieurs maîtrises mixtes de haut niveau - celles de Radio-France ou du Centre de musique baroque de Versailles notamment.

Des musicologues anglais ont tenté d'apporter des éléments solides aux controverses qui agitent les chefs de chœur depuis l'ouverture de quelques maîtrises britanniques aux petites filles. Au terme de ces recherches, il semble que la supériorité traditionnelle des voix de garçons soit plus une affaire de culture, voire de préjugés, que de réalité objective.

Le Roehampton Institute London, département d'études musicales de l'université du Surrey, a fait écouter à des spécialistes les enregistrements de petits chanteurs sans leur indiquer le sexe des enfants. « Le sexe de chanteurs non entraînés, âgés de quatre à onze ans,

est facilement identifié », constate le professeur Graham F. Welch, chercheur de cet institut. Les voix naturelles, non travaillées, des garçons et des filles sont aisément reconnaissables.

En revanche, tout s'emmêle dès lors que les mêmes chefs de chœur et professeurs de musique sont invités à écouter les enregistrements de jeunes choristes entraînés, dont les voix sont largement initiées à la pratique du chant choral.

« LE TYPE DE FORMATION REÇUE »

« Les spécialistes n'ont pas été capables d'identifier correctement le sexe des chanteurs », observe Graham F. Welch. Des sons considérés comme typiques d'un timbre purement masculin peuvent être créés par des chœurs mixtes ou entièrement féminins, et réciproquement. Le timbre vocal constitue, de toute évidence, un phénomène hautement malléable et les caractéristiques sexuelles sont nettement dépassées par le type de formation reçue. » Entraînés à

reproduire le son classique des chœurs d'église, les filles et les garçons se coulent dans ce moule, plutôt qu'ils ne le transforment.

D'autres expériences analogues ont produit les mêmes résultats, soulignant que l'enseignement donné estompe les différences physiologiques. A Edimbourg, des experts, à l'écoute de chœurs de garçons ou de filles cachés derrière un écran, se sont aussi régulièrement trompés sur le sexe des chanteurs. « Rien ne permet de prouver que l'introduction de filles dans les maîtrises de cathédrale ait des conséquences sur le son choral ni que la tradition, si appréciée, des chorales anglicanes soit amenée à changer. Il n'y a donc pas lieu de craindre que le répertoire de ces maîtrises ne se modifie, si ce n'est pour suivre l'évolution naturelle de la créativité des compositeurs », conclut l'étude de Graham F. Welch.

C. Ba

### En France, une pratique mise à mal par la Révolution

GRACE à trente voix enfantines de La Courneuve et d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), *Brundibar* revit. Cette parabole antnazie du compositeur tchèque mort à Auschwitz, Hans Krása, a été choisie par le conservatoire national de région pour son chœur d'enfants de neuf à treize ans sous la direction de François-Hugues Leclair, dans une belle mise en scène de Chantal Gallana, qui tourne actuellement en Ile-de-France.

Tous les enfants inscrits au conservatoire d'Aubervilliers-La Courneuve doivent apprendre le chant choral, conformément aux directives nationales. Il s'agit de retrouver une tradition perdue en France, où les maîtrises ont été dissoutes par la Révolution.

« Pourtant, c'est dans le chœur que la plupart des compositeurs - Purcell, Bach... - ont appris leur métier. Le chant est la base du geste musi-

cal », affirme François-Hugues Leclair, jeune chef de chœur originaire du Québec.

Avec les débutants, il commence par des chants à l'unisson, avant de progresser vers les canons et la polyphonie. « Mais un enfant a plus de mal qu'un adulte à chanter une voix différente de celle de son voisin », a-t-il remarqué. Fleuron du conservatoire, le chœur de *Brundibar* se compose d'une majorité de filles - comme presque toutes les chorales françaises - et de cinq garçons dont un, âgé de quatorze ans, va arrêter pour cause de mue. La plupart ont suivi deux années de chant choral avant d'intégrer le chœur, qui répète quatre heures par semaine.

QUELQUES MAÎTRISES ANCIENNES

Associées aux églises, les maîtrises d'enfants ont presque disparu du paysage français : la Révolu-

tion puis l'école laïque les ont écartées. Aujourd'hui, même les écoles privées catholiques (qui scolarisent près d'un Français sur cinq) proposent rarement l'exercice du chant choral à leurs élèves.

La maîtrise de Notre-Dame de Paris existe, pratiquement sans interruption, depuis le VII<sup>e</sup> siècle et compte aujourd'hui un chœur de vingt-cinq garçons. Celle de Saint-Bénigne de Dijon date du début du XIX<sup>e</sup> siècle.

Les autres ensembles agréés par le ministère de la culture sont plus récents. Deux cathédrales ont reconstitué leur chœur : la collégiale Saint-Jean de Lyon (1974), sous le nom des Petits Chanteurs de Lyon, et celle d'Angers, sous celui d'Ecole maïtrissienne des Pays de la Loire (1988).

La formation de haut niveau de Radio-France a été fondée en 1946 par Henry Barraud, pour per-

mettre à des enfants d'allier scolarité normale et pratique quotidienne de la musique. Dirigée par Denis Dupays, la maîtrise de Radio-France prend les enfants à partir de huit-neuf ans ; le cursus est de huit années pour les filles et de cinq années environ pour les garçons, à cause de la mue.

LES PAGES DU CHÂTEAU

Plusieurs chœurs sont rattachés à un conservatoire, comme celui d'Aubervilliers-La Courneuve. D'autres sont associatifs, tel le prestigieux Centre de musique baroque de Versailles. Dès quatre ans, les enfants ont accès à son « jardin musical ». Dans leur uniforme gris et marine, les garçons (majoritaires) et les filles, qui sont les pages de la chapelle royale du château de Versailles, donnent un concert chaque jeudi à 17 h 30, en période scolaire. Cette maîtrise,

dirigée par Olivier Schneebeli, chante des pièces sacrées. Comme celle de Radio-France, elle propose une scolarité aménagée aux enfants pour qu'ils puissent pratiquer la musique chaque jour.

A quelques jours de Noël, le ministère de l'éducation nationale a annoncé son objectif de développer le chant à l'école, avec, pour but ultime, l'existence d'une chorale par établissement. « Dissociée de la performance scolaire traditionnelle, la chorale constitue un facteur d'intégration tout en permettant les contacts avec les cultures d'origine, notamment dans les zones d'éducation prioritaire (ZEP) », explique le communiqué du ministère. Il n'est pas sûr que la hiérarchie de l'éducation nationale se précipite pour appliquer cette nouveauté.

C. Ba

### A écouter

● Noël. La plupart des maîtrises d'enfants participent aux offices de Noël. Celles liées aux cathédrales chantent le 24 au soir et le 25 (Notre-Dame de Paris, Saint-Bénigne de Dijon, cathédrale d'Angers...).

La maîtrise des Pays de Loire fêtera ses dix ans par un concert le 31 janvier à la cathédrale d'Angers.

● Opéras : *Brundibar*, opéra de Hans Krása, dirigé par François-Hugues Leclair, mis en scène par Chantal Gallana, avec le chœur du conservatoire d'Aubervilliers-La Courneuve : le 18 janvier à Malakoff, le 25 à Lagry-sur-Mame, le 31 à Combs-la-Ville. Tél. : 01-42-63-06-58.

Choc, opéra de Philippe Mion, mis en scène par Charlotte Nési, avec le chœur d'enfants de Créteil : Maison des arts de Créteil, du 27 au 31 janvier. Tél. : 01-45-16-19-19.



## Au-delà d'un doute raisonnable

Before and After. A travers un drame policier et familial, la mise en cause d'un système social et d'une manière de faire du cinéma

Film américain de Barbet Schroeder. Avec Meryl Streep, Liam Neeson, Edward Furlong, Julia Weldon, Alfred Molina.

Avant, il y avait une famille heureuse, lui, Ben, sculpteur, elle, Carolyn, médecin, leurs rejetons adolescents, Jacob et Judith, dans une bourgade sympathique du Massachusetts, État fort civilisé d'un grand pays, les États-Unis. Après, il y a un champ de ruines. Entre les deux, que s'est-il passé ? Il s'est passé qu'on a retrouvé dans un champ de neige le corps sans vie, et salement abîmé, de la jeune Martha. Et que les pires soupçons pèsent sur Jacob, qui a disparu. Le shérif est bon enfant, les parents du garçon sont honnêtement connus, mais c'est tout de même avec le jeune homme que la mort a été vue pour la dernière fois.

Et là, ça casse. A commencer par les nerfs de Ben qui, n'écoulant que son instinct paternel, « entrave la bonne marche de la justice », comme on dit, et détruit tout ce qui semble accuser son fils. Dès lors l'histoire se construit autour des différentes attitudes possibles pour les différents protagonistes (les membres de la famille, les habitants de la ville, l'avocat, la police, le juge, etc.), face à cette éventuelle culpabilité. Puis, la vérité une fois connue

de certains d'entre eux, en fonction de leur comportement face à celle-ci.

Les Américains ont détesté *Before and After* (lire ci-dessous). Ils ont eu raison. Il s'agit sans doute d'un des films les plus antiaméricains jamais réalisés. C'est-à-dire d'une critique sur laquelle des valeurs sur lesquelles est bâtie cette nation. Parce qu'il met en évidence en quoi l'idée américaine de la démocratie (celle qu'ils prouvent si hardiment de par le monde) touche, elle aussi, au fascisme. Exactement dans les termes définis un jour, en une lumineuse formule, par M. Le Pen : mes enfants avant mes cousins, mes cousins avant mes voisins, mes voisins avant mes compatriotes, mes compatriotes avant les étrangers.

### L'INSTINCT AVANT LA LOI

D'une situation de fait divers assez banale, Barbet Schroeder fait en effet un implacable dispositif de mise en crise de l'ensemble des liens humains, dès lors que fonctionne « naturellement » la prééminence de l'individu sur la collectivité, de l'instinct sur la loi.

Dès lors, sans « méchanceté », dans le simple déroulement logique des faits, chaque « unité » sociale se retrouve bientôt dressée contre toutes les autres : les individus – chacun seul contre tous (conflits en cascade au sein de la famille) –,



Meryl Streep et Liam Neeson, les acteurs de « Before and After », de Barbet Schroeder.

la ville contre la famille (confrontée aux gestes d'hostilité de ce qu'ils prennent pour leur communauté), l'État contre la ville lorsque ses habitants manifestent pour une incarcération-lynchage. Pour que fonctionne à plein régime cette machine infernale, le film dispose de nombreux atouts.

Les plus évidents sont les comédiens, tous remarquables, mais parmi lesquels il faut distinguer la splendide interprétation de Meryl Streep qui, après *Sur la route de Madison*, confirme combien elle devient davantage une grande actrice à mesure qu'elle est moins une star. Tout aussi digne d'éloge est le travail du chef opérateur, Luciano To-

voli (complice d'Antonioni et de Platon), construisant un environnement très localisé et en même temps pouvant servir de scène à une histoire qui est aussi une parabole – les prénoms bibliques des enfants ne sont évidemment pas choisis au hasard. Mais l'essentiel vient du point de vue de Schroeder lui-même, du lien que sa mise en scène instaure entre les personnages et le spectateur à partir de l'adaptation du roman de Rosellen Brown par Ted Tally.

Dans la meilleure tradition rennienne (c'est-à-dire anti-hollywoodienne), le cinéaste s'en tient mordicus au parti pris selon lequel tout le monde a ses raisons, et qu'elles

sont, en droit, estimables. Ainsi, loin de composer un réquisitoire ou une démonstration, il construit une interrogation, d'autant plus troublante qu'il n'est pas du tout certain que Barbet Schroeder choisisse quelque camp que ce soit. Le film ne s'apparente pas non plus à ces parodies de justice populaire que sont les sitcoms et autres dossiers de société mis en spectacle, il ne sollicite chez son public aucun verdict, seulement la réflexion. C'est sans doute ce qu'on ne lui a pas pardonné.

Il serait pourtant absurde de voir en *Before and After* le pamphlet antiaméricain d'une « taupe » européenne infiltrée dans le système, et opposant notre sagesse civique renouvelée de l'antique à l'ivresse yankee de l'individualisme spectaculaire. Il se joue pourtant une sorte de conflit entre Europe et Amérique sur l'écran de Schroeder – comme autrefois dans les films américains de Fritz Lang, auxquels on songe à plusieurs reprises durant la projection. Ce conflit, symbolisé par le jugement final, mesuré, antidramatique au possible, un véritable déni des règles scénaristiques du cinéma américain, ne se trouve pas dans l'histoire. Il se trouve tout entier dans la mise en scène, dans le fonctionnement d'un film qui préfère poser des questions plutôt que d'apporter des réponses.

Jean-Michel Frodon

### Le film que les Américains ont adoré détester

Les Américains ont détesté *Before and After*, avant et après. Les studios ont tout fait pour en empêcher la réalisation. Schroeder est allé jusqu'à une grève de la faim pour obtenir de pouvoir le tourner. Il a dû surtout aligner les succès (*Le Mystère von Bülow*, *Je partagerai l'apartenance*, *Kiss of Death*) pour arracher la permission de réaliser un film pour lequel Meryl Streep et Liam Neeson étaient partants depuis des années. Une fois fini, l'échec commercial a été tel aux États-Unis que le studio qui en détenait les droits, Disney, a décidé de ne pas le sortir en salles dans le reste du monde. Au terme d'un bras de fer absurde, Barbet Schroeder a imposé qu'il soit au moins montré au public français, grâce à Losange, la société qu'il avait créée. Il y a trente-cinq ans aux côtés d'Eric Rohmer. Encore celle-ci n'a-t-elle eu accès qu'aux droits salles (quand on sait que c'est souvent les télévisions et la vidéo qui amortissent les coûts de sortie), et pour un an seulement. Il est vrai que, chez Disney, un film critique sur l'institution familiale ne manquait pas d'un parfum de provocation.

### Les meilleures entrées en France

FILMS	Nombre de semaines d'exploitation	ENTRÉES	Nombre de copies	% d'augmentation par rapport à la semaine précédente	TOP 10 des salles
1 Demain ne meurt jamais	1	871 514	593		871 514
2 Hercule	4	494 636	700	-2 %	2 478 508
3 Le Bossu	3	225 713	455	-21 %	1 038 381
4 Sept ans au Tibet	4	188 155	454	-32 %	1 586 413
5 Le Cousin	2	116 464	403	-37 %	338 833
6 Marius et Jeannette	5	100 000 (estimation)	264	-17 %	994 659
7 Spawn	2	88 836	216	-44 %	270 802
8 On connaît la chanson	6	78 129	265	-16 %	1 394 366
9 Le Collectionneur	3	77 437	151	-36 %	430 101
10 The Full Monty	9	70 685	204	-1 %	2 037 596

\* période du mercredi 17/12 au dimanche 21/12 inclus

### PLAFF !! SORTILÈGE À CUBA

Concha découvre chaque jour des oeufs dans sa maison. Leur présence de plus en plus massive tourne vite à l'obsession, alors qu'elle n'arrive pas à retrouver le coupable. Elle finit par se croire victime d'un sortilège. Signé par le coréalisateur de *Froise* et *Chocolat* (l'un des rares films cubains distribués en France), d'après un scénario de Daniel Charvát (auteur de nombreux polars publiés en France, chez Rivages). *Plaff !!* évoque la comédie italienne des années 70 – on pense à *Qui a tué le chat ?* de Comencini. Il repose sur une galerie de personnages pittoresques sinon caricaturaux, et une intrigue frôlant l'absurde, où la présence d'un œuf écrasé semble mettre en péril les fondations d'une maison. Mais ce ressort de comédie se révèle bien tenu pour un film d'une heure et demie. Quant à la métaphore du film (le désordre de sa maison reflète son chaos mental), elle reste très lisible et perd du coup une partie de son intérêt. Samuel Blumenfeld

Film cubain de Juan Carlos Tabío. Avec Daisy Granados, Thais Valdes, Luis Alberto Garcia. (1 h 50.)

### BEFORE AND AFTER

Lire ci-dessus

## LES NOUVEAUX FILMS

### LE COMÉDIEN

Le regrette André Bazin disait que tous les films naissent libres et égaux, mais celui-ci partait pourtant avec de solides handicaps. N'est-il pas le troisième et sans doute prématurément dernier épisode (après l'impardonnable *Désiré* et l'oubliable *Quadrille*) d'une série mi-clin mi-télé de remakes de Sacha Guitry ? De plus, *Le Comédien* de 1947 est l'un des opus essentiels de celui-ci, foudroyante mise en jeu de son rapport au théâtre et des relations qu'il établissait entre scène et écran, en même temps que son intérêt et émuant règlement de comptes avec son propre père. Bref, tout criait : « Pas touche ! »

Passant outre, Chalange et Serrault ont trouvé la moins mauvaise posture possible : faire comme si de rien n'était. *Le Comédien* était aussi un bon scénario doté de dialogues brillantissimes. En faisant comme si son auteur n'était pas le réalisateur, l'interprète et le fils du héros de ce scénario, on arrive à un bon résultat. Michel Serrault, qui fut acteur sous la direction de Guitry (*Assassins et voleurs*, 1956), brasse son génie propre sur un autre cap, il cingle avec ardeur, suivi par le reste de la troupe, et honorablement assisté par son réalisateur. Il faut, pour goûter les plaisirs limités mais réels que propose le film, faire comme lui : oublier Guitry, le temps d'une projection. J.-M. F.

Film français de Christian de Chalonge. Avec Michel Serrault, Charles Aznavour, Daniel Prévost, Nathalie Serrault, Maria de Medeiros. (1 h 37.)

### FRANCORUSSE

Voici l'histoire, narrée en voix off à la première personne, d'un jeune lui ukrainien qui, las des pogroms de son pays natal, s'installe à Paris. Guignard et pleureur, il se lance à la recherche de l'âme sœur, et tombe évidemment raide amoureux de la première serial killeuse venue. Elle se met en ménage avec lui, passant son temps à tenter de l'occire tandis qu'il occupe le sien à déjouer ses plans. Visiblement financé avec trois francs six sous, indifférent à quelques règles d'alcaïm du cinéma, ce bizarre premier long métrage cultive non sans verve le goût de la vignette et du découps, avec en ligne de mire Woody Allen pour l'autodénigrement et Pedro Almodovar pour le kitsch. Le résultat n'est à la hauteur ni de l'un, ni de l'autre, il n'en demeure pas moins relativement cuituré et réjouissant. Jacques Mandelbaum

Film français d'Alexis Miossarov. Avec Marc Citti, Mithilde Seigner, Pierre Lacom, Pierre-Henry Salfati. (1 h 15.)

### LA DERNIÈRE CAVALE

Un quatuor de truands dérobe une forte quantité de drogue à un trafiquant. Le « coup » tourne au bain de sang. Les malfrats s'enfuient en prenant un couple en otage. Traqués par la police comme par la Mafia, ils terminent leur cavale dans une ferme du Nouveau-Mexique, théâtre d'un affrontement final extrêmement violent. Pour sa première réalisation, l'acteur Kiefer Sutherland s'est emparé d'un récit très classique en y injectant quelques rebondissements inattendus. On pourrait pardonner au film les maladresses de la réalisation (de nombreux plans ne raccordent pas entre eux), il est plus difficile d'avaler l'accumulation de styles hétérogènes empruntés au film noir romantique, à la parodie grotesque (les numéros d'acteurs de Rod Steiger et de Martin Sheen) ou au cinéma indépendant à effets. Ainsi cette cavale tourne court faute d'avoir choisi une direction. Jean-François Rauger

Film américain de Kiefer Sutherland. Avec Vincent Golo, Mykelti Williamson, Kiefer Sutherland, Martin Sheen. (1 h 41.)

### SPICE GIRLS, LE FILM

L'enjeu d'un produit aussi calibré semble acquis d'avance : un superclip pour conforter la gloire commerciale d'un groupe conçu comme un produit de synthèse. C'est à cette aune pourtant peu exigeante que *Spice Girls*, le film, parvient tout de même à décevoir. On n'y trouve ni les délices visuels caractéristiques de ce type de bandes promo ni l'ambiance sonore qui aurait dû constituer la valeur ajoutée du passage au grand écran. On n'y trouve pas non plus le moindre grain d'énergie, pourtant unique fonds de commerce des demoiselles épiques. L'idée, si on ose dire, était de marcher sur les traces des comédies non-sensuelles auxquelles se prêtèrent naguère les Beatles en compagnie de Richard Lester. Mais Bob Spiers ne marche sur aucune trace, il rampe et puis il s'enlise : l'indigence des péripéties « loufoques » comme la neurasthénie de la réalisation achève de noyer l'affaire dans quelque chose de moins ragoultant encore que l'eau de rose attendue. On pourrait en sourire entre gens cultivés, s'il n'émanait de ce produit un tel mépris pour les adolescents qui iront y dépenser leur argent de poche. J.-M. F.

Film britannique de Bob Spiers. Avec Emma Bunton, Geri Halliwell, Victoria Adams, Melonie Brown, Melonie Chisholm, Richard E. Grant. (1 h 35.)

## Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à 450F d'économie soit 10 semaines de lecture GRATUITE

PROFITEZ DES ANCIENS TARIFS D'ABONNEMENT AVANT LEUR AUGMENTATION !

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

☐ 3 MOIS - 536F ☐ 6 MOIS - 1038F ☐ 1 AN - 1890F

au lieu de 585F au lieu de 1170F au lieu de 2340F

Prix de vente au numéro (Tari en France métropolitaine uniquement)

Je joins mon règlement soit : ☐ 701 MQ 007

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N° \_\_\_\_\_

Date de validité \_\_\_\_\_ Signature : \_\_\_\_\_

☐ M. ☐ Mme Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

TARIFS HORS FRANCE	
	Autres pays de l'Union européenne
1 AN	2086F
6 mois	1123F
3 mois	572F

Offre valable jusqu'au 31/12/97.

Pour tout autre renseignement contactez : le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers. Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 9h30 à 18 heures du lundi au vendredi.

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc - 93046 Chantilly Cedex



## Les autoportraits chavirés des Allemands Anna et Bernhard Blume

Le couple de photographes a pris sa propre image au piège de la société de consommation

Rarement exposées en France, les images d'Anna et Bernhard Blume sont à l'honneur à Paris: le Centre national de la photographie et la gale-

rie Françoise Paviot donnent à voir en même temps des œuvres du couple allemand. Ce sont leurs propres portraits que les deux artistes, au-

jourd'hui âgés de soixante ans, ont malmenés au milieu d'hostiles objets du quotidien. Avec, en filigrane, la perversité de l'idéal petit-bourgeois.

**ANNA ET BERNHARD BLUME.** Centre national de la photographie, hôtel de Rothschild, 11, rue Berryer, Paris-8<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> George-V. Tél.: 01-53-76-12-32. Tous les jours, sauf mardi, de 12 heures à 19 heures. 30 F. Jusqu'au 16 février.

Le parquet est stable à l'hôtel de Rothschild et pourtant le spectateur a l'impression de perdre pied, ici de s'enfoncer, là de sombrer, dans les salles sombres, bousculées par des photographes en noir et blanc de grand format. Si nous chavirons, c'est d'abord parce que l'homme et la femme qui figurent dans les images sont soumis à un traitement de choc, qui fait d'abord rire, un peu comme les têtes de ture d'un dessin animé de Tex Avery. Mais très vite, on se confronte aux photos, on y plonge. Et l'on se dit que nous pourrions être les victimes de ce chaos annoncé.

Ce sont des autoportraits. Ou plutôt ce sont Anna et Bernhard Blume, couple d'artistes allemands, seuls acteurs des images qu'ils concoctent. Mais les visages sont si grotesques et hystériques, les traits

si flous et exagérément déformés, que l'on écarte vite toute identification. Que leur arrive-t-il aux Blume? Des mésaventures qui ne sont plus de leur âge - ils ont soixante ans tous les deux - dans des mises en scène mouvementées en diable.

Elles représentent toujours un combat entre l'un des Blume et des objets blancs, lumineux, violents et violents. Certains sont identifiés - pommes de terre, assiettes, vase, chaise, canapé -, et d'autres abstraits, formes géométriques qui s'efforcent, deviennent menaçantes, s'enfoncent dans la boöche, étouffent leur proie. C'est toujours un combat inégal. Les Blume sont des punching-balls. Coincés dans les angles, ballottés dans un univers des, bannisés, en apesanteur. Ils violent, sont suspendus à un arbre, vomissent une nourriture hostile.

Pourt-il en être? Certaines séries y incitent. Notamment *Cuisine en folie* (1985), *Home Sweet Home* (1986), *Extase du vase* (1987). Il faut voir Anna, avec sa robe étriquée et ses boucles permanentes, assaillie par des pommes de terre aussi imprévisibles et volantes que des sous-coupes. Ou Bernhard - yeux exorbités, mâchoire déformée par les plis de la peau - dont l'espace vital est réduit par un fauteuil, une table basse et une commode, prêt à jamber le tout pour survivre, le corps plié par le poids d'un vase, un trop grand vase blanc qu'il a

toujours eo mains, mais pour combien de temps?

L'environnement est à la limite de la rupture chez les Blume. Et c'est justement quand les objets les plus quotidiens sont transfigurés, quand le combat est le plus intense, que le travail est le plus fort. La série qui occupe le mieux l'espace de l'hôtel de Rothschild est *En forêt* (1987-1991) tant le spectateur est oppressé dans un environnement faussement d'extérieur: sept immenses panneaux verticaux où on voit les Blume se débattre avec des troncs de sapins: suspendus, éjectés, enrôlés.

### EXPRESSIONNISME FORCÉ

Voilà pour la description, entre humour et souffrance. Elle est ici d'importance. Un des atouts des Blume est en effet d'offrir des œuvres spectaculaires, d'un expressionnisme forcé. On peut déguster sans se scier du discours conceptuel qui les porte. Restent les autres lectures d'une œuvre qui s'inscrit fortement dans une culture allemande. Et qui, pour cette raison, o'a eo que peu d'échos en France - une première exposition à la défunte galerie Bouquert-Lebon, en 1994, et puis rien jusqu'à celle de l'hôtel de Rothschild et de la galerie Françoise Paviot (cette dernière présentant des images plus anciennes (1971-1986) du couple).

Il y a d'abord les références au constructivisme, à la nouvelle vi-

sion des années 20, jusqu'au titre de certaines œuvres - *Constructivisme transcendant* (1992-1994) - avec des images (dé)construites, géométriques, découpées au couteau. Comme si les Blume, tout en reprenant cette esthétique de l'entre-deux-guerres, offraient leur revanche à des produits manufacturés, magnifiés comme des objets rationnels dans les années 20, devenus « méchants » et « fous » dans leurs images.

Les Blume sont aussi des pionniers de la mise en scène au moyen de la photographie, un courant qui va s'imposer dans les années 70, avec - entre autres - Hubler aux États-Unis, Boltanski en France. Mais il y a chez les Blume une volonté d'échapper au procédé documentaire, adopté par nombre de conceptuels, en s'appuyant sur l'humour, l'absurde et le grotesque.

Pour en faire quoi? Philosophes de formation, Anna et Bernhard Blume s'attaquent aux mythes ancestraux de la culture allemande - le bonheur familial, le romantisme de la forêt-Noire. Avec leurs vêtements étriqués et leurs visages anodins, ils incarnent des petits bourgeois pris au piège de la société de consommation. Comme si la stabilité retrouvée de l'Allemagne d'après-guerre était un leurre. Et le bonheur loin d'être au rendez-vous.

Michel Guerin

## Farouk Hosni, ministre de la culture égyptien et peintre abstrait

« JE SUIS UN PEINTRE-MINISTRE et non un ministre-peintre », se plaît à répéter Farouk Hosni, cinquante-cinq ans, l'homme qui préside depuis dix ans aux destinées du gigantesque ministère égyptien de la culture - quarante mille fonctionnaires aussi différents que le Prix Nobel de littérature Naguib Mahfouz, le « ghafir » (garde) analphabète et les étoiles de « Hollywood-sud-Nil ». C'est Farouk Hosni le peintre qui expose une trentaine de ses œuvres jusqu'au 17 janvier au Carrousel du Louvre.

Sa peinture relève de « l'abstrait informel », parti qui étouffe d'autant plus que l'on s'attarde toujours, dès qu'il s'agit d'un descendant des pharaons, à une peinture hiératique ou tout au plus folklorique. Cette provocation délibérée est due au caractère non conformiste de Farouk Hosni qui, à plusieurs reprises, quand il était l'assé par les intrigues de scribouillards qu'il devait sortir de leur « douce far niente » par une agitation permanente, a présenté sa démission. Démission qu'il a même annoncée au Parlement quand, il y a quelques années, des députés islamistes avaient demandé le départ du ministre pour avoir fait publier un livre sur l'art où était reproduit un ou du début du siècle fi-

gurant Adam et Eve. Des traits que l'on retrouve dans ses peintures, qui marient agressivité et romantisme.

L'œuvre du peintre-ministre a aussi été fortement marquée par ses origines alexandrines. Farouk Hosni est né à Anouchi, quartier populaire dont l'existence a toujours été liée au vieux port de pêche, et dont les habitants se considéraient comme les gardiens d'une tradition millénaire d'ouverture et d'authenticité culturelle. Cocteau ne disait-il pas que « les *Cairo* sont des gens de rue et les *Alexandrins* des gens de salon »?

### BRISER LE CARCAN DE LA RÉALITÉ

Les premières œuvres du peintre, qui a terminé ses études à l'Académie des beaux-arts d'Alexandrie en 1964, sont naturellement des paysages marins et des vues de sa ville natale. Toutefois, quand Farouk Hosni s'installe à Paris en 1970 comme attaché culturel, il commence à vouloir briser le carcan de la réalité. Les formes se diluent dans l'espace pour ressembler au vague souvenir que l'on garde d'un lieu. Après huit ans passés en France, Farouk Hosni s'installe à Rome. De 1979 à 1987, il y dirige l'Acadé-

mie égyptienne, équivalent ministériel de la Villa Médicis. Cette période italienne permet au peintre de mûrir son art, qui devient réfléchi autant que rapidement exécuté.

Mais, en 1987, Farouk Hosni est obligé de remettre ses pinceaux pour prendre le portefeuille de la culture. La tâche est immense: le Sphinx s'effrite, les mosquées historiques baignent dans les égouts, les cinémas ferment et les écrivains sont poursuivis en justice. A ces défis se rajoute l'hostilité ouverte de certains intellectuels, qui estiment qu'un « gribouilleur » n'a pas sa place à la tête des gens de lettres.

Pour ce pas sombrer dans la dépression, le ministre ressort ses pinceaux et profite de ses rares moments de répit pour courir à l'atelier qu'il a installé à une centaine de mètres du siège du ministère et peindre une dizaine de toiles par an. Son œuvre de ministre est loin d'être terminée. Il faudrait plusieurs vies pour l'accomplir et ce ne serait qu'un travail de Sisyphe. Mais Farouk Hosni ne désespère pas: « Le jour où je ne serai plus ministre, je serai toujours peintre », confie-t-il en souriant.

Alexandre Bucciantti

## Marie-Paule Belle, chanteuse piquante en quête d'auteurs

**MARIE-PAULE BELLE.** Théâtre de Dix Heures, 36, boulevard de Clichy, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Pigalle. Les 24, 26, 27, 30 et 31 décembre et 2, 3 et 4 janvier à 20 h 30. Tél.: 01-46-06-10-17. 140 F. Jusqu'au 31 janvier.

Il y a presque trois ans, Marie-Paule Belle revenait au Théâtre de Dix Heures, prête à repartir d'un bon pied dans une carrière qui n'aurait logiquement pas dû s'interrompre. Armée d'un piano, d'humour et d'une voix à l'écart particulier, elle y réussissait fort bien. Elle donnait une envie ouverte de l'écouter. Marie-Paule Belle a tenu, dans les années 70, le rôle très important, dans la carte du cœur du public, de la chanteuse à mots d'esprit, piquante et en forme, dans la tradition des revues et du cabaret. De retour sur la scène du Théâtre de Dix Heures depuis le 16 décembre, elle interprète d'ailleurs *Eloge des vieux*, chanson qu'elle avait créée Yvette Guilbert.

Elle n'est pas convaincante pour autant. Un deuxième retour, joué avec les mêmes cartes, le piano, la voix et les chansons de Françoise Mallet-Joris, était impossible. Cette lassitude du comique, affirmée d'emblée sur une affiche où tout est comme avant sauf le regard, nuit à Marie-Paule Belle,

comme le refus de la mode à Isabelle Meyeure. Cette dernière a composé des chansons fines avec Marie-Paule Belle (*Fais-moi souffrir*, qui nous vaut un joli numéro d'imitation de trompettes et de blues). Elle a fait son retour dans le même théâtre en janvier 1996, enregistré un bel album, *Juste une amertume* (chez Touchstone Records), mais ne s'en sort pas pour autant. Dans un cas comme dans l'autre, c'est dommage, mais on ne peut empêcher personne de cultiver un parfum suranné.

Désormais, chacun voit des tubes et de la nouveauté. Telles sont les règles de la distraction. Le public veut bien chausser les pantoufles du mariage, il le souhaite même, mais il désire également qu'on lui jette de la poudre aux yeux, qu'on le projette vers des étoiles inconnues. A Anagnin, il demande *70 flâneses aller*; à Marie-Paule Belle, *La Parisienne*. Mais cela ne suffit pas. Un interprète qui ne renouvelle pas son répertoire ne peut pas saisir l'air du temps; il finit par en être handicapé. Et ce c'est pas Laurent Ruquier, comique-vedette de France Inter, qui va sauver la mise.

*Chambre d'hôtel*, dont il a écrit le texte - la musique est de Marie-Paule Belle - est d'une ineptie rare, imitation mal ficelée des strophes coquines - un grain de perversité empoisonnée, un autre de popu-

lisme bienheureux - imaginées par Françoise Mallet-Joris, secondée parfois par le talent de Michel Grisoba.

Sans texte, pas de musique: telle est la dure loi de la chanson. Sans humour, sans sarcasme, pas

de Marie-Paule Belle. Pour dévoiler sa face tordue, celle de *Quand nous serons amis*, il faut lui adjoindre l'autre, celle de *La Biologie*. Faute d'avoir encore envie de joner la comédie des mœurs, Marie-Paule Belle en rajoute sur le drame. Elle eo chante moins droit. Engagée à L'Ecluse en 1970, où Barbara avait fait ses débuts, la virtuose de la prose croisée (*La Brivillière*) a pourtant toute une tradition à écosser, d'Arletty à Barbara précisément, dont elle livre un il pleut sur Nantes émouvant mais trop maniéré.

Si elle déçoit, Marie-Paule Belle ne doit pas se décourager pour autant. Passer un moment eo sa compagnie est toujours l'occasion de chanter *Mr M'chavires* ou *Les Petits Petits*, visio des distractions bebbdomadaires o combien plus convaincantes que *Les Bols populaires* de Michel Sardou. Composant des chansons à peu près identiques à celles de l'année précédente, Sardou o'oublie pour autant jamais de commenter l'actualité, d'évoquer, et malheureusement jusqu'au ragoage, Bernard Tapie ou le bac G; les refrains de Marie-Paule Belle s'arrêtent au carnet rose du *Nouvel Observateur* des années 80. C'est une recette, mais il faudrait l'appliquer plus nerveusement.

Véronique Mortaigne

## SORTIR

### PARIS

**La Belle Hélène**  
Offenbach est une vieille connaissance du metteur en scène Olivier Desbordes et de la troupe itinérante Opéra-Éclaté. On ne saurait trop recommander aux amateurs d'aller au Théâtre Silvia-Monfort se régaler des gâliades gréco-Napoléon III d'Offenbach et de ses bretteuses. Fabienne Mazoni, Anne Barbier, Myriam Boucric (Hélène), Pierre Catala, Fernand Fédrion, Stuart Patterson (Paris), Eric Perez (Calchas), Eric Vignau, Christophe Crapez (Ménélas), Christophe Düringer, Jean-Claude Sarraogosse (Agamemnon), cœeur et orchestre Opéra-Éclaté, Dominique Trottein, Joël Subublette (direction), Olivier Desbordes (mise en scène). Théâtre Silvia-Monfort, 106, rue Brancion, Paris 15<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Porte-de-Varnes. Les 24, 26, 29, 30 et 31 décembre et les 1<sup>er</sup> et 2 janvier à 20 h 30.

les 25 et 28 décembre et 4 janvier à 17 heures; les 27 décembre et 3 janvier à 16 heures et 20 h 30. Tél.: 01-45-31-10-96. 180 F.  
**Noël mandingue**  
Dans le cadre d'Africoroll, voici le plus beau des Noëls pour ceux qui auraient décidé de ne pas le fêter eo famille. Depuis 1989, les Maliens ont la vedette. Le couple aveugle du Mali fait du blues, Moriba Koita transmet la tradition des griots, les balafonistes de Neba Solo font tourner les rythmes à la vitesse de la jeunesse malienne. Pour les mélanges, Sorry Bamba chante avec la maîtrise d'Argenteuil, le contrebassiste de jazz Jean-Jacques Avenel rencontre les joueurs de kora Yakhouba Sissoko et Komba Sussoko. Fermeture prévue vers 6 heures du matin. Saint-Denis (93). Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules-Guesde. M<sup>o</sup> Saint-Denis-Bastille. Le 24 à 20 h 30. Tél.: 01-48-13-70-00. 110 F.

## GUIDE

### FILMS NOUVEAUX

**Before and After** de Barbet Schroeder (Etats-Unis, 1 h 40), avec Meryl Streep, Liam Neeson, Edward Furlong, Alfred Molina, Julia Weldon, Daniel von Bargen. Le Comédien de Christian de Chalonge (France, 1 h 37), avec Michel Serrault, Charles Aznavour, Daniel Prévost, Nathalie Serrault, Maria de Medeiros. La Dernière Cavale de Kiefer Sutherland (Etats-Unis, 1 h 41), avec Vincent Gallo, Mykelti Williamson, Kiefer Sutherland, Kevin Pollack, Kim Dickens, Grace Phillips. Franconesse d'Alexis Miansarow (France, 1 h 15), avec Marc Citti, Mathilde Seigner, Pierre Lacan, Antoine Chappey, Pierre-Philippe Chénier, Bruno Todeschini. Plaff 11 Sorties à Cuba? de Juan Carlos Tabio (Cuba, 1 h 50), avec Daisy Granados, Thais Valdes, Luis Alberto Garcia, Raul Pomares. Spies Girls, le film de Bob Spiller (Grande-Bretagne, 1 h 35), Emma Bunton, Geri Halliwell, Victoria Adams, Melanie Brown, Melanie Chisholm, Richard E. Grant.

### TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONOUE ou tél.: 08-36-68-03-78 (2,23 min).

### REPRISES

**La Croisée des destins** de George Cukor, avec Ava Gardner, Stewart Granger, Bill Travers. Américain, 1955, couleur (1 h 50). VO: Reflet Médias, salle Louis-Jouvet, 5<sup>e</sup> (01-43-54-42-34).  
**Docteur Folamour** de Stanley Kubrick, avec Peter Sellers, George C. Scott, Sterling Hayden. Britannique, 1963, noir et blanc (1 h 37). VO: Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5<sup>e</sup> (01-43-54-51-60).  
**L'extravagant Mr Deeds** de Frank Capra, avec Gary Cooper, Jean Arthur, George Baneroff. Américain, 1936, noir et blanc (1 h 55). VO: Action Christine, 6<sup>e</sup> (01-43-29-11-30).

**Le Grand Sommeil** de Howard Hawks, avec Humphrey Bogart, Lauren Bacall. Américain, 1946, noir et blanc (1 h 54). VO: Action Ecoles, 5<sup>e</sup> (01-43-25-72-07).  
**Helzapoppin** de H. C. Potter, avec Ole Olsen, Chic Johnson. Américain, 1941, noir et blanc (1 h 24). VO: Reflet Médias, salle Louis-Jouvet, 5<sup>e</sup> (01-43-54-42-34); Studio 28, 18<sup>e</sup> (01-46-06-10-17).  
**Le Limier** de Joseph L. Mankiewicz, avec Laurence Olivier, Michael Caine. Américain, 1972, couleur (2 h 18). VO: Reflet Médias, 5<sup>e</sup> (01-43-54-42-34).  
**Le Magicien d'Oz** de Victor Fleming, avec Judy Garland, Jack Haley. Américain, 1939, couleur (1 h 41). VO: Action Ecoles, 5<sup>e</sup> (01-43-25-72-07).  
**Mon épouse favorite** de Garson Kanin, avec Cary Grant, Irene Dunne, Randolph Scott, Gail Patrick. Américain, 1940, noir et blanc (1 h 28). VO: Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5<sup>e</sup> (01-43-54-51-60).  
**Providence** d'Alain Resnais, avec John Gielgud, Oirk Bogarde, Ellen Aurstyn, David Warner, Elaine Stritch. Français, 1976, couleur (1 h 50). VO: L'Arlequin, 6<sup>e</sup> (01-45-44-28-80).

**Un Américain à Paris** de Vincente Minnelli, avec Gene Kelly, Leslie Caron, Georges Guétary, Nina Foch, Oscar Levant. Américain, 1951, couleur, copie neuve (1 h 53). VO: UGC Ciné-Cité Les Halles, Dolby, 1<sup>er</sup>; Grand Action, 9<sup>e</sup> (01-43-28-44-40); Mac-Mahon, 17<sup>e</sup> (01-43-29-79-89).  
**La via est belle** de Frank Capra, avec James Stewart, Donna Reed, Thomas Mitchell, Lionel Barrymore, Ward Bond. Américain, 1946, noir et blanc, copie neuve (2 h 19). VO: Action Ecoles, 5<sup>e</sup> (01-43-25-72-07); Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5<sup>e</sup> (01-43-54-15-04).

### ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre: les places du jour vendues à moitié prix (+16 F de

commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

**Le Toucher de la hanche** de Jacques Gamblin, mise en scène de Jean-Michel Isabél, avec Jacques Gamblin. Gaîté-Montparnasse, 26, rue de la Gaîté, Paris 14<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Edgar-Quinot. Le 24 à 20 h 30. Tél.: 01-45-22-16-18. De 90 F à 160 F.

**Anne Barquet**  
Théâtre du Renard, 12, rue du Renard, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Hôtel-de-Ville. Le 24 à 20 h 30. Tél.: 01-47-40-57-59. 120 F.

**Les Nomades vagabonds**  
Paris de La Villette, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Porte-de-La-Villette. Le 24 à 20 h 30. Tél.: 08-03-07-50-75. 140 F.

**Charles Aznavour**  
Palais des congrès, porte Maillot, Paris 17<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Porte-Maillot. Le 24 à 20 h 30. Tél.: 01-40-68-00-05. De 270 F à 530 F.

**Ariane Dubaillet**  
Théâtre Molière-Maison de la poésie, 161, rue Saint-Martin, Paris 3<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Châtelet. Le 24 à 21 h 30. Tél.: 01-44-54-53-06. De 60 F à 80 F.

**Les Yeux noirs**  
L'Européen, 3, rue Siot, Paris 17<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Place-de-Clichy. Le 24 à 20 h 30. Tél.: 01-43-87-97-13. De 100 F à 140 F.

### ANNULATION

En raison d'un mouvement de grève touchant certaines catégories de personnel de la Comédie-Française, la représentation des *Fourberies de Scapin* du mercredi 24 décembre à 20 h 30 est annulée. Le public ayant réservé des places à cette date est invité à contacter le service de location au 01-44-59-15-15, de 11 heures à 18 heures.

### RÉSERVATIONS

**La Fania All Stars**  
Avec Celia Cruz, Johnny Pacheco, Willie Colon, Poulito, Feliciano, Roberto Roena, Larry Harlow, Bobby Valentín, Andy Montañez. Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 13<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Porte-de-Pantin. Le 16 janvier à 21 heures. Tél.: 01-42-08-60-00. 220 F.

**Véronique Sanson**  
Palais des sports, porte de Versailles, Paris 15<sup>e</sup>. Du 9 au 25 janvier à 20 h 30. Tél.: 01-46-28-40-10. Location Fnac et Virgin. 220 F.

**Aragon/Philippe Caubère**  
Oeuvres éponomes: Le Communiste (poèmes de 1929 à 1954); Le Fou (poèmes de 1954 à 1973).

**Les Gémmeux**, 48, avenue Georges-Clemenceau, 92 Sceaux. Les 8 (Le Communiste) et 9 janvier (Le Fou) à 20 h 45; le 10 janvier (intégrale) à 19 h 30, la représentation étant suivie d'un grand bal populaire. Tél.: 01-46-51-36-67. 140 F et 110 F. Intégrale: 155 F et 185 F.

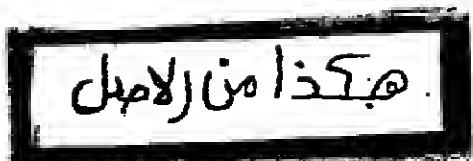
**Dans la jungle des villes** de Bertolt Brecht, mise en scène de Stéphane Braunschweig. Théâtre national de la Colline, 15, rue Maitre-Brun, Paris 20<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Gambetta. Du 8 janvier au 22 février. Tél.: 01-44-52-52-52. De 110 F à 160 F.

**DERNIERS JOURS**  
28 décembre:  
Les Précieuses ridicules de Molière, mise en scène de Jérôme Deschamps et Macha Makieff, avec en alternance Jean-Marc Bilioux, Olivier Broche, Lorraine Grivotte, Jérôme Deschamps, Philippe Duquesne, Camille Grandville, Robert Horn, Bruno Lochet, Yolande Moreau, François Morel, Olivier Saladin et François Tournaire.

**Théâtre national de l'Odéon**, 1, place Paul-Claudel, Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Odéon ou Luxembourg. Du mardi au samedi, à 20 heures; le dimanche, à 15 heures et 20 heures. Tél.: 01-44-41-36-36. De 30 F à 170 F.

**31 décembre:**  
Philippe Soupault  
Bibliothèque nationale de France, galerie Calvart, 2, rue Vivienne. Les 30 et 31 décembre, à 15 heures et 20 heures. De 12 heures à 18 heures. Fermé dimanche et fêtes. Tél.: 01-47-03-81-10. Entrée libre.





## FILMS DE LA SOIRÉE

- 20.30 **Grellins** ■  
De Joe Dante (Etats-Unis, 1994, 105 min).  
Ciné Cinéma
- 21.50 **Le Cirque** ■ ■ ■  
De Charles Chaplin (Etats-Unis, 1928, N., muet, 75 min).  
Arte
- 21.55 **Close to My Heart** ■  
De William Keighley (Etats-Unis, 1931, N., v.o., 95 min).  
Ciné Cinéma
- 22.15 **Le Maître de musique** ■ ■  
De Gérard Corbiau (Belgique, 1987, 100 min).  
Ciné Cinéma
- 22.30 **L'Arbre de Noël** ■  
De Terence Young (France - Italie, 1969, 95 min).  
Disney Channel

## GUIDE TELEVISION

## MAGAZINES

- 17.50 **L'Invité de Cajon. Spécial Noël**.  
Invités : Jean Giraud, Loïc Peyron, Valérie Barlois, Le groupe Rays Magoo. (Canal +)
- 18.00 **Stars en stock**. Steve McQueen, Sean Connery. Paris Première
- 18.30 et 19.10 **Nulla part ailleurs**. Avec Amanda Lear, Fred Leonard. Canal +
- 19.00 **De l'actualité à l'Histoire**. Retrospective 1997. Histoire
- 20.00 **20 h Paris Première**. Avec Liane Faly. Paris Première
- 20.30 **Cap'tain Café**. France Supervision
- 20.50 **Des racines et des allées**. L'enfant au cœur d'or. Noël à Assise. France 3
- 21.00 **Paris modes**. Les sprints de Noël. Paris Première
- 23.00 **Le Magazine de l'Histoire**. Invités : Olivier Letz, Emmanuel Le Roy-Ladurie, Stéphane Audouin-Rouzeau. Histoire

## DOCUMENTAIRES

- 18.30 **Le Moine et le Singe**. La Cinquième
- 19.25 **Les Palestiniens**. Planète
- 20.00 **Le Seigneur des anneaux**. Arte
- 20.00 **Le Grand Jeu, URSS/USA**. 1917-1991. (6e). Histoire
- 20.10 **Huang Shan, la forteresse des brumes**. Planète
- 20.35 **Le Chagrin et la Pitié** (1/2). Planète
- 21.00 **Envoyé spécial**. Les années 90. Portrait de Berlin, future capitale réunifiée ? Histoire
- 22.00 **L'Histoire oubliée** (3/6). Les haris : l'abandon. Histoire
- 22.40 **Rythmes du monde**. Planète

## FILMS DU JOUR

- 13.00 **Jésus de Montréal** ■ ■ ■  
De Denis Arcand (Canada, 1989, 115 min).  
Ciné Cinéma
- 13.30 **Noël chez les Muppets** ■ ■ ■  
De Brian Henson (Grande-Bretagne, 1993, 90 min).  
Disney Channel
- 13.40 **Le Choc des Titans** ■ ■ ■  
De Desmond Davis (Grande-Bretagne, 1993, 90 min).  
France 3
- 13.45 **Madeleine** ■ ■ ■  
De David Lean (Grande-Bretagne, 1950, N., v.o., 115 min).  
Ciné Cinéma
- 13.50 **El Dorado** ■ ■ ■  
De Howard Hawks (Etats-Unis, 1996, 125 min).  
France 2
- 14.55 **Le Cercle des intimes** ■ ■ ■  
D'André Konchalovsky (Etats-Unis, 1991, 140 min).  
Ciné Cinéma
- 15.00 **La Vie privée du tribunal** ■ ■ ■  
De John Seale (Etats-Unis, 1992, N., v.o., 120 min).  
Histoire
- 15.05 **L'Alibi** ■ ■ ■  
De Pierre Chenal (France, 1937, N., 85 min).  
Festival
- 15.40 **Quadrille** ■ ■ ■  
De Sacha Guitry (France, 1937, N., 95 min).  
Ciné Cinéma
- 16.00 **L'Extravagant Docteur Dolittle** ■ ■ ■  
De Richard Fleischer (Etats-Unis, 1967, 140 min).  
La Cinquième
- 16.35 **Hercule et la reine de Lydie** ■ ■ ■  
De R. Franciosi (It., 1959, 100 min).  
A6
- 17.00 **20 000 lieues sous les mers** ■ ■ ■  
De Richard Fleischer (Etats-Unis, 1954, 155 min).  
Disney Channel
- 17.15 **L'États une aventure** ■ ■ ■  
De Raymond Berndt (France, 1938, N., 100 min).  
Ciné Cinéma
- 17.15 **Rendez-vous avec le destin** ■ ■ ■  
De Glenn Gordon Caron (Etats-Unis, 1994, 105 min).  
Ciné Cinéma
- 17.25 **Grellins** ■ ■ ■  
De Joe Dante (Etats-Unis, 1994, 110 min).  
France 2

## GUIDE TELEVISION

## MAGAZINES

- 17.00 **De l'actualité à l'Histoire**. Retrospective 1997. Histoire
- 18.00 **Stars en stock**. Jack Lemmon, Barbara Stanwyck. Paris Première
- 20.00 **20 h Paris Première**. Jean Baez. Paris Première
- 20.05 **Temps présent**. Reine d'une année. Mélanie Winiger, Miro Suisse 1996-97. La cuisine des guides. TSR
- 22.15 **Paroles d'enfants**. TMC
- 23.00 **Les Dossiers de l'Histoire**. La vie en bleu, du front populaire à nos jours. Du front populaire à nos jours. Histoire

## DOCUMENTAIRES

- 18.30 **Les Antilopes sacrées du Thar, Inde**. La Cinquième
- 18.45 **La Rivière inoubliable**. Valson-le-Romarin, cinq ans après. Planète
- 19.50 **Les Palestiniens**. Planète
- 20.00 **Les Santons**. Histoire provençale. Arte
- 20.35 **Huang Shan, la forteresse des brumes**. Planète

## SIGNIFICATION DES SYMBOLES

- Signalé dans « Le Monde »  
■ Télévision-Radio-Multimédia  
■ Ou peut voir  
■ Ne pas manquer  
■ Chef-d'œuvre ou classiques  
Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et - accompagnés du code ShowView - ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.  
■ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

## LES CODES DU CSA

- O Accord parental souhaitable  
A Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans  
P Public adulte  
ou interdit aux moins de 16 ans  
ou interdit aux moins de 18 ans

## MAGAZINES

- 20.40 **Soirée thématique**. La nuit des fées. Arte
- 21.00 **Le Chagrin et la Pitié** (1/2). Planète
- 23.05 **Rythmes du monde**. Planète
- 23.35 **Les Altes de France**. La Concorde. Planète
- 0.00 **Corpus Christi**. (45). Pique. Histoire
- 0.10 **Jean Marais**. Coccia mon maître. Festival
- 0.20 **Nuits espagnoles**. Werther. La Ruta alternativa. Arte

## DANSE

- 20.30 **Giselle**. France Supervision
- 0.45 **Notre-Dame de Paris**. France 2

## MUSIQUE

- 17.00 **Carols for Christmas**. Muzik
- 20.20 **Spécial Noël**. Avec José Carreras. Muzik
- 22.45 **Bach Christmas Concert** par Philippe Herreweghe. Muzik
- 23.25 **Concert de la Nativité au Vatican**. Muzik

## SÉRIES

- 20.45 **Moscow**. Persécution. Série Club
- 22.05 **Les Enchaînements**. L'innocent. Disney Channel
- 23.00 **Code Quantum**. Memphis Melody. Série Club
- 23.00 **Nos meilleurs années**. Des hauts et des bas. TMC
- 23.00 **Mister Bean**. TSR
- 23.50 **Jason King**. Des signes mystérieux. Série Club

## THEATRE

- 21.25 **Théâtre de marionnettes**. La Nativité. RTBF 1

## TELEFILMS

- 18.00 **La Petite Fille aux allumettes**. De Michael Lindsay-Hogg. Série Club
- 18.30 **Un grand-père pour Noël**. De Peter McCubbin. RTBF 1
- 20.30 **Le Fils du cordonnier**. D'Hervé Baslé (3/3). Festival
- 20.45 **Le Comte de Monte-Cristo**. De David Greene. Série Club
- 20.50 **Papy Joe**. De Jeffrey Melman. M6
- 20.55 **Princesse Daisy**. De Warris Hussien (1 et 2/2). TMC
- 22.20 **Mes coquins**. De Jean-Daniel Verhaeghe. Festival
- 22.20 **L'Homme au masque de fer**. De Mike Newell. Série Club
- 22.25 **La Petite Fille aux allumettes**. De Michael Lindsay-Hogg. M6

## SÉRIES

- 18.20 **Voyage. Conte de Noël**. Série Club
- 20.30 **Derrick**. La vérité. Le secret de la confession. RTBF 1
- 20.30 **Star Trek**. La nouvelle génération. Le prix. Canal Jimmy
- 22.50 **Father Ted**. Christmas Special (v.o.). Canal Jimmy
- 22.55 **L'Homme qui tombe à pic**. Le Père Noël s'est échappé. TF 1
- 0.00 **Jason King**. Série Club
- 0.10 **Bottom**. Dough (v.o.). Canal Jimmy
- 0.45 **New York Police Blues**. De Ripow (v.o.). Canal Jimmy

## SÉRIES

- 21.00 **La Guerre du feu** ■ ■ ■  
De Jean-Jacques Annaud (France - Canada, 1981, 120 min).  
Histoire
- 21.00 **Neuf heures, sept cents I** ■ ■ ■  
De Georges Friedland (France, 1947, N., 90 min).  
Paris Première
- 21.00 **Rue Barbare** ■ ■ ■  
De Gilles Béhat (France, 1983, 105 min).  
Canal Jimmy
- 21.45 **Retour à Howards End** ■ ■ ■  
De James Ivory (Grande-Bretagne, 1992, 100 min).  
Ciné Cinéma
- 22.00 **Bandits, bandits** ■ ■ ■  
De Terry Gilliam (Grande-Bretagne, 1981, v.o., 115 min).  
RTBF 1
- 22.10 **Raison et sentiments** ■ ■ ■  
D'Ang Lee (Etats-Unis, 1995, v.o., 129 min).  
Canal +
- 22.10 **I Was Happy Here** ■ ■ ■  
De Desmond Davis (Grande-Bretagne, 1966, N., v.o., 95 min).  
Ciné Cinéma
- 22.10 **L'Affaire des poisons** ■ ■ ■  
De Michel Ocelot (France, 1995, 105 min).  
Festival
- 22.25 **Les Comanches** ■ ■ ■  
De Michael Curtiz (Etats-Unis, 1949, 140 min).  
RTBF 1
- 22.50 **Les Affranchés** ■ ■ ■  
De Martin Scorsese (Etats-Unis, 1990, v.o., 143 min).  
Canal Jimmy
- 23.05 **Babe** ■ ■ ■  
De John Huston (Etats-Unis, 1973, 160 min).  
France 3
- 23.55 **L'Étrange Noël de Mr Jack** ■ ■ ■  
De Tim Burton et Henry Selick (Etats-Unis, 1993, 75 min).  
TSR
- 0.05 **Claire de femme** ■ ■ ■  
De Jacques Demy (France, 1970, 90 min).  
Arte
- 20.55 **Ivanhoé** ■ ■ ■  
De Richard Thorpe (Etats-Unis, 1951, 150 min).  
France 3
- 20.55 **Hôtel** ■ ■ ■  
Des Amériques ■ ■ ■  
D'André Téchiné (France, 1981, 95 min).  
TMC

## SÉRIES

- 0.10 **Concert privé**. France Gall. M6
- 20.50 **Charles Aznavour**. Mes amis, mes amours... France 2
- 17.00 **Commando express**. O de David S. Jackson. TF 1
- 17.30 **Le Comte de Monte-Cristo**. De David Greene. Série Club
- 18.00 **Ma petite Mimi**. De Roger Kahane. TMC
- 18.30 **Le Vagabond de Noël**. De Vagabond. RTBF 1
- 19.00 **Mes coquins**. De Jean-Daniel Verhaeghe. Festival
- 20.35 **Les Amants de Rivière Rouge**. D'Yves Boisset. TF 1
- 20.50 **Heidi**. De Michael Rhodes (1 et 2/2). M6
- 21.35 **Deux contes à l'usage de Ted Kottcher**. TSR

## SÉRIES

- 20.45 **Moscow**. Persécution. Série Club
- 22.05 **Les Enchaînements**. L'innocent. Disney Channel
- 23.00 **Code Quantum**. Memphis Melody. Série Club
- 23.00 **Nos meilleurs années**. Des hauts et des bas. TMC
- 23.00 **Mister Bean**. TSR
- 23.50 **Jason King**. Des signes mystérieux. Série Club

## NOTRE CHOIX

## 22.50 Canal Jimmy

**Father Ted : Christmas Special**  
Cet sitcom britannique iconoclaste entraîne le téléspectateur du côté de la paroisse catholique de Craggy Island, sur une petite île perdue à l'ouest de l'Irlande. C'est là qu'officiant - ou plus exactement sévissant - trois prêtres pas comme les autres : le Père Ted Crilly, Father Ted (qui donne son nom à la série), naguère compromis dans des combines financières, qui rêve d'être muté dans une paroisse de Las Vegas ; le Père Jack Hackett, à la superbe tronche d'alcoolique et au cerveau fêlé, porté sur la diva bouteille et les jeunes écolières ; enfin le Père Douglas McGuire, le candide, un pierrot lunaire qui oublie ses prières du soir. Une gouvernante, Mrs Doyle, vieille fille autoritaire, veille sur ce trio loufoque. L'épisode de ce soir, *Christmas Special*, diffusé en v.o., est inédit. Il sera suivi de la rediffusion des précédentes saisons de la série, puis de six nouveaux épisodes, à partir du 30 janvier - J.-J. S.

**1.00 Ciné Cinéma**  
*J'étais une aventurière*  
Une comtesse russe, ruinée, se livre à des escroqueries aux bijoux dans les palaces, avec deux complices. Elle suit un homme qu'elle aime. Son passé resurgit. Des références à certaines comédies américaines de l'époque et une étude de caractères dans une tradition bien française. Narration classique, où domine la fantaisie. Raymond Bernard met en valeur les acteurs. Edwige Fenech est la vedette éblouissante de ce film de 1938 où elle joue, très habilement, sur des changements de ton. - J. S.

## NOTRE CHOIX

**20.40 Arte**  
**«Thema» : La Nuit des fées**  
**De l'absolue réalité de la diversité des mondes**

**«FÉE : ÊTRE IMAGINAIRE de forme féminine ougale à l'égide d'un pouvoir surnaturel et une influence sur la destinée des humains», dit monsieur Petit Robert.** L'affaire est donc entendue, qui étend à tous les âges de la vie un possible commerce avec les évanescences. Qui en douterait encore se doit impérativement au rendez-vous thématique d'Arte. Pierre Dubois, grand maître en la matière - il est notamment l'auteur de *La Grande Encyclopédie des fées* (Hobbeke, 1996) -, et Michel Le Bris, en Breton rompu à la diversité des mondes, ouvrent ensemble quelques portes sur les règnes enchantés tout au long d'une soirée censée éblouir plus qu'un incrédule.

Un morceau de ro pour ouverture, avec *Peau d'âne*, le conte délicieusement pervers de Charles Perrault, mis en images par Jacques Demy et en musique par Michel Legrand (en 1970, déjà !). On ne se lassera jamais des robes couleur du temps ou couleur de lune d'une Catherine Deneuve en caricature de princesse, fuyant à contrecoeur les feux de son gendreau, Jean Marais en caricature de souverain ; tous deux sauvés du premier de tous les tabous par l'exquise Delphine Seyrig - « *Mon enfant, on n'épouse jamais ses parents* » - on ne peut plus bonne fée et marraine sage.

Pour d'éblouissantes révélations sur l'univers des fées et des lutins, on se tournera vers *La Porte enchantée* de Jean-Claude Luthchansky, et pour le cour magistral intitulé « *Actualité du merveilleux* », on ne manquera pas l'essai de Michel Le Bris et Eric Pittard, *Fées, fées et dragons*, le retour. Un inventaire sociologique et esthétique un peu trop rapide et un peu trop court à notre goût, mais riche d'un bon message marqué au cher Tolkien, général démiurge du *Seigneur des anneaux*. Pour l'illustration de l'impondérable de ces êtres parallèles, un court métrage de Jean-Louis Gonnep, l'un des rares mortels qui soient parvenus à saisir l'image d'une fée et, preuve à l'appui, la très sérieuse aventure que deux petites Anglaises ont vécue, en 1917, *Les Fées ou bout du jardin* ; fait divers du fabuleux qui a défrayé la chronique et inspiré un certain Sherlock Holmes...

Valérie Cadet

## PROGRAMMES

## TELEVISION

## TF 1

- 19.00 **Walker, Texas Ranger**. 19.30 et 20.45 *Météo*.  
20.00 **Journal**, Résultats des courses, *Météo des neiges*.  
20.50 **Noël en famille**.  
22.55 **L'Homme qui tombe à pic**. Le Père Noël s'est échappé.  
23.50 **Les Journées mondiales de la jeunesse**.  
23.55 **Messe de minuit**. En direct de la basilique Saint-Pierre de Rome.  
1.45 **TF 1 nuit**, *Météo*.

## FRANCE 2

- 18.55 **1 000 enfants vers l'an 2000**.  
19.00 **Noël chez Bugs Bunny**. 19.50 et 20.40 *Thème du Loto*.  
19.55 **An omelette du sport**.  
20.00 **Journal**, A cheval, *Météo*.  
20.45 **Opération Bugs Bunny**.  
22.45 **Fous rires et bêtises**.  
0.00 **Messe de minuit**. En direct de la basilique Sainte-Croix, à Suresne.  
1.10 **Le Quatrième Roi**. TMC.

## FRANCE 3

- 18.50 **Un livre, un jour**.  
18.55 **Le 19-20 de l'information**.  
20.02 et 22.30 *Météo*.  
20.05 **Pa si la chanter**.  
20.35 **Tout le sport**.  
20.50 **Des racines et des allées**. L'enfant au cœur d'or. Noël à Assise.  
22.45 **Soir 3**.  
23.10 **Les Mandrakes d'or**. La soirée de gala au Paradis-Latin.  
0.10 **Tex Avery**.  
1.30 **Tous sur orbite**.

## CANAL +

- En clair jusqu'à 21.00.  
18.30 et 19.10 **Nulla part ailleurs**.  
20.30 **Fred à la blues**. Dessin animé de Joanna Quinn.  
21.00 **Super Noël**. Film de John Pasquin.  
20.35 **Flash Infos**.  
22.40 **La Belle verte**. L'invité de Cajon. De Perceval. Le Directeur de théâtre, de Mozart.  
0.10 **La Rose et la Friche** ■ ■ ■ Film de Richard Lester.

## PROGRAMMES

## TELEVISION

## TF 1

- 13.45 **L'Incrovable Voyage**. Film de Lawrence D'Olivier.  
15.20 **Tous les Jours Noël**. Téléfilm de Larry Pearce.  
17.00 **Commando express**. O de David S. Jackson.  
18.45 **97 Kilo**. 19.50 et 20.45 *Météo*.  
20.00 **Journal**, Résultats des courses. 20.50 **Les Amants de Rivière Rouge**. Téléfilm d'Yves Boisset.  
23.55 **Les Travaux de la mode et de la beauté 1997**.  
0.10 **TF 1 nuit**, *Météo*.  
1.35 **Embarquement porte n° 1**.

## FRANCE 2

- 13.50 **El Dorado** ■ ■ ■ Film de Howard Hawks.  
15.55 **Tiercé**.  
16.15 **Wallace et Gromit**. *Un merveilleux potager*. Film d'animation de Nick Park.  
16.50 **Wallace et Gromit**. *Le Pigeon*. Film d'animation de Nick Park.  
17.20 **Un livre, des livres**.  
17.25 **Grellins** ■ ■ ■ Film de Joe Dante.  
19.15 **1 000 enfants vers l'an 2000**.  
19.20 **Qui est qui ?**.  
19.55 **An omelette du sport**.  
20.00 **Journal**, A cheval, *Météo*, *Point route*.  
20.50 **Charles Aznavour**. Mes amis, mes amours...  
23.20 **Les Chevaliers du Fiel**. 0.30 *Journal*, *Météo*.  
0.45 **Notre-Dame de Paris**. Ballet de Richard Petit, musique de Maurice Jarre.

## FRANCE 3

- 13.40 **Le Choc des Titans** ■ ■ ■ Film de Desmond Davis.  
15.30 **Lucky Luke**.  
16.30 **Inséparables**.  
16.50 **Le Monde selon Tiptop**.  
17.50 **Un monde de chiens**.  
18.20 **Questions pour un champion**.  
18.30 **Un livre, un jour**.  
18.55 **Le 19-20 de l'information**.  
20.05 et 22.40 *Météo*.  
20.10 **Fa si la chanter**.  
20.35 **Tout le sport**.  
20.55 **Ivanhoé** ■ ■ ■ Film de Richard Thorpe.  
22.50 **Soir 3**.  
23.45 **Le Pigeon** ■ ■ ■ Film de John Huston.  
1.45 **Un siècle d'écritures**. Karen Blum.

## CANAL +

- 13.55 **Le Royaume de glace**. Film d'animation de Martin Gams.  
14.50 **Dialogues d'hypopotames**.  
15.40 **C Net**.  
15.55 **Tempête dans une tasse de thé**. Téléfilm de Jack Gold.  
17.30 **Nuwak**.  
18.00 **Humain** ■ ■ ■ Film de John Johnson.  
► En clair jusqu'à 20.35.  
19.40 et 22.00 **Flash Infos**.  
19.45 **Réens un peu**.  
20.35 **Babe, le cochon devenu berger** ■ ■ ■ Film de Chris Noonan.  
22.10 **Raison et sentiments** ■ ■ ■ Film d'Ang Lee (v.o.).  
0.19 **Pin-up**.  
0.20 **Basket-ball**. Chicago Bulls - Miami Heat.

## ARTE

- 19.00 **La Bible en images**.  
19.30 **7/2**.  
20.00 **Le Seigneur des anneaux**.  
20.30 **8 1/2 Journal**.  
20.45 **Le Cirque du Soleil**. La grande parade.  
21.50 **Le Cirque** ■ ■ ■ Film muet de Charles Chaplin.  
23.05 **Mosica**. Les Camélons.  
23.55 **La Lucarne**. Au cœur de l'instinct.  
1.15 **Une séance Météo**. Courts métrages de Georges Méliès.

## M 6

- 17.45 **L'Espion aux pattes de velours** ■ ■ ■ Film de Robert Stevenson.  
19.54 **6 minutes**, *Météo*.  
20.05 **Une nouvelle d'enfer**.  
20.35 **Une part de rêve**.  
20.50 **Papy Joe**. Téléfilm de Jeffrey Melman.  
22.25 **La Petite Fille aux allumettes**. Téléfilm de Michael Lindsay-Hogg.  
0.10 **SOS dans les Roches**. Téléfilm de Charles Wilkinson.  
1.40 **Boulevard des clips**.

## RADIO

## FRANCE CULTURE

- 20.30 **Agora**. Armand Gatti.  
21.00 **Philambole**.  
22.10 **Soirée spéciale**. Devine qui vient de naître ?  
0.00 **Messe**. En direct de la basilique du Sacré-Cœur, à Paris.

## FRANCE-MUSIQUE

- 20.00 **Concert**. Pages baroques. Œuvres de Walther, Pachelbel, Tunder, Buschulte, Rosenmüller, Bach.  
22.00 **La Symbolique de Noël**. dans l'art roman. Noël au Moyen Âge.  
0.00 **Messe de minuit**. En direct de l'église Sao-Vicente-de-Fora, à Lisbonne.

## RADIO-CLASSIQUE

- 20.40 **Les Solitaires**. Linnet et Thérèse, de Pergolice. Le Directeur de théâtre, de Mozart.  
21.50 **Soirée nuit de Noël**. Œuvres de Nicolai, Corelli, Sejan.

## LA CINQUIEME/ARTE

- 13.25 **Après-midi thématique**. Il était une fois la famille. 13.30 **Le Temps de naître**. 14.25 **Fête des bébés**.  
15.20 **Céline**.  
15.45 **Il était une fois**.  
16.00 **L'Extravagant Docteur Dolittle**. Docteur Dolittle ■ ■ ■ Film de Richard Fleischer.  
18.20 **Journal de la météo**.  
18.30 **Le Monde des animaux**. Les Antilopes sacrées du Thar, Inde.  
19.00 **La Bible en images**.  
19.30 **7/2**. Des étoiles pleines les yeux.  
20.00 **Les Santons**. Histoires provençales.  
20.30 **8 1/2 Journal**.  
20.40 **Soirée thématique**. La nuit des fées.  
20.45 **Peau d'âne** ■ ■ ■ Film de Jacques Demy.  
22.15 **La Porte enchantée**.  
23.05 **Fée**.  
23.15 **Elles, fées et dragons** : le retour.  
0.05 **Les Fées au bout du jardin**.  
0.10 **Bibliographie**.  
0.20 **Nuits espagnoles**. Werther.

## M 6

- 13.30 **La Caverne de la rose d'or II**. Téléfilm de Lamberto Bava et Andrea Piazzi (2/2).  
15.15 **Les McKenna**.  
16.05 **Relatins Junior**.  
16.35 **Hercule et la reine de Lydie** ■ ■ ■ Film de Pietro Francisci.  
18.15 **La Tête du client** ■ ■ ■ Film de Jacques Poirotte.  
19.54 **6 minutes**, *Météo*.  
20.05 **Susan**.  
20.35 **Une part de rêve**.  
20.50 **Heidi**. Téléfilm de Michael Rhodes (1 et 2/2).  
0.10 **Concert privé**. France Gall.  
1.30 **Boulevard des clips**.

## RADIO

## FRANCE-CULTURE

- 19.45 **Les Enjeux internationaux**.  
20.00 **Les Chemins de la musique**.  
20.30 **Agora**. Pierre Dubois.  
21.00 **Jeux de mémoire**. A la rencontre du Père Noël.  
22.10 **Soirée gospel**. Queen Yohani.  
0.05 **Du jour au lendemain**. Christine Shimizu.  
0.45 **Les Cinglés du music-hall**.

## FRANCE-MUSIQUE

- 18.34 **Scène ouverte**.  
19.30 **Concert**. Œuvres de Schütz, Charpentier.  
21.00 **Concert**. 19<sup>e</sup> Festival de l'Épau. Œuvres de Dvorák, Beethoven.  
22.30 **Musique Plurielle**. Retrospective rock de l'année 1997. Œuvres de Beethoven, Schubert.

## RADIO-CLASSIQUE

- 18.30 **Le Magazine de Radio-Classique**.  
19.30 **Classique affaires-soir**.  
20.40 **Les Solitaires**. Le chef d'orchestre Ferenc Fricsay. Œuvres de Prokofiev, Glazounov, Mozart, Haydn, von Weber, Mahler.  
22.35 **Les Solitaires** (suite). Œuvres de Beethoven, Mendelssohn, R. Schumann.



## Carlos est condamné à la prison à perpétuité pour le triple meurtre de la rue Toullier

Dans un long discours sans grande cohérence, le terroriste a justifié ses actes, pour « la cause »



PROCES

CE SOIR, Iñaki Ramirez Sanchez, alias Carlos, voudrait tout dire. Debout, pendant quatre heures, il tourne les pages d'un petit classeur. Un peu ému, il semble humer cette familiarité qui suit par hantise une cour d'assises, au huitième et dernier jour d'audience. Il parle doucement. « On va me condamner à perpétuité, c'est pour moi secondaire, je ne reconnais pas l'autorité qui va me juger. J'ai quarante-huit ans, il me reste encore quarante, cinquante ans. On va m'assassiner. Remarque, Rudolf Hess a bien été assassiné à quatre-vingt-dix ans. »

A quelques heures du verdict, mardi 23 décembre, Carlos cherche à se définir. Non, il n'est pas « fait de fer mais de sentiments ». Il n'est ni un voyou, ni un petit voleur, ni un porteur de valise, ni même un mercenaire, ennemi-t-il, « car un mercenaire est un tueur à gages ; et nous, nous n'avons pas tué pour de l'argent mais pour de l'idéologie, pour une cause, la cause palestinienne ». « Mercenaire sanglant », répète-t-il. Il voudrait corriger ce qui est dit, écrit sur lui. « Je vous jure, je n'aime jamais humilier quelqu'un devant les autres », précise-t-il. A M<sup>lle</sup> Isabelle Coutant-Peyre, il prend donc la main après que celle-ci ait affirmé que « ce procès politique sert les intérêts américains et israéliens ». « Elle, c'est une fille de cette France profonde, admire-t-il. Sa famille est d'une vieille souche établie en France depuis le V<sup>e</sup> siècle, c'est la vraie France qui n'a plus la voix aujourd'hui. On va dire que Carlos tourne rouge, fait le jeu de Vichy, du FN. Je ne méprise pas les vrais Français, j'insiste : il faut se situer. »

Carlos avait peur du gardé du corps de son père lorsqu'il était

enfant. Il se souvient qu'à Londres son père devait prendre le bus près de Hyde Park pour aller au collège. Pour la Grande-Bretagne, le Vénézuélien n'avait pas besoin de visa, le Chilien non plus. Son amie Otaola tenait un bistrot à Londres. Le père de celle-ci est basque, il tenait une mine d'or, le peuple basque est le plus ancien d'Europe. Carlos est un oom très fréquent en galicien, en sévillan, en catalan. En 1971, il y a eu un attentat contre l'ambassadeur de Jordanie à Londres, c'était un proche du roi Hussein, non, c'était même un ami très, très proche puisqu'ils avaient partagé la même chambre au collège. Les attentats d'Orly n'étaient pas commis à la légère. Il y avait alerte rouge de l'OTAN. La France était encore membre de l'OTAN. D'ailleurs la France n'a jamais quitté l'OTAN, seulement le commandement. Ainsi parle Carlos lorsqu'il veut tout dire.

nuans. Carlos fait le cri de l'Apache, imite le joueur de maracas en rythmant ses deux poings. A la troisième heure de discours, Carlos s'inspire un peu en scrutant les visages des jurés. « Entrez que vous êtes intéressés par mon histoire ? » Attend une réponse. « Non ? », interroge-t-il face au silence.

QUATRE HEURES DE DÉLIBÉRATION Carlos rend hommage aux familles des victimes : « Elles ont le sens de l'honneur, elles sont admirables. » Leur témoignage a été efficace. « Evidemment quand les gens parlent, ça fait pleurer Margot », dit-il. Carlos, lui, se place d'un autre point de vue : « C'est la guerre mondiale entre le sionisme et les damnés de la terre, les esclaves. C'est une guerre à mort que l'humanité va gagner, sinon c'est l'annihilation totale, la "Mocdonaldisation" de l'humanité. » Carlos regrette l'absence d'équité dans cette cour

n'ait jamais nié les faits, je n'affirme, je n'insinue rien. Je dis : je ne coopère pas. Il faut montrer au monde qu'il n'y a pas eu une instruction, que tout ça est masqué. Carlos ne veut pas se « détourner de ses responsabilités ». Il le promet, au terme d'un si long discours, il va « être didactique, n'oubliez pas que je suis un homme politique ». Carlos dénonce un dossier d'accusation qui ressemble à du « mauvais bricolage ». Ses avocats commis d'office, M<sup>rs</sup> François Honorat et Olivier Mandret, n'avaient pas manqué de pointer méthodiquement tout ce qui pouvait ressembler à « une enquête et une instruction volontairement expédiées », un procès sans les témoignages oculaires.

Mais Carlos est fatigué. A sa quatrième heure de parole, il demande quelques secondes de répit, boit une gorgée d'eau. Et dit à voix basse : « Le criminel le plus obomable peut se ressourcer, sauf le cas extrême du monstre, tout le monde peut s'endormir. Le seul crime sans réparation possible, c'est la trahison. Moi, j'ai été trahi par beaucoup de gens. » Carlos redoute maintenant la « manipulation » des avocats, pas ceux qui sont à ses côtés dans le prétoire, mais les autres, tous les autres, « les marrons, les voleurs, les indicateurs de police, j'en ai reçu cinquante ». Ce procès est aussi « une manipulation ». Carlos ne sera pas, ou si peu, entré dans le détail de son engagement politique. Carlos n'a pas raconté d'épopée. Carlos est fatigué.

Au terme de quatre heures de délibération, la cour d'assises de Paris l'a condamné, mercredi 23 à 13 h 30, à la réclusion criminelle à perpétuité. A l'annonce du verdict, l'homme, à la moustache grise et au blazer sombre cherche à couvrir la voix du président en lançant un mécanisme « vive la révolution ! », puis demande à ce dernier : « Je peux m'asseoir, maintenant ? »

Dominique Le Guilleudoux

## La Banque d'Italie baisse son taux d'escompte

Un geste dans la perspective de l'euro

L'ITALIE a effectué un nouveau pas, mardi 23 décembre, en direction de l'euro avec la décision de sa banque centrale de réduire de 0,75 point son taux d'escompte, ramené de 6,25 % à 5,50 %. Officiellement justifié par la faiblesse de l'inflation (1,7 % en 1997) et par la fermeté de la lire, le geste de la Banque d'Italie vise aussi à assurer, dans la perspective de l'Union monétaire européenne, la convergence des taux d'intérêt italiens avec les taux allemands et français (actuellement à 3,3 %). An 1<sup>er</sup> janvier 1999, tous les pays appartenant au bloc euro posséderont les mêmes rendements.

La baisse du loyer de l'argent a été immédiatement saluée par les milieux politiques et économiques italiens. « C'est une bonne façon de terminer l'année », a commenté le ministre de l'Industrie Pierluigi Bersani. « On a fait sauter un bouillon qui faisait obstacle à la reprise des investissements et pesait lourdement sur les bilans des entreprises », a estimé de son côté la fédération des commerçants Confindustria.

Les chefs d'entreprise reprochaient au gouverneur de la Banque d'Italie Antonio Fazio sa trop grande rigueur monétaire, coupable selon eux de freiner la reprise économique. Walter Cerfeda, du secrétariat de la principale confédération syndicale, CGIL, a salué que le gouvernement profite de cette détente monétaire pour se concentrer « sur l'emploi, notamment au Sud ». Son collègue de la CISL Natale Forlani a estimé que la Banque d'Italie peut faire davantage.

La baisse des taux dans les pays d'Europe du Sud - la Banque d'Espagne a réduit son principal taux directeur la semaine dernière - devrait se poursuivre au cours des prochains mois. La convergence monétaire européenne se ferait avant tout par une baisse des rendements les plus élevés et non, comme le craignent les marchés financiers, par un relèvement des taux les plus bas, tels ceux de la France et de l'Allemagne.

Pierre-Antoine Delhommeaux

## Patrick Balkany répond à Didier Schuller

L'ANCIEN DÉPUTÉ et maire (RPR) de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine) Patrick Balkany répond partiellement, dans L'Express, aux accusations portées contre lui dans Le Monde par l'ancien conseiller général Didier Schuller (nos éditions datées 21-22 décembre). M. Balkany parle d'un « tissu de mensonges » et assure notamment ne l'avoir « jamais poussé à partir ». Toujours président de l'Office HLM des Hauts-de-Seine - dont M. Schuller était le directeur général - M. Balkany affirme ne s'être « jamais mêlé de l'administration » de cet établissement, et avoir « d'ailleurs engagé Schuller pour cette mission en tant qu'énarque ». « Nous, nous sommes restés en France et nous nous sommes présentés devant le tribunal la tête haute, sans fuir », conclut-il. Condamné à quinze mois de prison avec sursis et à deux ans d'interdiction pour avoir utilisé du personnel municipal à son domicile privé, M. Balkany vit aujourd'hui sur l'île de Saint-Martin, aux Antilles, où il dirige une radio privée.

## Henri Emmanuelli se dit victime d'un « procès politique »

DANS UN ENTRETIEN publié par Le Nouvel Observateur (daté 25-31 décembre), Henri Emmanuelli, ancien trésorier du Parti socialiste, condamné notamment à deux ans de privation de ses droits civiques dans l'affaire Urbas-Sages-BLE, explique que sa décision de se démettre de ses mandats de député et de conseiller général des Landes « était aussi [...] une manière d'empêcher le PS de se fourvoyer » en demandant une grâce, au moins partielle, à Jacques Chirac. M. Emmanuelli « continue à penser que si », au début de l'enquête, en 1992, « l'ensemble des dirigeants socialistes s'était levé pour revendiquer une responsabilité collective, le cours de la justice aurait été tout différent ». M. Emmanuelli évoque aussi un « procès politique ». « Je n'ai jamais compris pourquoi les partis de gauche étaient accusés de trafic d'influence, avec tout ce que cela comporte d'infamant, et les partis de droite simplement d'abus de biens sociaux », ajoute M. Emmanuelli.

**DÉPÊCHES**  
■ MIR : les responsables du centre de contrôle des vols spatiaux russes (Tsoup) viennent de reporter pour la troisième fois la sortie des cosmonautes de la station Mir qui doivent remplacer le joint d'un sas de sortie. Aucune raison technique n'est fournie pour ce nouvel ajournement motivé uniquement, selon le Tsoup, par le souci de ne pas « surcharger de travail », à « l'approche des vacances », des hommes qui « ont besoin de se reposer ».  
■ TABAC : les prix de la plupart des cigarettes vont augmenter, le 5 janvier, à la suite de la réforme de la fiscalité sur les tabacs décidée par le gouvernement. L'augmentation moyenne devrait être de 3,7 %, indique-t-on au ministère des finances.  
■ TERRORISME : Mohamed Kerouche, membre présumé du Groupe islamique armé (GIA), a été mis en examen et écroué, mardi 23 décembre, par le juge d'instruction Jean-Louis Bruguière. Expulsé de Londres le 19 décembre, il est poursuivi pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste ».  
■ PARTIELLES : les deux élections législatives partielles, provoquées par la démission d'Henri Emmanuelli (PS) et l'invalidation de Jean-Louis Masson (RPR), se dérouleront le 25 janvier dans les Landes (3<sup>e</sup> circonscription) et en Moselle (3<sup>e</sup> circonscription). Le second tour aura lieu, si nécessaire, le 1<sup>er</sup> février.

## BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LE MONDE

Cours relevés le mercredi 24 décembre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES		OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES	
	Var. en %	Cours au 24/12	Var. en %
Tokyo Nikkei	+0,85	14934,88	+0,21
Hong Kong Index	-0,25	10342,44	+0,21
Tokyo, Nikkei sur 3 mois			
Paris CAC 40	+0,43	3845,87	+0,43
Amsterdam CBE	+0,21	875,38	+0,21
Bruxelles	+0,48	1635,90	+0,48
Frankfurt Dax 30	+1,35	4121,79	+1,35
Irlande ISEQ	+0,05	3902,90	+0,05
Londres FT 100	+0,19	5040,16	+0,19
Madrid Ibes 35	---	---	---
Milan MIB 30	+0,34	24111	+0,34
Zurich SMI	+0,36	6023	+0,36

Tirage du Monde daté mercredi 24 décembre : 470 625 exemplaires.

## Une nouvelle épreuve avec la justice commence pour Jacqueline Deltombe

LILLE de notre correspondant régional  
Le 17 décembre, la cour d'appel de Douai rendait son jugement dans l'affaire Jacqueline Deltombe, cette jeune femme, âgée de vingt-huit ans, condamnée en première instance à Lille pour avoir hébergé un étranger en situation irrégulière (Le Monde du 19 décembre). La cour confirmait la condamnation mais aussi l'exemption de peine prononcée en première instance. Jacqueline Deltombe n'en a pas fini avec la justice. Le 8 janvier 1998, les prud'hommes devraient statuer sur son licenciement consécutif à son arrestation sur son lieu de travail.

Un nouvel obstacle est venu s'ajouter au marathon juridique de la jeune femme. Son compagnon, Claude Barnulso Kizizie, âgé de trente-sept ans, a été mis en examen pour tentatives de viol sur deux de ses filles, âgées de six et neuf ans. Arrêté le 15 décembre, il a été écroué quarante-huit heures plus tard, le jour où la cour d'appel rendait son arrêt. Entre un juge parti en vacances et un avocat qui n'a pu voir le dossier de son client qu'une semaine après son incarcération, l'affaire est difficile à dénouer.

L'accusé n'est pas l'homme qu'avait hébergé Jacqueline Deltombe et à qui la justice avait rendu son premier procès le casier judiciaire d'un honnête. Celui-ci vit en Belgique, où il est marié avec la meilleure amie de son hôtesse. Cette fois, c'est le compagnon de la jeune femme qui est mis en cause. D'origine africaine, Claude Barnulso Kizizie est régularisé depuis le 14 novembre et devait prendre un emploi d'agent de sécurité à partir du 21 décembre. Ils ont une fille de cinq ans.

En février 1996, le couple avait hébergé une sœur de l'accusé. Arrivée en France avec ses deux filles de six et neuf ans, la mère était partie deux mois plus tard à Paris chercher du travail. « Je vous laisse les enfants et je reviens », nous a-t-elle dit, explique Jacqueline Deltombe. Mais elle n'est revenue qu'en juillet 1997, pour reprendre les enfants qu'elle pensait nous confier à nouveau en septembre. Nous avons refusé. Elle l'a très mal pris. Jacqueline Deltombe voit dans les accusations qui pèsent sur son compagnon les conséquences d'une rupture avec les traditions familiales africaines. « Une histoire de famille », dit-elle, sans comprendre d'où vient la plainte et en

se demandant comment l'hame avec qui elle partage sa vie, jamais seul avec les fillettes, aurait pu trouver l'occasion de commettre plusieurs tentatives de viol.

Cette affaire jette le trouble dans les milieux politiques de gauche du Nord-Pas-de-Calais, où Jacqueline Deltombe était devenue, un peu à son insu, la représentante des sans-papiers. Beaucoup ont vu une manipulation ou une provocation dans le fait que cette affaire éclate au moment du jugement en appel. D'autres, catastrophés devant une affaire qui discréditerait leur cause, s'interrogent de son exploitation.

Pour l'instant, Jacqueline Deltombe s'est vu refuser un droit de visite à son compagnon. « Je m'y attendais, même si je pense qu'il n'a rien à se reprocher, le soir que je suis devenue gênante », dit-elle. Mais selon elle, il y a plus grave : « Même si j'ai fait quelque chose, nous n'avons pas à y être mêlés. Ma fille est malade depuis qu'elle a été interrogée par la police hors de sa présence. On a jeté nos noms en pitié. Comment est-ce que je vais pouvoir mettre ma fille à l'école à la rentrée ? »

Pierre Cherruau

## Manifestation à Paris pour une prime de Noël aux chômeurs

LES ASSOCIATIONS de chômeurs (ACI, Apeis et MNCP) et la CGT demandent toujours le versement d'une « prime de Noël » ou de « fin d'année ». En l'absence de réponse du régime d'assurance-chômage, elles ont décidé d'organiser un rassemblement commun, mercredi 24 décembre au matin, devant le siège de l'Unedac, à Paris. Après avoir lancé une semaine d'action, du 15 au 22 décembre, qui s'est traduite par l'occupation d'antennes Assedic dans plusieurs villes de province, la CGT appelle « à faire du 24 décembre une journée nationale d'action solidaire des salariés actifs et retraités, avec les privés d'emploi ».

Bernard Tubault, secrétaire général de la fédération des chômeurs et membre du bureau confédéral de la CGT, ainsi que François Desanti, secrétaire du comité national des chômeurs CGT, devaient participer à la manifestation. Des membres de la CFDT en lutte, de la SUD, du groupe des Dix et de la FSU devaient aussi être présents, l'objectif étant d'organiser un rassemblement le plus unitaire possible.

ASSÉDÉS OCCUPÉS Les associations de chômeurs réclament « une prime de 3 000 francs par chômeur » et une modification radicale de la politique de l'Unedac qui passerait par « l'arrêt de la dégressivité des allocations chômage et le relèvement des minima sociaux ». « Une augmentation de 1 500 par mois, pour tous les minima, devant intervenir immédiatement », précisent-elles.

Elles ont demandé, tout comme la CGT, à être reçues par Nicole Notat, présidente de l'Unedac. Mardi, des chômeurs ont occupé l'Assedic d'Anney (Savoie), avant d'être évacués dans le calme par les forces de l'ordre. A Montbéliard (Doubs) et à Saint-Etienne-du-Rouvray (Seine-Maritime), les occupations de locaux ont pris fin. La direction des Assedic de Haute-Normandie a décidé de fermer l'ensemble des antennes, tandis que les chômeurs ont reçu le soutien de Pierre Bourguignon, maire (PS) de Sotteville-lès-Rouen, qui a écrit en leur faveur à M<sup>re</sup> Aubry.

Une trentaine de chômeurs sont venus manifester, ce même jour, devant la direction de l'Assedic de Lorient, tandis que, dans les Bouches-du-Rhône, où l'occupation de huit Assedic se poursuit,

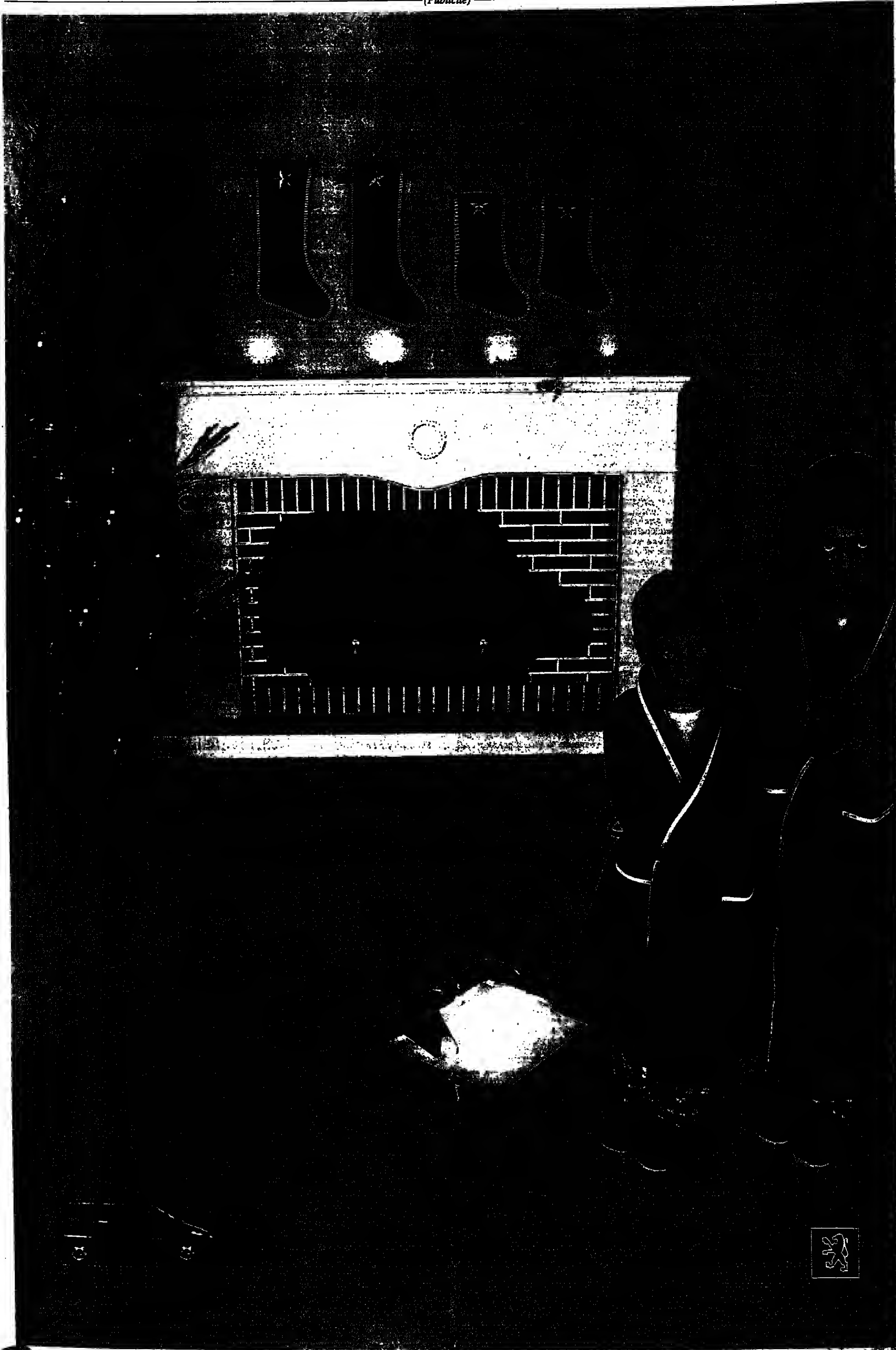
300 chômeurs se sont rassemblés devant la préfecture, pour réclamer la tenue d'une table ronde sur « la prime de Noël ».

Certains d'entre eux envisagent de réoccuper mercredi soir leur place. Après Alain Bocquet (PC), Marie-Christine Blandin, présidente (Verts) de la région Nord-Pas-de-Calais, a demandé à Lionel Jospin d'intervenir en faveur des chômeurs. Jean-Claude Gaysset, ministre de l'équipement et des transports, doit recevoir les associations de chômeurs (ACI, Apeis, CFDT-ANPE, comité des chômeurs-CGT et MNCP) le 2 janvier pour examiner les modalités d'une aide au transport pour les demandeurs d'emploi les plus démunis d'Île-de-France.

Alain Beuve-Méry



مركزا من راصل



Le

# Martine Aubry

La ministre de l'Éducation nationale a été élue présidente du conseil d'administration de la Bibliothèque nationale de France (BNF) à la place de Jacques Chirac. Elle a été élue à la présidence de la BNF, un poste à responsabilité importante, à la tête d'un établissement qui compte plus de 10 millions de volumes. Elle a été élue à la présidence de la BNF, un poste à responsabilité importante, à la tête d'un établissement qui compte plus de 10 millions de volumes.

## Monde

La ministre de l'Éducation nationale a été élue présidente du conseil d'administration de la Bibliothèque nationale de France (BNF) à la place de Jacques Chirac. Elle a été élue à la présidence de la BNF, un poste à responsabilité importante, à la tête d'un établissement qui compte plus de 10 millions de volumes.

## La voie étroite de l'OTAN en Europe

La ministre de l'Éducation nationale a été élue présidente du conseil d'administration de la Bibliothèque nationale de France (BNF) à la place de Jacques Chirac. Elle a été élue à la présidence de la BNF, un poste à responsabilité importante, à la tête d'un établissement qui compte plus de 10 millions de volumes.